

REPUBLIQUE GABONAISE

Union – Travail – Justice



PRIMATURE

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME
(MECIT)

MINISTRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS,
DE LA FONCTION PUBLIQUE, CHARGE DE LA
REFORME DE L'ETAT
(MBCFPRE)

COMITE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE (CCMB)

PREPARATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2012

DOCUMENT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2012 – 2014



PROJET PREPARE PAR LA CELLULE CDMT
ET SOUMIS A L'APPRECIATION DE LA COORDINATION DU CCMB

Le 30 Juillet 2011,

LIBREVILLE

PREFACE

Le présent « **Document d'Orientation Budgétaire** (DOB) » tient lieu de lettre de cadrage pour guider les activités de préparation du budget et assurer sa cohérence avec les priorités et les exigences du **Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE)**.

J'invite tous les membres du Gouvernement au respect scrupuleux des présentes orientations pour la préparation des projets de budget pour l'année 2012. Les Institutions Constitutionnelles de la République sont également appelées à s'inscrire dans cette nouvelle démarche pour accompagner la mise en œuvre de la vision du Président de la République d'un Gabon Emergent.

Fait à Libreville,

**Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement**

Paul BIYOGHE MBA

SOMMAIRE

Contenu

I.	Introduction	5
II.	Contexte économique, social et politique	7
III.	Perspectives macroéconomiques et orientations budgétaires 2012-2014	10
1.	Perspectives macroéconomiques	10
a.	Croissance et inflation.....	10
b.	Finances Publiques.....	10
c.	Politique budgétaire.....	12
2.	Orientations budgétaires	13
	<i>Annexes</i>	20

Annexes

Annexe 1: Perspectives macroéconomiques 2012-2014, indicateurs clés	21
Annexe 2: Perspectives macroéconomiques 2012-2014, TOFE	22
Annexe3 : Orientations stratégiques des ressources budgétaires 2012-2014, Evolution parts relatives par axes stratégiques et missions	23
Annexe4 : Synthèse des enveloppes budgétaires 2012-2014 et dotations des projets transversaux.....	26
Annexe5 : Synthèse des enveloppes budgétaires 2012-2014 selon les piliers du PSGE, sur la base des ressources tirées du cadrage macroéconomique	27

I. Introduction

Le présent document dit « **Document d’Orientation Budgétaire 2012-2014** » (**DOB**) sert à la fois de guide stratégique et pratique pour la préparation du budget 2012, en vue de son alignement sur les priorités du Gouvernement telles que contenues dans le **Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE)**. Le Document d’Orientation Budgétaire a pour fondements juridiques la directive 01/08-UEAC-190-CM-17 relative aux lois de finances dans les pays membres de la CEMAC et la Loi Organique n°31/2010 du 21 octobre 2010, relative aux Lois de Finances et à l’Exécution du Budget (LOLFEB) du Gabon. Il s’inscrit dans le cadre des innovations importantes en cours pour faire de la planification et de la budgétisation stratégiques les instruments clés de la mise en œuvre de la stratégie d’émergence du Gabon.

L’année 2012 constitue une période charnière pour le développement du Gabon. En effet, le pays vient de fêter le Cinquantenaire de son accession à la souveraineté internationale et le bilan fait à cette occasion est mitigé. **Au niveau politique**, le pays a connu une **longue période de stabilité** qui a permis aux gabonais de jouir de la paix et de la sécurité. Toutefois, **au plan économique**, les progrès n’ont pas été à la hauteur ni des potentialités du pays ni des besoins et attentes des populations. Malgré les ressources importantes tirées de l’exportation du pétrole, du bois et du manganèse, l’économie a connu une **croissance modérée** et reste encore **trop dépendante du pétrole** et des autres ressources primaires (mines et bois en grumes). **Le secteur social** a aussi connu des **développements contrastés**. Alors que d’importants efforts ont été déployés au niveau de l’éducation avec des résultats encourageants, le secteur de la santé reste particulièrement préoccupant. Le pays fait également face à un déficit prononcé des infrastructures socioéconomiques (routes, électricité, eau, habitat, etc.) qui affectent à la fois la compétitivité de l’économie et le bien-être des ménages. Reflétant ces contreperformances, le chômage demeure une préoccupation majeure touchant en particulier les jeunes, ainsi que la pauvreté qui affecte encore près d’un tiers de la population, notamment en zone rurale (44%).

Le Gouvernement est bien conscient de ces défis et résolu à les relever. C’est pour cela que le Président de la République et le Gouvernement dans son ensemble ont engagé un vaste chantier pour accélérer la transformation de l’économie en vue de relever la croissance, renforcer le secteur social et **faire du Gabon une économie émergente**. Cette ambition est matérialisée par l’adoption du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) qui se décline en cinq (5) piliers : (i) *la diversification et le renforcement de la gouvernance économiques pour une croissance forte et soutenue* ; (ii) *le renforcement de la gouvernance administrative et la modernisation de l’Etat pour une conduite efficace des actions gouvernementales* ; (iii) *le développement des infrastructures et l’aménagement du territoire pour un développement « équilibré »* ; (iv) *le développement du capital humain et la lutte contre l’exclusion des couches vulnérables* ; (v) *le renforcement du cadre des affaires et l’appui au secteur privé*.

La mise en œuvre efficace du PSGE nécessite des renforcements importants en matière de programmation et de budgétisation. En effet, l’ampleur des besoins nécessite des choix rigoureux et la plus grande efficacité dans leur exécution, notamment dans la réalisation des investissements, afin d’en maximiser l’impact sur le développement du pays tout en minimisant l’incidence sur le budget de l’Etat. Le rythme de croissance des dépenses induites par la mise en œuvre du PSGE peut poser des problèmes d’absorption et exposer le pays à des graves risques de dérapages macroéconomique et financier qui annihileraient les gains attendus du PSGE. Dès lors, le Gouvernement veillera à maintenir la stabilité macroéconomique et financière tout en poursuivant la réalisation des ambitions du PSGE.

C'est pour concilier ces enjeux contradictoires que le Gouvernement s'est engagé à renforcer la démarche planificatrice fondée sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dont les CDMT en constituent un des principaux outils. Dans ce cadre, la budgétisation aux niveaux central et sectoriel se fait dorénavant selon la démarche CDMT et de budgétisation par objectifs de programme, en s'assurant que : (i) les dépenses sont financées en conformité avec les objectifs de stabilité macroéconomique ; (ii) les dotations des ministères sont alignées sur les besoins induits par les urgences du moment et les priorités sectorielles du Plan Stratégique Gabon-Emergent ; et que (iii) les dotations tiennent compte des capacités d'exécution des ministères ainsi que de l'efficacité des dépenses.

Le «**Document d'Orientation Budgétaire**» encadre le processus de programmation budgétaire comme décrit ci-dessus. Menés dans une démarche participative impliquant tous les ministères sectoriels, les travaux de préparation du présent document ont été conduits par le **Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CCMB)** institué le 26 juillet dernier, par arrêté n°01911/PM du 26 juillet 2011 du Premier Ministre Chef du Gouvernement. Il fait un point sur les développements socio-économiques et financiers récents (chapitre 1), présente les perspectives d'évolution de l'activité économique nationale et donne les grandes orientations budgétaires pour les trois années à venir autour desquelles l'ensemble du Gouvernement est fédéré (chapitre 2). Il est élaboré pour servir de base aux échanges en amont sur les orientations budgétaires avec les autres parties prenantes du processus budgétaire, au sein de l'Exécutif ainsi qu'avec le pouvoir législatif. Il sert également de support de communication des enveloppes budgétaires aux ministères sectoriels pour la préparation des projets de budgets des ministères et institutions, ainsi que pour les discussions en conférences budgétaires.

Les allocations budgétaires présentées dans ce document couvrent une période triennale (2012-2014). Cependant, il convient de noter que la Loi de Finances pour l'année 2012 ne portera que sur la première tranche (2012). Les autres tranches annuelles sont affichées à titre indicatif afin de donner une orientation à moyen terme aux ministères sur les moyens qui pourraient leur être accordés en fonction des perspectives économiques et du niveau induit de croissance des ressources de l'Etat.

II. Contexte économique, social et politique

La présente planification stratégique et budgétaire qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du budget 2012, intervient dans un contexte économique favorable, un front social et politique stable.

Au plan Economique. Le taux de croissance est passé de -1,4% en 2009 à 6,6% en 2010 et ressortirait à 5,0% en 2011 grâce notamment au dynamisme du secteur hors pétrole. Dans le même temps les prix intérieurs ont enregistré une progression moyenne de 2,3%, en dessous de la norme communautaire de 3%.

Ces performances résultent des réformes courageuses engagées par le Gouvernement, de la mise en œuvre rigoureuse des mesures contenues dans le programme conclu avec le FMI, et de l'orientation favorable des prix des principaux produits exportés. Ces réformes et mesures ont porté notamment sur :

- le rachat de la dette ;
- l'augmentation du budget d'investissement en 2010 (40% des ressources budgétaires), en vue de soutenir notamment le développement des infrastructures ;
- l'interdiction de l'exportation des grumes afin de favoriser la transformation locale.

Par ailleurs, d'importants travaux d'investissement ont été engagés en vue de l'organisation de la CAN 2012. En outre, le dynamisme d'ensemble de l'économie a favorisé un engouement auprès d'investisseurs étrangers (Groupe OLAM, MANAGEM, BHP Billiton, etc.), qui s'est traduit par une progression très favorable de l'investissement étranger dans le secteur hors pétrole au Gabon.

Croissance et dynamiques sectorielles. La période a été marquée par **une faible croissance du secteur pétrolier** (2% en moyenne) du fait du vieillissement des champs (Rabi Kounga, Gamba Ivinga, Toucan, Banio, Torpille, Anguille, Avocete, etc.), malgré la bonne tenue des prix. Par contre, **le secteur hors pétrole** a connu de bonnes performances, tirées par les **mines** (15,7%), **l'industrie du bois** (5,5%), les **BTP** (9,1%) en lien avec les investissements publics, et le secteur des **banques et assurances** (4,5%).

La période a été également caractérisée par une baisse des exportations inhérente à l'arrêt des exportations des grumes et de la faible progression de la production pétrolière. Dans le même temps, les importations ont cru en moyenne de 6,1% tirées par les biens d'équipement et les biens de consommation. Cependant, du fait de la bonne orientation des prix internationaux des produits exportés, et donc une progression favorable des termes de l'échange, la balance commerciale est restée excédentaire passant de 15% du PIB en 2009 à 32,3% en 2011.

L'inflation. Des tensions ont été observées au niveau des prix des produits alimentaires du fait des mesures relatives à l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et du tabac (11,1%) et au relèvement des prix des poissons et autres produits frais de la pêche (7,2%). Malgré ces pressions, l'inflation est restée modérée en moyenne à 2%, bien en dessous de la norme communautaire de 3%. Cette bonne performance résulte de la politique monétaire prudente qui s'est traduite par une progression lente de la masse monétaire (9,9%) comparée au taux de croissance nominal de l'économie (14,8%), et aussi de la faible progression des prix des produits importés, ce qui a contribué à désamorcer les tensions sur le marché des produits alimentaires.

Les Finances Publiques. Sur la période 2009-2011, **les recettes totales** sont passées de 32,8 à 29,4% en ratio du PIB, soit une moyenne de 30,1% du PIB. Elles sont tirées essentiellement par le

dynamisme des recettes pétrolières, qui passent de 16,3 à 17,2% sur la période. Le solde global base caisse est resté excédentaire (2,6%) en moyenne sur la période.

Les dépenses totales ont baissé de 26,8 à 24,7% grâce à la maîtrise des dépenses courantes qui sont passées de 17,6 à 13,7% en pourcentage du PIB.

Sur le plan Social, les actions du Gouvernement au cours de ces dernières années ont permis d'améliorer **l'offre de services et l'accessibilité**, ainsi que **la protection sociale**, notamment par l'accroissement des structures éducatives et de santé, et l'institution de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS). Les efforts ont été également déployés pour relever le niveau de vie des travailleurs à travers l'instauration d'un revenu minimum mensuel.

S'agissant du secteur **santé**, le Gouvernement a entrepris un vaste programme visant à améliorer le plateau technique. Ainsi, chaque province a été dotée d'un centre de soins de référence. De même, Libreville qui concentre près de la moitié de la population gabonaise dispose désormais d'un hôpital militaire à vocation régionale. Des Centres hospitaliers universitaires et un Institut de Cancérologie sont aussi en construction.

Concernant la prise en charge des soins de santé, une assurance maladie universelle a été instituée. La CNAMGS a été mise en place pour veiller à la mise en œuvre de cette politique. Elle assure également la prise en charge des Gabonais économiquement faibles à travers le versement d'une allocation mensuelle indexée à la situation sociale du bénéficiaire.

En outre, le Gouvernement a poursuivi ses efforts en matière de lutte contre les grandes pandémies et les maladies invalidantes, notamment l'intensification de la lutte contre le VIH/Sida et le paludisme. Les actions entreprises ont concerné particulièrement la généralisation des Centres de Traitement Ambulatoire (CTA), la baisse du coût des antirétroviraux, la distribution des moustiquaires imprégnés et les campagnes de désinsectisation et de vaccination contre la poliomyélite.

Le soutien à la protection de la veuve et de l'orphelin a connu une avancée sur le plan international en 2011 avec l'instauration par les Nations Unies, sur proposition du Gabon, d'une Journée internationale.

De son côté, **l'éducation** a continué de bénéficier d'une attention particulière des pouvoirs publics. L'objectif du Gouvernement est de maintenir le taux de scolarisation et d'améliorer le rendement du système dans son ensemble. Dans cette optique, d'importants moyens ont été consacrés à tous les niveaux d'éducation ainsi qu'à la formation professionnelle. Entre 2009 et 2011, les moyens affectés au système éducatif ont cru globalement de 28% et ont permis la réalisation des actions suivantes : (i) **au niveau primaire et secondaire**, la construction d'établissements (Diba-Diba, Avorbam, Awoungou, Alénakiri, Montalier, etc.) ; (ii) **au niveau universitaire**, le passage au système Licence-Master-Doctorat (LMD) et la création de l'Ecole Doctorale de Franceville ; (iii) **au niveau de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**, la création et l'équipement d'une Ecole Nationale des Métiers du bois (Libreville) avec le concours technique de la Coopération Suisse, d'un Institut du Pétrole et du Gaz (Port-Gentil), ainsi que des lycées professionnels (Ntoum, Franceville, Léconi, Mouila, Port-Gentil, Oyem).

En ce qui concerne **l'emploi et les revenus**, les agents du secteur public tout comme ceux du privé ont vu leur pouvoir d'achat s'améliorer grâce à l'instauration d'un revenu minimum mensuel fixé à 150.000Fcf. Par ailleurs, le lancement des grands travaux d'infrastructures, la mise en exploitation de nouvelles mines, ainsi que la création des domaines industriels du bois et des zones économiques spéciales, sont à même de favoriser la création d'emplois à moyen terme.

Sur le plan Politique, depuis son élection à la magistrature suprême, le Président de la République s'est engagé à consolider le processus démocratique, l'Etat de droit et la bonne gouvernance. Aussi, l'action du Gouvernement a-t-elle porté essentiellement sur la recherche d'un climat politico-social apaisé. Sur le plan international, l'ouverture à Libreville par les Nations Unies d'une agence régionale spécialisée sur les questions politiques et les multiples succès diplomatiques de l'exécutif gabonais témoignent du rayonnement du Gabon.

Malgré les progrès réalisés sous le dynamisme des nouvelles autorités, d'importants défis restent encore à relever. Il s'agit entre autres de : (i) stimuler la croissance pour accroître les moyens de l'Etat et permettre ainsi d'apporter des réponses rapides et structurées aux besoins de la population ; (ii) poursuivre et intensifier les réformes, notamment dans les secteurs de la justice et de la gestion publique; (iii) accroître les moyens consacrés au développement des infrastructures économiques (routes, eau, électricité ...) et (iv) améliorer la qualité des services sociaux de base particulièrement dans le domaine de la santé.

Pour le moyen terme, les efforts du Gouvernement porteront sur la mise en œuvre effective du PSGE afin d'accélérer la transformation économique pour relever la croissance, générer les emplois et propulser le Gabon sur le sentier de l'émergence. Pour ce faire, le Gouvernement veillera à contenir la progression des dépenses courantes et améliorer l'efficacité de la dépense publique, afin d'accroître l'espace fiscal et dégager des marges budgétaires suffisantes pour le financement des programmes et actions contenus dans le PSGE.

Le Gouvernement s'est résolu à intensifier ces efforts dès l'année 2012. Il entend mettre l'accent sur les projets structurants pour créer les bases d'une économie forte, poursuivre les efforts visant à renforcer la gouvernance, améliorer le climat des affaires et promouvoir le secteur privé. C'est dans ce contexte empreint d'espoir, marqué par un environnement économique international favorable et des conditions internes propices que s'inscrivent les perspectives budgétaires pour l'année 2012.

III. Perspectives macroéconomiques et orientations budgétaires 2012-2014

1. Perspectives macroéconomiques

a. Croissance et inflation

La période 2012-2014 serait caractérisée, au *niveau mondial*, par la poursuite du redressement économique. La croissance se situerait autour de 5,4% sur la période grâce à la bonne santé des bilans des entreprises dans les pays avancés et au dynamisme de la demande dans les pays émergents et les pays en développement. Les *prix des matières premières* (pétrole brut, manganèse, bois), demeureraient favorables, sous l'effet d'une forte progression de la demande. Le cours du pétrole gabonais devrait connaître un repli sur la période, pour se situer en moyenne autour de 94,7 dollars américains le baril, le cours du manganèse devrait se situer à 308,5 dollars américains la tonne. Le prix moyen du bois se situerait à 821,9 dollars américains le mètre cube.

Sur le *marché de change*, le dollar devrait poursuivre sa tendance à la dépréciation face à l'euro, impliquant une appréciation relative du F.cfa. Cela se traduirait par une amélioration de la capacité d'importation du Gabon, notamment en biens d'équipement pour accroître les capacités locales de production. Toutefois, les autorités gabonaises sont aussi soucieuses qu'une forte appréciation relative du F.cfa pourrait entamer la compétitivité de l'économie gabonaise et nuire aux efforts de transformation de l'économie. C'est pourquoi elles comptent accentuer leurs efforts de renforcement des infrastructures et des ressources humaines afin de réduire considérablement les coûts des facteurs de production pour améliorer la compétitivité « structurelle » de l'économie gabonaise.

Au plan national, en l'absence de découvertes majeures, la tendance baissière de la *production pétrolière* devrait se poursuivre sur la période 2012-2014. En revanche, le *secteur hors pétrole* connaîtrait une croissance robuste en liaison avec la mise en œuvre du PSGE, qui se traduira par des réformes structurelles importantes et des actions vigoureuses dans les secteurs productifs.

En particulier, le *secteur primaire* connaîtrait un *dynamisme accru* sous l'effet conjugué des restructurations à mener et des actions qui viseront la relance de l'exploitation forestière, l'amélioration de la production agricole et halieutique ainsi que l'intensification de l'activité minière. Au niveau du *bois*, les politiques porteront sur l'exploitation du potentiel existant pour soutenir le développement de l'industrie du Bois, tout en respectant les plans d'aménagement et les normes environnementales. En matière *agricole*, le Gouvernement favorisera la mise en place des ceintures périurbaines, des plaines de cultures intensives, des zones de cultures industrielles d'exportation (palmier, hévéa, café, cacao), et l'élevage avicole. De même, la construction et l'extension des ports (Libreville, Port-Gentil, Mayumba et Lambaréné) et des centres de pêche (Cocobeach, Owendo, Port-Gentil, Lambaréné, Omboué, Gamba et Mayumba) devraient augmenter la *production halieutique*.

Dans les *Mines*, les efforts de restructuration et de promotion du secteur, aboutiront à la mise en exploitation des mines de manganèse de Ndjolé et d'Okondja. Dans ce domaine, l'opérateur Comilog annonce une reprise importante d'activité avec la construction d'un complexe métallurgique à Moanda. Ce projet produirait 20.000 tonnes de manganèse métal dès 2012 et 65.000 tonnes par an à partir de 2013 pour le silico-manganèse. Dans le même temps, la société marocaine MANAGEM prévoit l'exploitation de l'Or du site de Bakoudou (Bakoumba) dont les réserves sont estimées entre 580 mille et 1,12 million de tonnes.

La croissance du **secteur secondaire** se consoliderait grâce notamment aux performances des industries du bois, aux effets induits des importants investissements dans les BTP, et au développement du secteur de l'électricité et de l'eau. La création des **Domaines Industriels du Bois (DIB)** et l'aménagement des **Zones Economiques Spéciales (ZES)**, ainsi que la promotion d'un marché national et régional pour les produits du bois du Gabon, et l'amélioration du dispositif institutionnel et réglementaire, devraient favoriser une forte expansion des **industries du bois**.

Dans le sous-secteur de **l'électricité et de l'eau**, l'objectif est de valoriser le potentiel hydroélectrique en vue de produire 1 200 MW supplémentaires à l'horizon 2020. Dans cette optique le Gouvernement a lancé la construction de grands barrages (Grand Poubara, Fe II, Chutes de l'Impératrice Eugénie, etc.). De plus, il entreprendra la révision du contrat de concession de la SEEG, la réforme de l'agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie et la mise en place d'un cadre réglementaire adapté au partenariat public-privé. En vue d'améliorer les **infrastructures socioéconomiques** (routes et ouvrages d'art, écoles, centres de santé, hydraulique villageoise, ports, édifices publics, etc.) d'importants chantiers d'investissement seront entrepris.

Le **secteur tertiaire** devrait enregistrer un **raffermissement de ses activités** sous l'impulsion des sous-secteurs des **transports et télécommunications, du commerce et du tourisme, ainsi que des banques et assurances**. La mise en œuvre du plan infrastructures par l'amélioration du réseau routier, la création des voies intermodales, la facilitation de l'accès aux Technologies de l'Information et de la communication (TIC) ainsi que le développement des activités minières et l'exploitation forestière devraient engendrer un dynamisme dans la branche des transports et télécommunications.

Les **activités commerciales** devraient enregistrer une forte expansion grâce aux effets d'entraînement des développements attendus dans l'ensemble de l'économie. Dans le domaine du **tourisme**, l'ambition du Gouvernement est de faire du Gabon une destination de référence mondiale dans l'écotourisme et le tourisme d'affaires, en s'appuyant sur son patrimoine exceptionnel. L'objectif est d'atteindre 10 000 visiteurs d'ici 2016. A cet effet, le Gouvernement organisera des Zones d'Intérêt Touristique (ZIT), mettra en place une politique de marketing et de communication et améliorera la desserte aérienne. Le dynamisme observé ces dernières années dans le **sous-secteur des banques et assurances**, avec l'installation de nouvelles institutions devrait se poursuivre sur la période 2012-2014 en vue d'accompagner le développement des activités économiques.

Dans ces perspectives, l'économie gabonaise enregistrerait sur la période 2012-2014 un taux de croissance de 5,6% en moyenne annuelle, impulsée principalement par le secteur hors pétrole (7,2%). Pour l'année 2012, l'économie afficherait une croissance de 5,6%, tirée par le secteur hors pétrole (6,5%) tandis que le secteur pétrolier afficherait une légère hausse de 1,1% dû essentiellement à l'amélioration des techniques de récupération, au regard du vieillissement des principaux champs en exploitation.

Du **côté de la demande**, l'activité serait soutenue par une forte croissance des investissements sous l'impulsion de l'investissement public. Ainsi, le taux d'investissement passerait de 38,7% en 2011 à 40,2% en 2014 soutenu par le dynamisme des investissements publics qui passent de 15,4 à 16,5 en pourcentage du PIB, soit plus de 1 point de hausse. Les exportations hors pétrole connaîtraient une croissance robuste sur la période qui porterait leur contribution de 7,7% à 16,6% en volume, alors que la contribution des importations baisse sur la période.

L'inflation restera stable aux alentours de 2,8% en moyenne sur la période malgré la forte pression de la demande interne. Cela est dû à la politique prudentielle des autorités monétaires et à la stabilité des coûts à l'importation.

b. Finances Publiques

La mise en œuvre du Plan stratégique Gabon Emergent (PSGE) sur la période 2012-2014 repose sur la capacité du Gouvernement à contenir les dépenses courantes afin de dégager les ressources nécessaires au financement des projets d'investissement structurants. De plus, des efforts seront poursuivis pour accroître le rendement des services fiscaux en vue d'améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat sans toutefois accroître démesurément le poids de la fiscalité sur les opérateurs. En outre, une stratégie sera développée pour la mobilisation des ressources additionnelles à travers le développement de nouveaux instruments de financement notamment les partenariats public-privé et l'émission de titres publics à souscription libre. Cela permettra au Gouvernement de financer son ambitieux plan de développement de façon fiscalement soutenable.

Les recettes. Sur la période 2012-2014, les recettes totales connaîtraient une hausse de 1,7 points sur la période, en liaison à la hausse des recettes hors pétroles (passant de 13,6% à 16,5%), compensées par la baisse des recettes pétrolières (passant 18,9% à 16,9%).

Les dépenses. Conformément aux recettes propres et aux mobilisations additionnelles attendues, les dépenses budgétaires devraient se stabiliser autour de 28,4% en moyenne annuelle de sur la période 2012-2014. Les dépenses courantes se stabilisent autour de 14,8% alors que les **dépenses en capital** passent de 11,8% à 11,4% en pourcentage du PIB.

Compte tenu des efforts importants du Gouvernement pour soutenir le PSGE, **le déficit budgétaire hors pétrole** passe de 23,9%, pour se situer à 17,2% en deçà de la norme communautaire, entre 2012 et 2014 du fait des dépenses d'investissement.

La dette. Le rythme d'endettement baisse en moyenne de 0,9% sur la période conformément aux nouvelles orientations des autorités. Comme conséquence, l'encours de la dette sur le PIB passe en moyenne de 20% sur la période 2009-2011 à 15,4% sur la période 2012-2014, du fait de la non contraction de nouveaux emprunts. Dans le même temps, le service de la dette reste contenu dans la norme (15%), traduisant ainsi la capacité du pays à honorer ses engagements.

c. Politique budgétaire

Le financement du PSGE va nécessiter des moyens financiers importants. Ainsi, le Gouvernement s'attèlera à améliorer le **recouvrement des recettes hors pétrole** et à maîtriser l'évolution **des dépenses courantes, et évitant ainsi des dérapages budgétaires pouvant conduire à un endettement excessif**. Dans cette optique de contenir le rythme de progression des dépenses et d'une meilleure allocation des ressources budgétaires, il a été procédé à la catégorisation des charges de l'Etat en **premières nécessités** (le minimum qu'il faut à une administration pour fonctionner régulièrement), **encours** et **mesures nouvelles**. Cette catégorisation des dépenses a permis de dégager des **marges budgétaires** notables susceptibles de contribuer au financement du PSGE et tout en sécurisant les crédits liés au fonctionnement régulier des services de l'administration.

Les **recettes propres** devraient enregistrer une croissance moyenne de 1,7% sur la période. Cette tendance serait liée à **l'augmentation des recettes non pétrolières** (15% en moyenne annuelle). Les bonnes performances des recettes non pétrolières proviendraient de **l'amélioration du rendement fiscal**, suite à **l'élargissement de l'assiette fiscale**, à la **réforme sur le foncier**, à

l'identification de nouvelles niches fiscales et aux ***prises de participation*** dans les grandes compagnies mondiales.

En conséquence, le ***taux de pression fiscale hors pétrole*** passerait de 25,7% en 2012 à 27,7% en 2014. Ainsi, la part des recettes hors pétrole sur l'ensemble des recettes propres, passerait de 41,4% en 2012 à 48,7% en 2014.

En outre, de nouvelles stratégies de financement seraient développées en appui aux recettes fiscales. Il s'agit entre autre des prises de participation dans les grandes compagnies mondiales, et du développement de Partenariat Public Privé dans le financement de grandes édifices et ouvrages socioéconomiques.

Le Gouvernement, à travers la ***loi sur les partenariats public-privé*** en cours de préparation, mettra en valeur de ***nouveaux types de financement*** d'infrastructures ayant cours dans l'économie moderne : *BuildOwn Transfer (BOT)*, *BuildOwnOperateTransfer (BOOT)*, *BuildOwnOperate (BOO)*, etc. Aussi, le recours au ***marché financier*** pour le financement de projets de développement ainsi que certains ***avantages fiscaux*** accordés aux investisseurs stratégiques, accompagneront cette nouvelle vision.

La ***diversité de ces financements*** pourrait ***accroître les capacités financières de l'Etat*** pour faire face à un rythme de dépenses soutenu en phase avec les ambitions du PSGE. ***Les dépenses en capital*** consommeront l'essentiel des nouveaux financements, notamment les infrastructures de base.

Malgré les efforts de ***maîtrise de l'évolution des dépenses courantes***, leur croissance (6,5%, en moyenne annuelle) sur la période 2012-2014 résulterait principalement des ***mesures sociales*** prises ces dernières années (hausse du revenu minimum, sécurité sociale, etc.), de la ***relative hausse de la masse salariale*** dans la Fonction Publique et des ***charges récurrentes*** induites par l'exploitation des investissements des projets PSGE.

L'évolution de la masse salariale, dans un premier temps, devrait être comprise comme une ***mesure d'accompagnement de la mise en œuvre du PSGE***. Par la suite, le ***dégrossissement de l'Etat central*** devrait se traduire par un rééquilibrage à travers notamment les ***départs volontaires***.

Par ailleurs, le ***code des marchés publics en cours de révision, l'instauration des plans d'engagement et de déblocage, la mise en place de l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT) et de la Caisse de Relance*** permettront de ***fluidifier l'exécution du budget***. De même, ces initiatives qui ***renforceront la confiance des investisseurs*** garantiront davantage ***une meilleure réalisation des projets de développement***.

2. Orientations budgétaires

Les orientations budgétaires pour les trois années à venir visent à répartir au mieux les ressources budgétaires afin d'assurer un alignement du budget sur les programmes et actions contenues dans le PSGE. Dans cette optique, les allocations des ressources tiennent compte des

besoins sectoriels tirés des Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) des ministères et institutions, eux-mêmes déjà alignés sur les priorités du Gouvernement telles que définies dans le PSGE. Les principales tendances dans la répartition des crédits budgétaires sur la période 2012-2014 sont sommairement décrites dans les sections ci-après.

Développement des infrastructures : la part relative dans le budget de l'Etat passerait de 20,6% en 2011 à 24,4% en 2014, avec une croissance moyenne de 16,5%. Les objectifs de développement économique et social du Gabon dépendront de la qualité des infrastructures mises en place en matière de transport, d'énergie, d'habitat et de télécommunications. Dans cette optique, les dépenses budgétaires consacrées au développement des infrastructures économiques devraient servir à leur renforcement et à leur modernisation afin de relier les principaux centres de développement et améliorer la compétitivité de notre économie.

Les dépenses allouées au secteur des **technologies de l'information et de la communication (TIC)** seraient en hausse de 10%, en moyenne, sur la période 2012-2014. Avec ces moyens, les infrastructures numériques (backbone fibre optique, réseau Wimax administratif) seraient déployées sur l'ensemble du territoire par l'interconnexion de toutes les capitales provinciales dès 2012 pour démocratiser l'accès aux services de l'Internet, baisser les coûts de communication, numériser les grands registres de l'Etat (documents d'identité, patrimoine géo référencé, registre du commerce et du crédit mobilier, etc.). Un plan géomatique sera également élaboré pour constituer le système d'information géospatial du Gabon capable de bien suivre l'aménagement du territoire, de veiller à la surveillance de la faune, des espaces forestier et maritime, ainsi qu'au renforcement des initiatives de protection de l'environnement.

L'essor de l'industrie reposera sur les capacités **énergétiques** du pays. C'est pourquoi, en cohérence avec la localisation des principaux pôles de développement, les projets de construction de barrages hydroélectriques (Grand Poubara, Boué, Ngoulmendjim, Chûtes de l'Impératrice, Fe II, Tsengué-Lélidi et Dibwangui) lancés en 2010 et 2011 viendront accroître à moyen terme le potentiel et sécuriser l'offre d'électricité dans les grands centres de consommation. Le poids du secteur de l'énergie dans le budget de l'Etat sera en moyenne de 5,3%. Les efforts budgétaires en faveur du secteur de l'énergie resteront à un niveau élevé avec une croissance moyenne annuelle de 14,7% entre 2012 et 2014.

En matière d'**habitat**, le Gabon accuse un déficit énorme sur l'offre de logements sociaux. La croissance moyenne des dépenses en capital dans le secteur de l'habitat atteindrait 13,5% pour un poids de 5% dans le budget de l'Etat consacré aux investissements. Ces crédits permettraient de soutenir les actions entreprises pour la réforme du cadre juridique, fiscal, foncier et immobilier, la création d'un Fonds d'Aide à l'Habitat, la planification urbaine, l'aménagement des terrains urbains, le développement de l'offre de logement et la baisse du coût des matériaux de construction.

Le secteur des **transports et travaux publics** sera renforcé pour améliorer les voies d'accès aux principaux pôles de développement. A cet effet, le poids de ce secteur dans le budget global connaîtrait un accroissement sur la période 2012-2014, passant de 13,4% en 2011 à 16,4% en 2014, pour une croissance moyenne annuelle des dépenses autour de 14,7%. Les crédits ouverts devraient financer la construction de trois grands ports maritimes (Libreville, Port Gentil et Mayumba), d'un port fluvial (Lambaréné), d'une voie ferrée (axe Belinga-Lastourville-Koulamoutou-Ndendé-Tchibanga-Mayumba), de routes bitumées qui relieront les axes :

- Libreville-Ntoum-Bifoun (190km)-Ndjolé-Mitzic-Oyem ;
- Libreville, Ntoum, Ndjolé, Makokou et Belinga ;

- Libreville, Ntoum, Ndjolé, Lastourville, Moanda, Franceville et Boumango ;
- Libreville, Ntoum, Lambaréné, Port-Gentil ;
- Libreville, Ntoum, Lambaréné, Mouila, Ndendé, Tchibanga et Mayumba ;
- Franceville, Ndendé, Tchibanga et Mayumba (203km phase 1).

Renforcement du capital humain et promotion de la solidarité nationale : la part relative représenterait 25,2% sur la période 2012-2014, avec une croissance moyenne de 9,5%. Face aux défis importants dans les secteurs de la santé et de l'éducation, le Gouvernement continuerait à accroître les moyens alloués au renforcement du système éducatif et à la promotion de la santé et de la nutrition. Les sous-secteurs liés aux questions relatives à la jeunesse et à la lutte contre l'exclusion des groupes vulnérables retiendront également l'attention du Gouvernement sur la période.

Le système éducatif connaîtrait une croissance moyenne stable en dotation budgétaire de l'ordre 8,4% sur la période. Son poids dans les dépenses globales serait de 14%. Les crédits consacrés à ce secteur permettront d'offrir un accès universel à l'éducation, de maintenir la politique de gratuité des fournitures scolaires, d'accroître les structures d'accueil, d'élargir les offres de formations et surtout d'adapter notre système éducatif aux besoins réels du marché de l'emploi. Dans ce cadre, davantage de lycées professionnels et scientifiques seront créés, des structures universitaires seront déployées près des principaux pôles de développement (cas de la Cité Verte de l'Education à Boué, de l'Ecole des Métiers du Bois et du bâtiment à Ntoum et de l'université des travaux publics à Mouila, etc.).

La part des crédits alloués au secteur **santé et de la nutrition** passerait de 7,2% du total des dépenses en 2011 à 8% en 2014, avec une croissance moyenne de 8,4% sur la période. Cet accroissement des moyens permettra l'intensification des actions de sensibilisation et de prévention contre les pandémies et les maladies transmissibles, le renforcement des infrastructures (Centre Hospitalier de Libreville, Centre Hospitalier Universitaire de Lambaréné, etc.), et de la gouvernance en milieu sanitaire et hospitalier, la rationalisation de la gestion du personnel et l'optimisation de la disponibilité des produits pharmaceutiques (mise en place d'une centrale d'achat).

Des actions seront également menées à l'endroit de la **protection sociale et de la lutte contre l'exclusion des groupes vulnérables**. Les dépenses affectées à ce secteur représenteront 2,3% du budget global et leur croissance sur la période serait de 12,7% en moyenne. Elles serviront à rendre universel et à améliorer la protection sociale à l'ensemble de la population, à améliorer l'accès à la scolarisation des enfants vivant avec un handicap, à réduire la vulnérabilité des jeunes en vue de leur insertion sociale et économique. De même, la promotion et la protection des droits des peuples autochtones et autres minorités seront assurées.

La **promotion de la jeunesse, du sport et de la culture** retiendra également l'attention du Gouvernement. Ainsi, les crédits y relatifs connaîtraient une croissance de 6,5% en moyenne de 2012 à 2014. Cet effort favorisera la mise en œuvre de grands projets, notamment la création d'un Institut National des Arts, l'institution d'un Festival International du Gabon Vert, la labellisation de produits culturels et la création d'un fonds d'appui aux initiatives culturelles.

Diversification de l'économie pour la promotion de la croissance et l'emploi : la part relative représenterait 21,7% sur la période 2012-2014, avec une croissance moyenne de 2,8%. Pour atténuer la forte dépendance vis-à-vis des ressources pétrolières, le Gouvernement poursuivra sa politique de diversification de l'économie (création de zones économiques, etc.) et d'élargissement

des sources de revenu (prises de participation à travers le Fonds souverain) afin de maintenir durablement la dynamique de croissance naissante.

La conséquence de ce dynamisme conduira le Gouvernement à consacrer davantage de ressources aux initiatives en matière de **promotion de la gouvernance économique et financière** qui absorberaient en moyenne, sur la période, 15,9% des allocations budgétaires. Ces dotations permettront d'améliorer la programmation et les choix budgétaires, de réformer le code des marchés publics, d'améliorer la politique fiscale (introduction de l'impôt foncier), de lutter davantage contre la corruption et l'enrichissement illicite, de poursuivre la mise en œuvre des réformes visant à améliorer l'efficacité de la gestion des finances publiques. Ces ressources serviront également à entreprendre des actions en vue d'accroître les capacités de mobilisation de ressources additionnelles pour le financement des initiatives de développement (augmentation de la part de l'Etat gabonais dans le capital de Comilog et la BAD).

D'importants moyens seront également consacrés aux secteurs porteurs de croissance, notamment en faveur de **l'agriculture, de l'emploi, de l'industrie, des services et de l'intégration régionale**. Les crédits qui leur seront consacrés connaîtront une croissance moyenne de 17,3% sur la période 2012-2014, portant ainsi leur part relative dans le budget de 2,8% en 2011 à 3,4% à l'horizon 2014.

Ces efforts auront pour conséquence en **matière agricole** d'accroître la sécurité alimentaire (développement de l'agriculture périurbaine et des cultures vivrières intensives porté sur le riz, le soja, le maïs, les fruits, le maraîchage et l'élevage à cycle court), d'aménager les terres agricoles (cinq ceintures périurbaines, sept plaines de cultures intensives et trois zones de culture industrielle d'exportation), de développer les infrastructures y associées et, de promouvoir les filières agroindustrielles d'exportation (palmier à huile, cacao, hévéa et café). Un pôle de compétence agricole sera créé à Oyem pour soutenir la formation professionnelle en vue de l'insertion des jeunes dans le secteur.

Dans le secteur de **la pêche**, une industrie nationale combinée à une gestion durable des ressources halieutiques devra se développer dans la vision du Gabon bleu. Ainsi, quatre principaux ports de pêches vont être créés (Libreville, Port Gentil, Mayumba et Lambaréné). Autour de ceux-ci vont se greffer les centres d'appui à la pêche artisanale et les centres communautaires de pêche (Cocobeach, Omboué et Gamba).

Dans le secteur **bois**, la décision d'interdire l'exportation du bois en grumes aux fins d'une transformation locale sera soutenue par la création de huit pôles industriels du bois dont trois zones économiques spéciales (Nkok, Port Gentil et Mayumba) et cinq domaines industriels du bois (Lambaréné, Ndjolé, Mouila, Lastourville et Mitzic). Sur le plan du renforcement des capacités en ressources humaines, la création de la cité verte de l'éducation à Boué permettra de former, avec l'appui de la Haute Ecole Bernoise du Bois (Suisse), des jeunes aux différents métiers de l'industrie du bois.

Le développement de **l'industrie extractive** est au centre des préoccupations du Gouvernement. Les fondements de l'essor de ce secteur passeront d'abord par les réformes institutionnelles (code minier, code des hydrocarbures, audit des contrats pétroliers), la promotion d'un tissu industriel national symbolisé par la création de compagnies nationales (Gabon Oil, Gabon Steel et la Compagnie Equatoriale des Mines) et de PME nationales. Un accent particulier sera mis sur l'insertion de gabonais dans les majors et juniors du pétrole et des mines. La création de pôles de compétences, pour le renforcement du capital humain, des secteurs mines (Franceville) et hydrocarbures (Port Gentil) viendra soutenir cette politique.

Avec 11,5% de croissance des crédits qui lui seraient alloués sur la période 2012-2014, le **tourisme** va continuer à retenir l'attention du Gouvernement, et permettre d'entreprendre des actions visant à corriger les handicaps de ce secteur. En effet, malgré son fort potentiel touristique, le Gabon n'attire pas toujours suffisamment de touristes. Dans cette optique, des zones franches d'intérêt touristiques vont être érigées, un label géotourisme de la National Geographic Society pour les parcs nationaux va être développé, plus d'efforts seront déployés pour la levée des obstacles liés au développement du secteur (baisse des droits de trafics, promotion des accords « open sky », amélioration de la desserte Gabon).

D'importants crédits seraient consacrés à l'amélioration du **cadre des affaires et au développement du secteur privé**. Ces crédits connaîtraient une hausse de 14% en moyenne sur la période, et permettront de poursuivre et de renforcer les réformes engagées à cet effet. Il s'agit, entre autres, de la création des tribunaux de commerce, du transfert de la gestion de la chambre de commerce au profit des acteurs du secteur privé, de l'instauration d'un cadre de dialogue public-privé par la création d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement. L'objectif du Gouvernement est de favoriser l'émergence du secteur privé national et d'attirer les investissements étrangers en vue d'utiliser ce levier pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de développement.

La politique actuelle de diversification de l'économie engendrera la création d'**emplois**. Le secteur bois demeurera encore le principal pourvoyeur d'emplois grâce à l'installation d'usines de transformation locale, à la création de zones économiques spéciales dédiées à la filière. De même, la « gabonisation » des emplois dans le secteur pétrolier et la mise en exploitation de mines de manganèse (Okondja et Ndjolé) et d'or (Bakoudou), entre autres, devraient également engendrer d'importantes offres d'emplois. Cependant, l'un des importants défis auxquels reste confronté le Gouvernement est la gestion optimale du marché de l'emploi. Aussi, pour une meilleure gestion des offres et de la demande d'emplois, les efforts budgétaires en faveur des structures en charge de la gestion de ce secteur croîtraient en moyenne de 7% sur la période.

En matière d'**intégration économique régionale**, la croissance moyenne des crédits consacrés à ce secteur serait de 7,3% sur la période. Il s'agira de lancer les bases d'un leadership économique du Gabon dans la région, à travers la pleine participation aux organisations régionales et sous régionales, ainsi que le développement de politiques commerciales extérieures plus agressives.

Développement équilibré et durable : la part relative serait maintenue autour de 0,9% sur la période 2012-2014, avec une croissance moyenne de 12%. Les moyens consacrés à la prise en charge des questions liées au développement local, aux changements climatiques et à l'environnement seront accrus afin d'apporter des réponses idoines aux défis auxquels le pays doit faire face au cours de la période. L'objectif du Gouvernement est de favoriser un développement harmonieux des provinces et départements, tout en prenant en compte les questions environnementales.

Cet effort se traduira, en matière d'**aménagement du territoire et de décentralisation**, par un développement harmonieux des centres urbains et ruraux (meilleure politique d'occupation des sols, de couverture sanitaire ou scolaire, d'utilisation des terres arables, etc.). De même, les collectivités locales verront leur autonomie renforcée afin d'assurer une adéquation des politiques de développement local avec les besoins réels des populations. Les crédits budgétaires consacrés à cet effet afficheront une croissance moyenne de 8,1% sur la période 2012-2014.

Le **développement durable, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques** sont au centre du Gabon Vert. Les dépenses allouées à ce secteur croîtraient de 17,3% en moyenne sur la période. A travers le plan climat, ce secteur constituera une

des principales sources de revenus du Gabon, notamment par la promotion du marché du carbone et de l'écotourisme. Dans le cadre de l'exploitation forestière, le Gouvernement envisage de valoriser les produits non ligneux d'une part, et de promouvoir la régénération et la gestion durable des écosystèmes forestiers dégradés d'autre part.

Renforcement de la gouvernance et la promotion de la démocratie : la part relative passerait de 28,4% en 2011 à 28,2% en 2014, avec une croissance moyenne de 8,7%. Les ressources affectées à ce secteur devraient permettre de conduire les réformes visant la modernisation de l'Etat, de renforcer la sécurité intérieure, de promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme afin d'améliorer la gouvernance politique, judiciaire et administrative.

Tableau 1 : Répartition des crédits budgétaires(% du budget hors dette, charges communes et dépenses exceptionnelles)

	Historique			Projection			Croissance net 2011/2014
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Axe Stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance et Promotion de la Démocratie	28,50%	25,72%	28,40%	27,44%	28,09%	28,19%	2,7%
Dépenses Courantes	33,67%	36,20%	33,24%	33,54%	33,92%	34,27%	2,2%
Dépenses en Capital	13,52%	15,90%	20,44%	19,95%	20,51%	19,83%	-0,6%
Axe Stratégique 2 : Diversification de l'économie pour la Promotion de la Croissance et l'Emploi	26,41%	16,49%	24,56%	23,24%	21,43%	20,52%	-11,7%
Dépenses Courantes	32,23%	29,47%	32,02%	30,66%	29,32%	28,10%	-8,4%
Dépenses en Capital	9,55%	4,34%	12,30%	14,13%	11,19%	10,10%	-28,5%
Axe Stratégique 3 : Développement des infrastructures	14,96%	28,58%	20,56%	24,06%	24,38%	24,40%	1,4%
Dépenses Courantes	3,55%	3,38%	2,97%	3,58%	4,09%	4,51%	25,8%
Dépenses en Capital	48,04%	52,16%	49,48%	49,16%	50,74%	51,74%	5,2%
Axe Stratégique 4 : Renforcement du capital humain et promotion de la Solidarité nationale	28,94%	28,44%	25,62%	24,41%	25,20%	25,97%	6,4%
Dépenses Courantes	29,98%	29,88%	31,00%	31,41%	31,82%	32,23%	2,6%
Dépenses en Capital	25,94%	27,09%	16,78%	15,83%	16,60%	17,37%	9,8%
Axe Stratégique 5 : Développement équilibré et durable	1,18%	0,77%	0,85%	0,86%	0,89%	0,92%	7,5%
Dépenses Courantes	0,57%	1,07%	0,76%	0,80%	0,85%	0,89%	11,0%
Dépenses en Capital	2,95%	0,50%	1,00%	0,92%	0,95%	0,96%	4,3%
TOTAL GENERAL (Hors dette, Charges Communes, dép. exceptionnelles)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	

Tableau 2 : Résumé des taux croissance des enveloppes budgétaires

	Rappel	CROISSANCE ANNUELLE				Moyenne 2012-2014
	2011	2012	2013	2014		
Axe Stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance et Promotion de la Démocratie	-6,37%	15,80%	5,06%	5,45%	8,77%	
Dépenses Courantes	0,11%	7,12%	6,50%	8,75%	7,46%	
Dépenses en Capital	-20,19%	39,02%	2,08%	-1,63%	13,16%	
Axe Stratégique 2 : Diversification de l'économie pour la Promotion de la Croissance et l'Emploi	26,28%	13,41%	-5,35%	0,59%	2,88%	
Dépenses Courantes	18,49%	1,66%	0,67%	3,16%	1,83%	
Dépenses en Capital	75,78%	63,71%	-21,37%	-8,16%	11,39%	
Axe Stratégique 3 : Développement des infrastructures	-38,98%	40,28%	3,96%	5,17%	16,47%	
Dépenses Courantes	-4,09%	27,94%	20,31%	18,48%	22,24%	
Dépenses en Capital	-41,10%	41,50%	2,50%	3,77%	15,92%	
Axe Stratégique 4 : Renforcement du capital humain et promotion de la Solidarité nationale	-23,61%	14,19%	5,94%	8,29%	9,47%	
Dépenses Courantes	13,12%	7,57%	6,67%	9,01%	7,75%	
Dépenses en Capital	-61,54%	34,30%	4,16%	6,49%	14,98%	
Axe Stratégique 5 : Développement équilibré et durable	-7,07%	20,96%	6,83%	8,52%	12,11%	
Dépenses Courantes	-22,73%	12,36%	11,10%	13,25%	12,24%	
Dépenses en Capital	24,28%	31,67%	2,29%	3,07%	12,34%	
TOTAL GENERAL (Hors dette, Charges Communes, dép. exceptionnelles)	-15,21%	19,88%	2,61%	5,08%	9,19%	

Annexes

Annexe 1: Perspectives macroéconomiques 2012-2014, indicateurs clés

	Historiques			Projections			Moyenne	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2011	2012-2014
Variation annuelle, en pourcentage								
Croissance								
PIB réel	-1,4%	6,6%	5,0%	5,6%	4,8%	6,5%	3,4%	5,6%
PIB pétrole	0,1%	5,1%	0,7%	1,1%	-6,8%	-1,8%	2,0%	-2,5%
PIB hors pétrole	-1,8%	6,9%	6,0%	6,5%	7,1%	8,0%	3,7%	7,2%
dont Agriculture, Elevage, Pêche	4,2%	4,2%	4,2%	4,4%	4,7%	5,2%	4,2%	4,7%
Exploitation forestière	-1,8%	-56,0%	14,3%	15,0%	15,7%	16,1%	-14,5%	15,6%
Mines	-38,7%	60,7%	25,1%	12,5%	10,0%	9,0%	15,7%	10,5%
Industrie du bois	-41,9%	46,2%	12,2%	16,5%	17,0%	17,5%	5,5%	17,0%
Electricité, Eau	1,4%	8,6%	10,5%	12,0%	14,5%	15,2%	6,8%	13,9%
BTP	-3,3%	23,2%	7,4%	7,8%	8,7%	9,3%	9,1%	8,6%
Transports & Communications	-6,2%	4,0%	4,5%	6,0%	8,4%	7,4%	0,8%	7,3%
Services	1,1%	2,2%	5,5%	6,0%	7,6%	9,0%	2,9%	7,5%
Commerce	2,2%	4,7%	4,9%	6,0%	6,7%	8,3%	3,9%	7,0%
Services bancaires, assurances	3,5%	5,0%	5,0%	5,5%	6,4%	6,5%	4,5%	6,1%
En pourcentage du PIB								
Demande intérieure								
Consommation totale	71,8%	69,6%	71,7%	68,7%	70,2%	73,1%	71,0%	70,7%
Ménages	51,0%	50,4%	50,3%	47,8%	49,6%	53,0%	50,6%	50,1%
Administrations	20,8%	19,2%	21,3%	20,9%	20,6%	20,0%	20,5%	20,5%
Investissement total	32,0%	38,6%	38,7%	42,4%	41,6%	40,2%	36,5%	41,4%
Administration	8,0%	13,2%	15,4%	19,2%	17,8%	16,5%	12,2%	17,8%
Secteur privé	22,7%	22,6%	23,3%	23,2%	23,8%	23,8%	22,9%	23,6%
Variation annuelle, en pourcentage								
Prix								
IPC	1,9%	1,5%	2,3%	2,6%	2,7%	3,2%	1,9%	2,8%
Prix à l'exportation (FCFA)	-26,5%	39,2%	16,1%	-3,9%	0,2%	-0,6%	9,6%	-1,4%
Pétrole	-33,0%	38,1%	22,6%	-5,7%	-0,2%	-0,1%	9,2%	-2,0%
Manganèse	-54,8%	4,2%	26,2%	-31,0%	36,5%	22,8%	-5,7%	-0,2%
Bois scié	0,0%	0,0%	0,0%	-3,5%	-2,4%	0,0%	-7,5%	0,0%
Prix à l'importation (FCFA)	1,7%	4,0%	2,7%	3,4%	3,0%	3,1%	2,8%	3,2%
Termes de l'échange	-28,2%	35,1%	13,5%	-7,3%	-2,8%	-3,7%	6,8%	-4,6%
En pourcentage du PIB								
Gouvernement								
Recettes totales	32,8%	28,0%	33,2%	32,6%	32,9%	33,4%	31,3%	33,0%
Recettes pétrolières	16,3%	15,1%	20,7%	18,9%	18,0%	16,9%	17,4%	17,9%
Recettes non pétrolières	16,5%	12,9%	12,5%	13,6%	15,0%	16,5%	14,0%	15,0%
Dons	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses totales	26,8%	28,0%	24,7%	28,0%	28,7%	28,4%	26,5%	28,4%
Dépenses courantes	17,6%	15,0%	13,7%	14,3%	15,0%	15,2%	15,4%	14,8%
Dépenses en capital	6,0%	11,2%	9,0%	11,8%	11,8%	11,4%	8,7%	11,7%
Prêts nets yc prise de participation	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	1,0%	0,9%
Solde budgétaire primaire (déficit -)	7,6%	1,5%	6,3%	6,3%	6,0%	6,6%	5,1%	6,3%
Solde global-base ordonnancement (déficit -)	6,0%	0,0%	4,7%	4,6%	4,3%	5,0%	3,6%	4,6%
Solde global- base caisse (déficit -)	5,0%	-1,8%	4,5%	4,1%	3,8%	4,6%	2,6%	4,2%
En pourcentage du PIB hors pétrole								
Gouvernement								
Recettes totales	56,5%	53,2%	66,9%	61,3%	57,9%	56,0%	58,9%	58,4%
Recettes pétrolières	28,0%	28,7%	41,7%	35,7%	31,6%	28,3%	32,8%	31,8%
Recettes non pétrolières	28,4%	24,6%	25,2%	25,7%	26,3%	27,7%	26,1%	26,5%
Dons	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses totales	46,1%	53,2%	49,9%	52,7%	50,4%	47,6%	49,7%	50,2%
Dépenses courantes	30,2%	28,5%	27,7%	26,8%	26,3%	25,5%	28,8%	26,2%
Dépenses en capital	10,4%	21,2%	18,2%	22,3%	20,7%	19,0%	16,6%	20,7%
Prêts nets yc prise de participation	1,7%	1,9%	1,8%	1,6%	1,5%	1,4%	1,8%	1,5%
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-15,0%	-25,8%	-21,4%	-23,9%	-21,1%	-17,2%	-20,7%	-20,7%
En pourcentage du PIB								
Secteur extérieur								
Exportations des biens (fob)	55,2%	60,2%	64,7%	61,9%	64,5%	63,0%	60,1%	63,1%
Pétrole	49,2%	52,8%	57,0%	49,1%	49,5%	46,3%	53,0%	48,3%
Autres	6,0%	7,4%	7,7%	12,9%	14,9%	16,6%	7,0%	14,8%
Importations des biens (fob)	25,4%	24,2%	24,0%	25,5%	28,0%	29,9%	24,5%	27,8%
Consommation	6,2%	6,2%	6,0%	6,2%	6,7%	7,0%	6,1%	6,6%
Equipement	7,3%	7,0%	7,7%	8,6%	9,9%	11,3%	7,3%	9,9%
Intermédiaires	11,9%	11,1%	10,3%	10,7%	11,3%	11,7%	11,1%	11,2%
Balance commerciale	15,4%	27,7%	32,3%	27,5%	27,1%	23,3%	25,2%	26,0%
Balance de revenus nets	-12,8%	-9,7%	-8,1%	-9,6%	-10,1%	-5,5%	-10,2%	-8,4%
Balance compte courant, transferts publics inclus	0,3%	16,2%	22,7%	16,0%	15,0%	15,9%	13,1%	15,6%
En pourcentage du PIB								
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	19,0%	14,3%	17,0%	15,3%	13,9%	14,5%	16,8%	14,6%
Crédits à l'Economie	12,3%	9,9%	8,7%	10,3%	12,3%	13,4%	10,3%	12,0%
Créances nettes sur l'Etat	-3,7%	1,0%	-3,8%	-3,9%	-4,3%	-4,5%	-2,2%	-4,3%
Masse monétaire (M2)	22,8%	22,5%	19,6%	20,3%	20,6%	22,0%	21,6%	21,0%
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4,38	4,45	5,11	4,93	4,86	4,55	4,65	4,78
En pourcentage du PIB								
Dettes (Soutenabilité)								
Rythme d'endettement : gr (Dt/Dt-1) (Taux de ref : 5%)	15,9%	-5,6%	-4,1%	-0,4%	1,2%	-3,6%	2,1%	-0,9%
Croissance du service de la dette	-61,4%	20,0%	-35,6%	13,1%	-4,8%	-6,3%	-25,7%	0,7%
Encours /PIB	26,7%	19,7%	16,3%	15,8%	15,8%	14,5%	20,9%	15,4%
Service de la dette courant								
% Exportations (Taux de ref : 15%)	14,9%	12,8%	6,6%	7,6%	6,9%	6,3%	11,4%	6,9%
% Recettes budgétaires (hors Dons) (Taux de ref. : 25%)	25,0%	27,5%	12,9%	14,5%	13,5%	11,8%	21,8%	13,3%
Service de la dette extérieur								
% Exportations	7,6%	6,4%	4,8%	6,5%	5,9%	5,6%	6,3%	6,0%
% Recettes budgétaires (hors Dons)	12,8%	13,8%	9,3%	12,3%	11,5%	10,6%	12,0%	11,5%
Pour mémoire								
PIB nominal (milliards de FCFA)	5130,7	6565,4	7609,5	7813,3	7897,2	8294,6	6435,2	8001,7
PIB non pétrolier (milliards de FCFA)	2984,9	3454,6	3770,2	4151,3	4492,3	4954,1	3403,2	4532,6
Population (en millions d'habitants)	1,7	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	1,8	2,0
Population (en croissance annuelle, pourcentage)	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Taux de change Dollar US/FCFA	472,2	471,0	456,9	459,2	459,2	459,2	466,7	459,2

Annexe 2: Perspectives macroéconomiques 2012-2014, TOFE

Tableau des Opérations Financières de l'Etat	Historiques			Projections			Moyennes	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2011	2012-2014
I.- Total des recettes et dons	32,8%	28,0%	33,2%	32,6%	32,9%	33,4%	33%	33,0%
Recettes pétrolières	16,3%	15,1%	20,7%	18,9%	18,0%	16,9%	18%	17,9%
. Encaissements Trésor	15,0%	13,1%	19,2%	17,6%	16,7%	15,7%	17%	16,7%
. IS	5,3%	2,5%	2,5%	2,5%	2,4%	2,3%	2%	2,4%
. RMP	4,4%	5,0%	5,3%	4,9%	4,5%	4,2%	5%	4,5%
. Autres	5,3%	5,6%	11,4%	10,2%	9,8%	9,2%	10%	9,7%
. Transferts SOGARA	1,3%	2,0%	1,4%	1,3%	1,3%	1,2%	1%	1,3%
Recettes hors pétrole	16,5%	12,9%	12,5%	13,6%	15,0%	16,5%	15%	15,0%
. Impôts directs	6,3%	3,6%	4,3%	4,8%	5,5%	6,4%	6%	5,6%
. Impôts indirects	2,8%	2,5%	2,0%	2,2%	2,3%	2,6%	2%	2,4%
. MGNP	1,6%	1,4%	1,7%	1,9%	2,0%	2,3%	2%	2,0%
. <i>Autres impôts indirects</i>	1,2%	1,1%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0%	0,3%
. Douanes	5,4%	5,5%	4,9%	5,2%	5,9%	6,3%	6%	5,8%
. _exports	0,5%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0%	0,2%
. _imports	4,9%	5,4%	4,8%	5,1%	5,7%	6,1%	6%	5,6%
. Autres	2,0%	1,4%	1,3%	1,3%	1,3%	1,2%	1%	1,3%
. Dons	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
II.- Dépenses totales	26,8%	28,0%	24,7%	28,0%	28,7%	28,4%	28%	28,4%
Dépenses totales hors paiement d'intérêts	25,2%	26,5%	23,1%	26,3%	26,9%	26,8%	27%	26,7%
2.1. Dépenses courantes	17,6%	15,0%	13,7%	14,3%	15,0%	15,2%	15%	14,8%
. Traitements et salaires /	7,4%	6,3%	6,1%	6,3%	6,7%	6,9%	7%	6,6%
. Solde permanente	6,7%	5,6%	5,5%	5,7%	6,1%	6,3%	6%	6,1%
. MGNP	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	1%	0,6%
. Biens et services	4,2%	3,6%	3,2%	3,3%	3,5%	3,6%	3%	3,5%
. SEEG	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0%	0,3%
. Gabon Télécom (conso tél...)	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0%	0,1%
. Autres biens et services	3,7%	3,2%	2,8%	2,9%	3,1%	3,2%	3%	3,1%
. Transferts et subventions	4,4%	3,6%	2,9%	3,0%	3,1%	3,1%	3%	3,1%
. Subventions	0,2%	0,3%	1,6%	1,6%	1,7%	1,8%	1%	1,7%
. Gabon Poste	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Air Gabon	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres subventions	0,2%	0,3%	1,6%	1,6%	1,7%	1,8%	2%	1,7%
. Autres transferts et inter.	2,6%	2,4%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	1%	0,6%
. Fonds de sécurité/souveraineté	1,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0%	0,4%
. Transfert à SOGARA	0,3%	0,0%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0%	0,4%
. Soutien prix des carburants	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0%	0,1%
. Soutien Activité Raffinage	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0%	0,2%
. Financement déficits fin d'année COT	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Intérêts sur la dette	1,6%	1,5%	1,6%	1,7%	1,7%	1,6%	2%	1,7%
. Dette intérieure	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0%	0,3%
. _DGCIP	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0%	0,0%
. _Trésor	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0%	0,3%
. Dette extérieure	1,2%	1,1%	1,2%	1,4%	1,4%	1,3%	1%	1,4%
2.2. Dépenses en capital	6,0%	11,2%	9,0%	11,8%	11,8%	11,4%	12%	11,7%
. Financées / Ressources propres	4,1%	7,7%	7,1%	9,0%	9,0%	9,7%	9%	9,2%
. Autres	0,0%	3,4%	6,6%	8,5%	8,6%	9,4%	9%	8,8%
. Etude projets sectoriels	0,0%	0,6%	0,5%	0,5%	0,4%	0,3%	0%	0,4%
. Finex	1,9%	3,4%	2,0%	2,8%	2,8%	1,7%	2%	2,4%
. Tirages sur conventions en cours	0,0%	0,0%	0,0%	2,8%	2,8%	1,7%	2%	2,4%
. Tirages sur nouvelles conventions	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2.3. Prêts nets y compris participation	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	1%	0,9%
2.4. FER	0,5%	0,3%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0%	0,5%
2.5. Comptes spéciaux	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0%	0,5%
2.6. Prise en charge Engagements EPP	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2.7. Dons de capital	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
Solde primaire	7,6%	1,5%	6,3%	6,3%	6,0%	6,6%	6%	6,3%
Solde global (base ordonnancements)	6,0%	0,0%	4,7%	4,6%	4,3%	5,0%	5%	4,6%
Variation des arriérés (- = réduction)	-1,0%	-1,8%	-0,2%	-0,4%	-0,4%	-0,4%	0%	-0,4%
Extérieurs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
Intérieurs	-1,0%	-1,8%	-0,2%	-0,4%	-0,4%	-0,4%	0%	-0,4%
. Arriérés sur dette intérieure (DGCP)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Instances du Trésor	-1,0%	-1,8%	-0,2%	-0,4%	-0,4%	-0,4%	0%	-0,4%
. Ordonnances de paiements 1/	-1,5%	-1,6%	-0,5%	-0,4%	-0,4%	-0,4%	0%	-0,4%
. Club de Lbv 1,2 & 3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. arriérés du FER et autres var imp (engPrivat Ent)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. autres instances au Trésor	-0,1%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. indemnités sinistrés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Variation dette SOGARA	0,6%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
Solde global (base caisse)	5,0%	-1,8%	4,5%	4,1%	3,8%	4,6%	4%	4,2%
Financement	-4,1%	1,8%	-4,5%	-4,1%	-3,8%	-4,6%	-4%	-4,2%
1. Extérieur (net)	-4,0%	0,7%	0,1%	0,2%	0,4%	-0,5%	0%	0,0%
. Tirages	0,0%	0,0%	0,0%	2,8%	2,8%	1,7%	2%	2,4%
. Tirages sur conventions en cours	1,9%	3,4%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Prêts projets	1,9%	3,4%	2,0%	2,8%	2,8%	1,7%	2%	2,4%
. Prêts programme	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Financement à rechercher	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Amortissements	-3,0%	-2,8%	-1,9%	-2,6%	-2,4%	-2,2%	-2%	-2,4%
. Financement exceptionnel	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Arriérés (- = réduction)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Pertes/gains de change	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Rééchelonnement/différé/ Emprunts Obliga EXT/Amort Ent	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Annulation	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2. Intérieur (net)	-3,1%	-2,5%	-4,6%	-4,3%	-4,2%	-4,1%	-4%	-4,2%
2.1. Système bancaire	0,1%	4,8%	-2,7%	-4,0%	-3,9%	-3,8%	-4%	-3,9%
. BEAC	1,2%	1,7%	-2,3%	-4,0%	-3,9%	-3,8%	-4%	-3,9%
. Fmi	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Fonds souverain	0,0%	-2,8%	-3,4%	-3,8%	-3,6%	-3,4%	-4%	-3,6%
. Autres	1,2%	1,7%	-2,3%	-0,3%	-0,4%	-0,5%	0%	-0,4%
. Banques commerciales y compris CCP 2/	-1,1%	3,3%	-0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Emprunt Obligataire sur MI	-0,3%	3,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Rachat des Banques des bons régionaux sur le marché s	0,0%	2,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres	-0,8%	1,0%	-0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. ACDT	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2.2. Financement non-bancaire	-3,2%	-3,1%	-1,4%	-0,3%	-0,2%	-0,2%	0%	-0,2%
. Dette intérieure	-3,2%	-3,1%	-1,4%	-0,3%	-0,2%	-0,2%	0%	-0,2%
. Dette conventionnée DGCP	-2,3%	-2,5%	-0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. commerciale moratorisée	-1,7%	-1,9%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. autres (divers) 4/	-0,6%	-0,6%	-0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Clubs de LBV 1 & 2 & 3 & 4 & 5	-0,4%	-0,2%	-0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Dette SOGARA	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Arriérés de solde	-0,6%	-0,5%	-0,3%	-0,3%	-0,2%	-0,2%	0%	-0,2%
2.3. Financement exceptionnel	1,1%	-0,1%	-0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Arriérés sur principal (-réduction)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Emprunt Obligataire ML	0,0%	0,0%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Reprise de dette	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Flottant bancaire sur comptes ACDT	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Augmentation participation et autres	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Coûts sociaux restructuration	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Coûts sociaux	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. plan social Air Gabon.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. plan social Gab Télécom	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. plan social SOGARA	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Dette CNSS	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres 5/	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Cession d'actifs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2.4. Règlement arriérés fiscaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
2.5. Autres opérations	-0,5%	-0,3%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Correspondants du Trésor	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Collectivités	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. BGD	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres opérations de trésorerie	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Participation AFRITAC/Commission Opération Rachat	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
. Autres fin résiduels, erreurs et omissions	-0,1%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
Ecart de financement	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	0,0%
Fonds Générations Futures/Fonds souverain	3,6%	2,8%	3,4%	3,8%	3,6%	3,4%	4%	3,6%

Annexe3 : Orientations stratégiques des ressources budgétaires 2012-2014, Evolution parts relatives par axes stratégiques et missions

Evolution des parts relatives des Ministères et Institutions dans le Total des Dépenses	Historique			Projections		
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Axe Stratégique 1 : Renforcement de la Gouvernance et Promotion de la Démocratie	28,50%	25,72%	28,40%	27,44%	28,09%	28,19%
Dépenses Courantes	33,67%	36,20%	33,24%	33,54%	33,92%	34,27%
Dépenses en Capital	13,52%	15,90%	20,44%	19,95%	20,51%	19,83%
<i>Mission 1.1 : Renforcement de la Gouvernance Politique et Promotion de la Démocratie</i>	13,87%	13,60%	13,48%	12,97%	13,41%	13,23%
Dépenses Courantes	15,76%	17,82%	15,75%	15,83%	15,95%	16,04%
Dépenses en Capital	8,38%	9,65%	9,75%	9,46%	10,12%	9,37%
<i>Mission 1.2 : Renforcement de la Défense Nationale</i>	8,20%	7,34%	8,76%	8,30%	8,31%	8,27%
Dépenses Courantes	10,23%	9,93%	9,60%	9,51%	9,42%	9,33%
Dépenses en Capital	2,33%	4,92%	7,39%	6,82%	6,86%	6,80%
<i>Mission 1.3 : Promotion de la Gouvernance Judiciaire et Renforcement de la Sécurité Nationale</i>	4,14%	2,97%	4,01%	4,16%	4,29%	4,53%
Dépenses Courantes	4,73%	5,14%	4,78%	5,06%	5,39%	5,71%
Dépenses en Capital	2,43%	0,93%	2,74%	3,05%	2,86%	2,92%
<i>Mission 1.4 : Promotion de la Gouvernance Administrative et Modernisation de l'Etat</i>	2,30%	1,81%	2,14%	2,01%	2,09%	2,16%
Dépenses Courantes	2,96%	3,31%	3,11%	3,14%	3,16%	3,19%
Dépenses en Capital	0,38%	0,40%	0,56%	0,62%	0,68%	0,74%
Axe Stratégique 2 : Diversification de l'économie pour la Promotion de la Croissance et l'Emploi	26,41%	16,49%	24,56%	23,24%	21,43%	20,52%
Dépenses Courantes	32,23%	29,47%	32,02%	30,66%	29,32%	28,10%
Dépenses en Capital	9,55%	4,34%	12,30%	14,13%	11,19%	10,10%
<i>Mission 2.1 : Promotion de la Gouvernance économique et financière</i>	22,54%	12,96%	19,36%	17,77%	15,57%	14,42%
Dépenses Courantes	28,77%	25,31%	28,09%	26,35%	24,63%	23,03%
Dépenses en Capital	4,47%	1,41%	5,00%	7,25%	3,80%	2,58%
<i>Mission 2.2 : Promotion de la Production agricole, halieutique et de l'exploitation forestière</i>	1,83%	1,97%	2,82%	3,13%	3,34%	3,45%
Dépenses Courantes	1,39%	1,38%	1,36%	1,61%	1,85%	2,10%
Dépenses en Capital	3,14%	2,51%	5,23%	4,99%	5,28%	5,30%
<i>Mission 2.3 : Développement des industries extractives</i>	0,62%	0,27%	0,63%	0,63%	0,68%	0,71%
Dépenses Courantes	0,57%	0,51%	0,49%	0,55%	0,61%	0,68%
Dépenses en Capital	0,78%	0,04%	0,86%	0,72%	0,77%	0,76%
<i>Mission 2.4 : Développement des autres industries</i>	0,13%	0,30%	0,34%	0,34%	0,38%	0,43%
Dépenses Courantes	0,17%	0,62%	0,53%	0,59%	0,66%	0,72%
Dépenses en Capital	0,00%	0,00%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
<i>Mission 2.5 : Développement du Tourisme et des autres services</i>	0,42%	0,42%	0,51%	0,48%	0,51%	0,55%
Dépenses Courantes	0,43%	0,81%	0,82%	0,81%	0,81%	0,80%
Dépenses en Capital	0,41%	0,06%	0,00%	0,06%	0,13%	0,19%
<i>Mission 2.6 : Promotion de l'intégration économique régionale</i>	0,00%	0,07%	0,05%	0,05%	0,05%	0,05%
Dépenses Courantes	0,00%	0,14%	0,06%	0,06%	0,06%	0,06%

Evolution des parts relatives des Ministères et Institutions dans le Total des Dépenses	Historique			Projections		
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses en Capital	0,00%	0,00%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%
Mission 2.7 : Promotion de l'emploi	0,35%	0,20%	0,28%	0,25%	0,26%	0,26%
Dépenses Courantes	0,41%	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%	0,40%
Dépenses en Capital	0,18%	0,01%	0,07%	0,07%	0,07%	0,07%
Mission 2.8 : Amélioration du Cadre des Affaires et Promotion du Secteur Privé	0,45%	0,23%	0,38%	0,37%	0,39%	0,39%
Dépenses Courantes	0,40%	0,21%	0,18%	0,20%	0,21%	0,22%
Dépenses en Capital	0,57%	0,30%	1,06%	0,97%	1,08%	1,13%
Axe Stratégique 3 : Développement des infrastructures	14,96%	28,58%	20,56%	24,06%	24,38%	24,40%
Dépenses Courantes	3,55%	3,38%	2,97%	3,58%	4,09%	4,51%
Dépenses en Capital	48,04%	52,16%	49,48%	49,16%	50,74%	51,74%
Mission 3.1 : Développement des infrastructures de transport et travaux publics	11,57%	16,91%	13,43%	16,08%	16,31%	16,44%
Dépenses Courantes	3,13%	2,25%	2,23%	2,82%	3,31%	3,70%
Dépenses en Capital	36,03%	30,63%	31,83%	32,32%	33,21%	33,96%
Mission 3.2 : Développement des infrastructures de Télécommunication et des TICs	0,00%	0,47%	0,24%	0,24%	0,25%	0,25%
Dépenses Courantes	0,00%	0,50%	0,10%	0,10%	0,10%	0,10%
Dépenses en Capital	0,00%	0,44%	0,46%	0,40%	0,43%	0,44%
Mission 3.3 : Développement des infrastructures énergétiques et hydrauliques	1,86%	7,95%	4,58%	5,43%	5,32%	5,14%
Dépenses Courantes	0,04%	0,12%	0,15%	0,16%	0,17%	0,18%
Dépenses en Capital	7,16%	15,28%	11,87%	11,90%	12,01%	11,95%
Mission 3.4 : Promotion de l'habitat et assainissement du cadre de vie	1,53%	3,25%	2,32%	2,32%	2,50%	2,57%
Dépenses Courantes	0,38%	0,51%	0,49%	0,50%	0,51%	0,53%
Dépenses en Capital	4,86%	5,82%	5,32%	4,54%	5,09%	5,39%
Axe Stratégique 4 : Renforcement du capital humain et promotion de la Solidarité nationale	28,94%	28,44%	25,62%	24,41%	25,20%	25,97%
Dépenses Courantes	29,98%	29,88%	31,00%	31,41%	31,82%	32,23%
Dépenses en Capital	25,94%	27,09%	16,78%	15,83%	16,60%	17,37%
Mission 4.1 : Renforcement du système éducatif	15,41%	9,88%	14,55%	13,55%	13,93%	14,32%
Dépenses Courantes	17,31%	17,98%	17,91%	18,03%	18,15%	18,26%
Dépenses en Capital	9,90%	2,30%	9,02%	8,06%	8,46%	8,90%
Mission 4.2 : Promotion de la santé et de la nutrition	7,31%	7,31%	7,19%	7,33%	7,63%	7,93%
Dépenses Courantes	8,32%	7,82%	7,43%	7,70%	7,98%	8,25%
Dépenses en Capital	4,37%	6,83%	6,81%	6,87%	7,19%	7,50%
Mission 4.3 : Renforcement de la protection sociale et inclusion des groupes vulnérables	2,12%	1,19%	2,51%	2,27%	2,36%	2,44%
Dépenses Courantes	2,76%	2,33%	3,83%	3,86%	3,90%	3,93%
Dépenses en Capital	0,25%	0,12%	0,35%	0,32%	0,37%	0,38%
Mission 4.4 : Promotion de la jeunesse, du sport et de la culture	4,11%	10,07%	1,37%	1,26%	1,28%	1,28%
Dépenses Courantes	1,59%	1,76%	1,83%	1,82%	1,80%	1,78%
Dépenses en Capital	11,42%	17,84%	0,61%	0,58%	0,59%	0,59%
Axe Stratégique 5 : Développement équilibré et durable	1,18%	0,77%	0,85%	0,86%	0,89%	0,92%

Evolution des parts relatives des Ministères et Institutions dans le Total des Dépenses	Historique			Projections		
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses Courantes	0,57%	1,07%	0,76%	0,80%	0,85%	0,89%
Dépenses en Capital	2,95%	0,50%	1,00%	0,92%	0,95%	0,96%
<i>Mission 5.1 : Aménagement du territoire et Développement local</i>	0,70%	0,49%	0,50%	0,48%	0,48%	0,48%
Dépenses Courantes	0,21%	0,78%	0,42%	0,42%	0,43%	0,44%
Dépenses en Capital	2,13%	0,23%	0,63%	0,55%	0,55%	0,55%
<i>Mission 5.2 : Développement durable, Protection de l'environnement et Changement climatique</i>	0,48%	0,28%	0,35%	0,37%	0,41%	0,44%
Dépenses Courantes	0,36%	0,29%	0,34%	0,38%	0,41%	0,45%
Dépenses en Capital	0,82%	0,27%	0,37%	0,37%	0,40%	0,42%
TOTAL GENERAL (Hors dette, Charges Communes, dép. exceptionnelles)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Annexe4 : Synthèse des enveloppes budgétaires 2012-2014 et dotations des projets transversaux

TABLEAU RESUME DES DEPENSES BUDGETAIRES AGREGÉES				
<i>Données en Francs CFA</i>	Historique	PROJECTIONS		
	2011	2012	2013	2014
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES (Hors dette)	1 787 048 576 000	2 083 496 224 288	2 156 609 000 848	2 251 239 153 275
CHARGES COMMUNES	175 155 000 000	177 181 270 000	179 233 297 100	181 311 448 759
Prêts nets yc prise de participation	67 583 000 000	68 258 830 000	68 941 418 300	69 630 832 483
FER	38 000 000 000	38 380 000 000	38 763 800 000	39 151 438 000
Comptes spéciaux	42 100 000 000	42 521 000 000	42 946 210 000	43 375 672 100
Transfert à la SOGARA	27 472 000 000	28 021 440 000	28 581 868 800	29 153 506 176
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	144 591 256 006	94 500 000 000	67 300 000 000	49 930 000 000
Projets transversaux	144 591 256 006	94 500 000 000	67 300 000 000	49 930 000 000
CAN 2012	104 882 256 006	51 500 000 000	21 000 000 000	0
Dépenses courantes	2 189 610 000	1 500 000 000	1 000 000 000	0
Biens et Services	1 457 197 000	1 000 000 000	800 000 000	0
Transferts et interventions	732 413 000	500 000 000	200 000 000	0
Dépenses en capital	102 692 646 006	50 000 000 000	20 000 000 000	0
Autres	39 709 000 000	43 000 000 000	46 300 000 000	49 930 000 000
Dépenses en capital	39 709 000 000	43 000 000 000	46 300 000 000	49 930 000 000
Agence Nationale Grands Travaux	30 000 000 000	33 000 000 000	36 300 000 000	39 930 000 000
Programme Construction et Réhabilitation	4 709 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Etudes Sectorielles PSGE	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL CREDITS ALLOUES AUX MINISTERES ET INSTITUTIONS	1 467 302 319 994	1 811 814 954 288	1 910 075 703 748	2 019 997 704 516
DEPENSES COURANTES	922 753 966 000	979 316 716 440	1 047 601 701 505	1 127 527 556 456
Traitements et salaires	463 000 000 000	492 485 000 000	528 491 925 000	569 777 648 625
Biens et services	239 242 803 000	255 850 121 640	275 019 177 069	298 034 493 443
Transferts et Subventions	220 511 163 000	230 981 594 800	244 090 599 436	259 715 414 388
DEPENSES EN CAPITAL	544 548 353 994	832 498 237 848	862 474 002 243	892 470 148 060
Sur ressources intérieures	394 598 353 994	612 226 257 848	643 769 012 243	753 294 538 060
Sur ressources extérieures	149 950 000 000	220 271 980 000	218 704 990 000	139 175 610 000
Provision pour arbitrage		95 413 911 607	148 945 436 912	169 370 558 532
DEPENSES COURANTES		34 191 285 822	52 380 085 075	56 376 377 823
DEPENSES EN CAPITAL		61 222 625 785	96 565 351 836	112 994 180 709
Sur ressources intérieures		61 222 625 785	96 565 351 836	112 994 180 709
Sur ressources extérieures		0	0	0
Enveloppes à allouer aux Ministères et Institutions	1 467 302 319 994	1 716 401 042 681	1 761 130 266 836	1 850 627 145 984
DEPENSES COURANTES	922 753 966 000	945 125 430 618	995 221 616 430	1 071 151 178 633
Traitements et salaires	463 000 000 000	482 635 300 000	502 067 328 750	541 288 766 194
Biens et services	239 242 803 000	243 057 615 558	261 268 218 215	283 132 768 771
Transferts et Subventions	220 511 163 000	219 432 515 060	231 886 069 464	246 729 643 668
DEPENSES EN CAPITAL	544 548 353 994	771 275 612 063	765 908 650 407	779 475 967 351
Sur ressources intérieures	394 598 353 994	551 003 632 063	547 203 660 407	640 300 357 351
Sur ressources extérieures	149 950 000 000	220 271 980 000	218 704 990 000	139 175 610 000

Annexe5 : Synthèse des enveloppes budgétaires 2012-2014 selon les piliers du PSGE, sur la base des ressources tirées du cadrage macroéconomique

<i>En franc CFA</i>	Rappel	ENVELOPPES BUDGETAIRES PRESENTES SELON LES PILIERS DU PSGE		
	2 011	2012	2013	2014
Diversification économique	66 251 048 700	83 598 382 826	92 013 394 780	100 782 563 017
Dépenses Courantes	32 524 739 700	38 015 584 038	43 699 493 793	50 982 325 307
Dépenses en Capital	33 726 309 000	45 582 798 788	48 313 900 988	49 800 237 710
Réforme et Modernisation de l'Etat	313 452 217 746	345 582 403 297	317 222 320 223	313 355 854 147
Dépenses Courantes	281 007 722 248	282 159 471 024	280 186 219 439	284 749 058 002
Dépenses en Capital	32 444 495 498	63 422 932 273	37 036 100 785	28 606 796 145
Infrastructure et Aménagement du territoire	295 972 187 775	415 152 056 805	431 639 692 741	453 993 395 679
Dépenses Courantes	26 890 978 208	34 412 402 629	41 426 730 303	49 122 019 551
Dépenses en Capital	269 081 209 567	380 739 654 176	390 212 962 438	404 871 376 128
Capital Humain	208 265 378 476	232 522 233 563	245 346 283 087	265 023 089 724
Dépenses Courantes	159 427 378 476	170 380 279 389	180 587 438 963	195 631 122 395
Dépenses en Capital	48 838 000 000	62 141 954 175	64 758 844 124	69 391 967 329
Environnement des affaires et apui au secteur privé	123 748 200 677	138 964 676 165	149 795 792 959	162 611 295 890
Dépenses Courantes	85 368 494 540	92 504 764 400	99 384 950 116	109 078 857 650
Dépenses en Capital	38 379 706 137	46 459 911 765	50 410 842 842	53 532 438 240
Prosperité partagée	163 646 991 536	192 850 235 352	205 667 495 794	223 692 498 813
Dépenses Courantes	119 596 991 536	130 075 676 067	140 234 744 822	154 447 322 401
Dépenses en Capital	44 050 000 000	62 774 559 285	65 432 750 971	69 245 176 412
TOTAL DOTATION PSGE	1 171 336 024 910	1 408 669 988 007	1 441 684 979 585	1 519 458 697 271
Dépenses Courantes	704 816 304 708	747 548 177 546	785 519 577 437	844 010 705 306
Dépenses en Capital	466 519 720 202	661 121 810 461	656 165 402 148	675 447 991 965
Crédits non allouables aux Piliers du PSGE	260 438 426 083	307 731 054 674	319 445 287 252	331 168 448 713
Dépenses Courantes	185 387 723 294	197 577 253 072	209 702 038 993	227 140 473 327
Dépenses en Capital	75 050 702 789	110 153 801 602	109 743 248 259	104 027 975 386
Mission 1.1 : Renforcement de la Gouvernance Politique et Promotion de la Démocratie	77 505 993 162	93 862 706 679	97 638 281 107	94 339 844 976
Dépenses Courantes	57 306 819 406	59 827 533 545	62 300 697 727	66 021 813 427
Dépenses en Capital	20 199 173 756	34 035 173 134	35 337 583 380	28 318 031 549
Mission 1.2 : Renforcement de la Défense Nationale	125 489 736 468	142 495 364 989	146 297 001 478	152 957 056 540
Dépenses Courantes	85 489 736 468	89 916 451 600	93 789 928 798	99 984 928 337
Dépenses en Capital	40 000 000 000	52 578 913 388	52 507 072 679	52 972 128 203
Mission 1.3 : Promotion de la Gouvernance Judiciaire et Renforcement de la Sécurité Nationale	57 442 696 453	71 372 983 007	75 510 004 667	83 871 547 197
Dépenses Courantes	42 591 167 420	47 833 267 927	53 611 412 467	61 133 731 562
Dépenses en Capital	14 851 529 033	23 539 715 080	21 898 592 199	22 737 815 634
TOTAL GENERAL (Hors dette, Charges Communes, dép. exceptionnelles)	1 431 774 450 993	1 716 401 042 681	1 761 130 266 836	1 850 627 145 984
Dépenses Courantes	890 204 028 002	945 125 430 618	995 221 616 430	1 071 151 178 633
Dépenses en Capital	541 570 422 991	771 275 612 063	765 908 650 407	779 475 967 351
Pour mémoire				
TOTAL DOTATION PSGE	1 171 336 024 910	1 408 669 988 007	1 441 684 979 585	1 519 458 697 271
Crédits non allouables aux Piliers du PSGE	260 438 426 083	307 731 054 674	319 445 287 252	331 168 448 713

ANNEXE 6 :

**CONDENSE DES BUDGETS PAR OBJECTIFS
DE PROGRAMMES SECTORIELS**

82 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		6 998 178 000	20 482 232 000	27 480 410 000	65 027 031 500	50 350 000 000	115 377 031 500	76 274 677 000	56 460 000 000	132 734 677 000	88 346 569 020	65 008 060 019	153 354 629 039	229 648 277 520	171 818 060 019	401 466 337 539
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	1 395 873 000	7 708 082 000	9 103 955 000	52 523 568 000	7 000 000 000	59 523 568 000	62 656 998 000	7 000 000 000	69 656 998 000	71 514 006 020	7 000 000 000	78 514 006 020	186 694 572 020	21 000 000 000	207 694 572 020
11	GESTION DES RESSOURCES	119 974 000	0	119 974 000	4 165 146 000	0	4 165 146 000	4 269 719 000	0	4 269 719 000	4 393 999 000	0	4 393 999 000	12 828 864 000	0	12 828 864 000
	1101 Gestion des ressources humaines	33 285 000	0	33 285 000	260 001 000	0	260 001 000	262 662 000	0	262 662 000	280 850 000	0	280 850 000	803 513 000	0	803 513 000
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles	86 689 000	0	86 689 000	3 905 145 000	0	3 905 145 000	4 007 057 000	0	4 007 057 000	4 113 149 000	0	4 113 149 000	12 025 351 000	0	12 025 351 000
12	GESTION STRATEGIQUE	1 275 899 000	7 708 082 000	8 983 981 000	48 358 422 000	7 000 000 000	55 358 422 000	58 387 279 000	7 000 000 000	65 387 279 000	67 120 007 020	7 000 000 000	74 120 007 020	173 865 708 020	21 000 000 000	194 865 708 020
	1201 Planification et programmation	396 700 000	0	396 700 000	47 811 422 000	0	47 811 422 000	57 672 279 000	0	57 672 279 000	66 275 007 020	0	66 275 007 020	171 758 708 020	0	171 758 708 020
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	879 199 000	7 708 082 000	8 587 281 000	547 000 000	7 000 000 000	7 547 000 000	7 715 000 000	7 000 000 000	7 715 000 000	845 000 000	7 000 000 000	7 845 000 000	2 107 000 000	21 000 000 000	23 107 000 000
2	DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	4 240 676 000	10 390 000 000	14 630 676 000	8 347 754 500	35 750 000 000	44 097 754 500	9 210 740 000	41 260 000 000	50 470 740 000	11 074 251 000	46 808 060 019	57 882 311 019	28 632 745 500	123 818 060 019	152 450 805 519
21	REINFORCEMENT DES CAPACITES D'ACCUEIL ET D'OFFRE D'ENSEIGNEMENT	2 729 333 000	10 390 000 000	13 119 333 000	4 415 694 500	35 750 000 000	40 165 694 500	4 893 950 000	41 260 000 000	46 153 950 000	5 939 751 000	46 808 060 019	52 747 811 019	15 249 395 500	123 818 060 019	139 067 455 519
	2101 Développer les ressources humaines	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	150 000 000	0	150 000 000	200 000 000	0	200 000 000	450 000 000	0	450 000 000
	2102 Réhabiliter les infrastructures existantes	1 890 000 000	0	1 890 000 000	0	3 750 000 000	3 750 000 000	0	5 050 000 000	5 050 000 000	0	6 050 000 000	6 050 000 000	14 850 000 000	14 850 000 000	
	2103 Construire les infrastructures	8 400 000 000	0	8 400 000 000	0	18 800 000 000	18 800 000 000	0	20 000 000 000	20 000 000 000	0	22 608 060 019	22 608 060 019	61 408 060 019	61 408 060 019	
	2104 Equiper les établissements scolaires	100 000 000	0	100 000 000	0	12 000 000 000	12 000 000 000	0	14 710 000 000	14 710 000 000	0	16 450 000 000	16 450 000 000	43 160 000 000	43 160 000 000	
	2105 Politiques d'accompagnement au secteur privé	0	0	0	550 000 000	0	550 000 000	600 000 000	0	600 000 000	800 000 000	0	800 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	
	2106 Diversifier l'offre de formation	0	0	0	1 200 000 000	0	1 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 700 000 000	1 700 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000	
	2107 Appui à l'organisation des examens et concours	1 393 447 000	0	1 393 447 000	2 050 678 000	0	2 050 678 000	2 378 000 000	0	2 378 000 000	3 087 000 000	0	3 087 000 000	7 515 678 000	7 515 678 000	
	2108 Gestion des Etablissements	1 335 886 000	0	1 335 886 000	1 715 016 500	0	1 715 016 500	1 765 950 000	0	1 765 950 000	1 852 751 000	0	1 852 751 000	5 333 717 500	5 333 717 500	
22	REINFORCEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE	1 511 343 000	0	1 511 343 000	3 382 060 000	0	3 382 060 000	3 616 790 000	0	3 616 790 000	4 234 500 000	0	4 234 500 000	11 233 350 000	0	11 233 350 000
	2201 Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur les filières d'enseignement et leurs débouchés	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000	210 000 000	0	210 000 000	270 000 000	0	270 000 000	680 000 000	680 000 000	
	2202 Renforcer l'encadrement pédagogique des enseignants	0	0	0	735 000 000	0	735 000 000	898 000 000	0	898 000 000	1 057 000 000	0	1 057 000 000	2 690 000 000	2 690 000 000	
	2203 Permettre l'accès aux manuels scolaires et matériels didactiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	2204 Développer l'accès aux NTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	2205 Assurer la certification de l'enseignement	1 511 343 000	0	1 511 343 000	2 447 060 000	0	2 447 060 000	2 508 790 000	0	2 508 790 000	2 907 500 000	0	2 907 500 000	7 863 350 000	7 863 350 000	
23	POLITIQUES TRANSVERSALES	0	0	0	550 000 000	0	550 000 000	700 000 000	0	700 000 000	900 000 000	0	900 000 000	2 150 000 000	0	2 150 000 000
	2301 Assurer la sensibilisation sur les ISTV/IH SIDA	0	0	0	550 000 000	0	550 000 000	700 000 000	0	700 000 000	900 000 000	0	900 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000	
	2302 Favoriser l'émulation dans le sport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	2303 Favoriser l'émulation culturelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	2304 Favoriser l'émulation dans la production	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	2305 Promouvoir l'excellence dans les établissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1 361 629 000	2 384 150 000	3 745 779 000	3 735 709 000	7 600 000 000	11 335 709 000	3 896 939 000	8 200 000 000	12 096 939 000	5 238 312 000	11 200 000 000	16 438 312 000	12 870 960 000	27 000 000 000	39 870 960 000
31	REINFORCEMENT DES CAPACITES D'ACCUEIL ET D'OFFRE DE FORMATION	1 204 259 000	2 384 150 000	3 588 409 000	1 746 292 000	5 500 000 000	7 246 292 000	1 901 239 000	6 100 000 000	8 001 239 000	2 087 812 000	7 500 000 000	9 587 812 000	5 735 343 000	19 100 000 000	24 835 343 000
	3101 Développer les ressources humaines	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	300 000 000	300 000 000	
	3102 Réhabiliter les infrastructures existantes	1 184 150 000	0	1 184 150 000	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 900 000 000	1 900 000 000	0	2 200 000 000	2 200 000 000	5 800 000 000	5 800 000 000	
	3103 Construire les infrastructures	1 100 000 000	0	1 100 000 000	0	2 900 000 000	2 900 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000	0	3 600 000 000	3 600 000 000	9 500 000 000	9 500 000 000	
	3104 Equiper les établissements	100 000 000	0	100 000 000	0	800 000 000	800 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 600 000 000	1 600 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	
	3105 Mettre en place des politiques d'accompagnement au secteur privé	0	0	0	300 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000	100 000 000	500 000 000	520 000 000	100 000 000	620 000 000	1 220 000 000	300 000 000	
	3106 Appui à l'organisation des examens et concours	47 267 000	0	47 267 000	63 000 000	0	63 000 000	69 500 000	0	69 500 000	76 100 000	0	76 100 000	208 600 000	208 600 000	
	3107 Gestion des Centres de Formation Professionnelle	1 156 992 000	0	1 156 992 000	1 283 292 000	0	1 283 292 000	1 331 739 000	0	1 331 739 000	1 391 712 000	0	1 391 712 000	4 006 743 000	4 006 743 000	
32	REINFORCEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE	157 370 000	0	157 370 000	1 730 200 000	2 100 000 000	3 830 200 000	1 736 200 000	2 100 000 000	3 836 200 000	2 899 500 000	3 700 000 000	6 599 500 000	6 365 900 000	7 900 000 000	14 265 900 000
	3201 Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur les filières de formation et leurs débouchés	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	400 000 000	0	400 000 000	800 000 000	800 000 000	
	3202 Renforcer l'encadrement pédagogique des formateurs	0	0	0	950 000 000	500 000 000	1 450 000 000	950 000 000	500 000 000	1 450 000 000	1 700 000 000	1 000 000 000	2 700 000 000	3 600 000 000	2 000 000 000	
	3203 Permettre l'accès aux manuels de formation et matériels didactiques	0	0	0	10 000 000	600 000 000	610 000 000	10 000 000	600 000 000	610 000 000	20 000 000	700 000 000	720 000 000	40 000 000	1 900 000 000	
	3204 Développer l'accès aux NTC	0	0	0	100 000 000	1 000 000 000	1 100 000 000	100 000 000	1 000 000 000	1 100 000 000	200 000 000	2 000 000 000	2 200 000 000	400 000 000	4 400 000 000	
	3205 Assurer l'évaluation et la certification	157 370 000	0	157 370 000	460 200 000	0	460 200 000	466 200 000	0	466 200 000	559 500 000	0	559 500 000	1 485 900 000	1 485 900 000	
	3206 Valoriser l'esprit d'entreprise	0	0	0	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	20 000 000	0	20 000 000	40 000 000	40 000 000	
33	POLITIQUES TRANSVERSALES	0	0	0	259 217 000	0	259 217 000	259 500 000	0	259 500 000	251 00					

22 Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

		Montants en FCFA														
CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		16 622 770 380	3 198 000 000	19 820 770 380	18 374 533 886	10 654 000 000	29 028 533 886	18 531 138 500	16 209 000 000	34 740 138 500	18 738 923 300	17 289 000 000	36 027 923 300	55 644 595 686	44 152 000 000	99 796 595 686
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	16 622 770 380	50 000 000	16 672 770 380	18 226 200 886	969 000 000	19 195 200 886	18 330 805 500	989 000 000	19 319 805 500	18 436 590 300	1 239 000 000	19 675 590 300	54 993 596 686	3 197 000 000	58 190 596 686
11	GESTION DES RESSOURCES	16 615 515 900	0	16 615 515 900	18 117 500 886	0	18 117 500 886	18 201 505 500	0	18 201 505 500	18 302 290 300	0	18 302 290 300	54 621 296 686	0	54 621 296 686
	1101 Ressources Humaines	198 698 000	0	198 698 000	391 000 000	0	391 000 000	404 000 000	0	404 000 000	415 000 000	0	415 000 000	1 210 000 000	0	1 210 000 000
	1102 Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Structures Centrales	15 109 072 580	0	15 109 072 580	16 085 128 886	0	16 085 128 886	16 129 183 500	0	16 129 183 500	16 194 808 300	0	16 194 808 300	48 409 120 686	0	48 409 120 686
	1103 Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Juridictions et Prisons	1 307 745 320	0	1 307 745 320	1 641 372 000	0	1 641 372 000	1 668 322 000	0	1 668 322 000	1 692 482 000	0	1 692 482 000	5 002 176 000	0	5 002 176 000
12	GESTION STRATEGIQUE	7 254 480	50 000 000	57 254 480	108 700 000	969 000 000	1 077 700 000	129 300 000	989 000 000	1 118 300 000	134 300 000	1 239 000 000	1 373 300 000	372 300 000	3 197 000 000	3 569 300 000
	1201 Planification et Programmation	0	50 000 000	50 000 000	100 000 000	969 000 000	1 069 000 000	120 000 000	989 000 000	1 109 000 000	125 000 000	1 239 000 000	1 364 000 000	345 000 000	3 197 000 000	3 542 000 000
	1202 Gestion de la Coopération et du Partenariat	7 254 480	0	7 254 480	8 700 000	0	8 700 000	9 300 000	0	9 300 000	9 300 000	0	9 300 000	27 300 000	0	27 300 000
2	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'OFFRES DE SERVICES	0	3 148 000 000	3 148 000 000	0	8 740 000 000	8 740 000 000	0	15 200 000 000	15 200 000 000	0	16 050 000 000	16 050 000 000	0	39 990 000 000	39 990 000 000
21	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE JUSTICE	0	928 000 000	928 000 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	6 800 000 000	6 800 000 000	0	8 375 000 000	8 375 000 000	0	17 325 000 000	17 325 000 000
	2101 Construction de Bâtiments	0	90 000 000	90 000 000	0	600 000 000	600 000 000	0	5 850 000 000	5 850 000 000	0	7 600 000 000	7 600 000 000	0	14 050 000 000	14 050 000 000
	2102 Gestion des Equipements	0	588 000 000	588 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	375 000 000	375 000 000	0	1 525 000 000	1 525 000 000
	2103 Réhabilitation des Tribunaux	0	200 000 000	200 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	800 000 000	800 000 000	0	400 000 000	400 000 000	0	1 650 000 000	1 650 000 000
	2104 Réhabilitation des Cours	0	50 000 000	50 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
	2105 Réhabilitation des Prisons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE LA SECURITE PENITENTIAIRE	0	2 220 000 000	2 220 000 000	0	6 590 000 000	6 590 000 000	0	8 400 000 000	8 400 000 000	0	7 675 000 000	7 675 000 000	0	22 665 000 000	22 665 000 000
	2201 Construction de bâtiments	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	3 180 000 000	3 180 000 000	0	4 950 000 000	4 950 000 000	0	5 550 000 000	5 550 000 000	0	13 680 000 000	13 680 000 000
	2202 Réhabilitation de bâtiments	0	150 000 000	150 000 000	0	1 350 000 000	1 350 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	1 400 000 000	1 400 000 000	0	4 750 000 000	4 750 000 000
	2203 Gestion des équipements	0	70 000 000	70 000 000	0	2 060 000 000	2 060 000 000	0	1 450 000 000	1 450 000 000	0	725 000 000	725 000 000	0	4 235 000 000	4 235 000 000
3	PROMOTION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PENITENTIAIRE	0	0	0	148 333 000	945 000 000	1 093 333 000	200 333 000	20 000 000	220 333 000	302 333 000	0	302 333 000	650 999 000	965 000 000	1 615 999 000
31	GESTION DE LA REFORME JURIDIQUE, JUDICIAIRE ET PENITENTIAIRE	0	0	0	0	945 000 000	945 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	965 000 000	965 000 000
	3101 Réforme, Divulgateur, Publication des Textes et Procédures	0	0	0	0	145 000 000	145 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	165 000 000	165 000 000
	3102 Réforme de la Justice	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000
	3103 Réforme de la Sécurité Pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	POLITIQUE TRANSVERSALE DE L'AMELIORATION DE LA QUALITE	0	0	0	148 333 000	0	148 333 000	200 333 000	0	200 333 000	302 333 000	0	302 333 000	650 999 000	0	650 999 000
	3201 Appui à l'Administration Judiciaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3202 Appui à l'Administration Pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3203 Appui à l'Amélioration de la Vie du Détenue	0	0	0	50 000 000	0	50 000 000	52 000 000	0	52 000 000	54 000 000	0	54 000 000	156 000 000	0	156 000 000
	3204 Appui aux Droits de la Personne et Groupes Vulnérables (Veuves et Orphelins)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3205 Appui à l'Assistance aux Personnes Victimes des Violences Conjugales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3206 Appui à l'Assistance aux Justiciables	0	0	0	53 333 000	0	53 333 000	103 333 000	0	103 333 000	203 333 000	0	203 333 000	359 999 000	0	359 999 000
	3207 renforcement de capacités opérationnelles Comité de lutte contre le SIDA	0	0	0	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000	0	45 000 000	135 000 000	0	135 000 000

53 Ministère de l'Économie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMÉS"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		109 164 725 999	11 837 264 000	121 002 189 999	81 604 733 256	42 802 820 390	124 209 553 645	82 417 330 062	33 866 938 290	116 278 266 352	82 802 628 352	36 314 631 290	119 117 261 642	246 824 683 660	112 779 389 970	359 604 073 630
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	107 260 279 999	3 337 464 000	110 597 743 999	74 053 212 301	12 340 348 290	86 393 560 991	74 225 079 053	10 649 816 290	84 774 895 343	74 610 369 343	10 956 909 290	85 567 278 637	232 988 660 697	33 847 073 870	266 735 734 567
11	GESTION DES RESSOURCES	104 725 018 999	3 037 464 000	107 762 482 999	70 484 817 556	12 340 348 290	82 625 165 846	71 299 275 556	10 349 816 290	81 649 091 846	71 807 151 317	10 756 909 290	82 564 060 607	233 991 244 429	33 247 073 870	266 838 318 299
1101	Gestion des ressources humaines	5 363 780 600	0	5 363 780 600	5 664 625 000	0	5 664 625 000	5 619 625 000	0	5 619 625 000	5 719 625 000	0	5 719 625 000	17 003 875 000	0	17 003 875 000
1102	Gestion des ressources financières et matérielles du Cabinet	36 767 664 000	0	36 767 664 000	48 143 035 667	0	48 143 035 667	49 058 525 667	0	49 058 525 667	49 441 640 667	0	49 441 640 667	146 643 202 001	0	146 643 202 001
1103	Gestion des ressources financières et matérielles Services provinciaux du Commerce	159 648 000	0	159 648 000	196 903 000	0	196 903 000	210 069 000	0	210 069 000	196 881 000	0	196 881 000	603 853 000	0	603 853 000
1104	Gestion des ressources financières et matérielles des Délégations provinciales du Tourisme	96 827 000	0	96 827 000	108 942 000	0	108 942 000	108 525 000	0	108 525 000	109 725 000	0	109 725 000	325 192 000	0	325 192 000
1105	Gestion des ressources financières et matérielles Organismes sous tutelle	317 796 000	0	317 796 000	930 736 000	0	930 736 000	920 736 000	0	920 736 000	920 736 000	0	920 736 000	2 772 208 000	0	2 772 208 000
1106	Gestion des ressources financières et matérielles Direction de la Planification Générale	16 568 999	0	16 568 999	17 704 999	0	17 704 999	17 704 999	0	17 704 999	17 704 999	0	17 704 999	53 114 997	0	53 114 997
1107	Gestion des ressources financières et matérielles Direction Générale des Statistiques et des études économiques (DGSEEE)	127 554 800	0	127 554 800	477 352 000	0	477 352 000	477 352 000	0	477 352 000	477 628 000	0	477 628 000	1 432 332 000	0	1 432 332 000
1108	Gestion des ressources financières et matérielles DCELF	655 656 000	0	655 656 000	1 851 815 000	0	1 851 815 000	1 762 815 000	0	1 762 815 000	1 762 815 000	0	1 762 815 000	5 377 445 000	0	5 377 445 000
1109	Gestion des ressources financières et matérielles DG Douanes	530 623 600	0	530 623 600	573 578 600	0	573 578 600	573 578 600	0	573 578 600	573 578 600	0	573 578 600	1 720 735 800	0	1 720 735 800
1110	Gestion des ressources financières et matérielles DG Impôts	675 849 000	0	675 849 000	1 488 864 656	0	1 488 864 656	1 484 733 656	0	1 484 733 656	1 484 733 656	0	1 484 733 656	4 458 331 968	0	4 458 331 968
1111	Gestion des ressources financières et matérielles DGCCNCF	486 636 000	0	486 636 000	840 652 000	0	840 652 000	850 277 000	0	850 277 000	877 063 761	0	877 063 761	2 567 992 761	0	2 567 992 761
1112	Gestion des ressources financières et matérielles DGMP	194 920 000	0	194 920 000	348 025 870	0	348 025 870	354 025 870	0	354 025 870	351 936 870	0	351 936 870	1 053 998 610	0	1 053 998 610
1113	Gestion des ressources financières et matérielles DG COMMERCE	176 538 000	0	176 538 000	204 939 000	0	204 939 000	204 939 000	0	204 939 000	176 538 000	0	176 538 000	614 817 000	0	614 817 000
1114	Gestion des ressources financières et matérielles DGIC	151 661 000	0	151 661 000	334 666 000	0	334 666 000	334 666 000	0	334 666 000	334 666 000	0	334 666 000	1 003 998 000	0	1 003 998 000
1115	Gestion des ressources financières et matérielles DG COURRIER	172 906 000	0	172 906 000	180 677 000	0	180 677 000	180 677 000	0	180 677 000	180 677 000	0	180 677 000	542 031 000	0	542 031 000
1116	Gestion des ressources financières et matérielles DG INCA	175 621 000	0	175 621 000	345 950 000	0	345 950 000	345 950 000	0	345 950 000	345 950 000	0	345 950 000	1 037 850 000	0	1 037 850 000
1117	Gestion des ressources financières et matérielles DG IEF	487 934 000	0	487 934 000	555 556 000	0	555 556 000	555 556 000	0	555 556 000	555 556 000	0	555 556 000	1 666 668 000	0	1 666 668 000
1118	Gestion des ressources financières et matérielles CEFCS	237 780 000	0	237 780 000	292 496 000	0	292 496 000	292 496 000	0	292 496 000	292 496 000	0	292 496 000	877 488 000	0	877 488 000
1119	Gestion des ressources financières et matérielles ANTT	121 334 000	0	121 334 000	926 000 000	0	926 000 000	926 000 000	0	926 000 000	926 000 000	0	926 000 000	2 778 000 000	0	2 778 000 000
1120	Gestion des ressources financières et matérielles GABONTOUR	224 791 000	0	224 791 000	224 791 000	0	224 791 000	224 791 000	0	224 791 000	225 291 000	0	225 291 000	674 373 000	0	674 373 000
1121	Gestion des ressources financières et matérielles Direction du centre de promotion du plan d'information et de documentation	11 100 000	0	11 100 000	13 581 000	0	13 581 000	13 581 000	0	13 581 000	13 581 000	0	13 581 000	40 743 000	0	40 743 000
1122	Gestion des ressources financières et matérielles DCAF	120 185 000	910 907 000	1 031 092 000	204 419 764	800 000 000	1 004 419 764	205 919 764	540 907 000	746 826 764	206 919 764	0	206 919 764	617 259 292	1 340 907 000	1 958 166 292
1123	Gestion des ressources financières et matérielles DCE	422 451 000	0	422 451 000	444 860 000	1 077 200 000	1 522 060 000	449 065 000	0	449 065 000	454 360 000	0	454 360 000	1 343 305 000	1 077 200 000	2 420 505 000
1124	Gestion des ressources financières et matérielles Structure des Formations	207 966 000	0	207 966 000	28 929 000	0	28 929 000	34 429 000	0	34 429 000	34 429 000	0	34 429 000	97 787 000	0	97 787 000
1125	Gestion Centralisée des Equipements	2 126 557 000	0	2 126 557 000	10 263 148 290	0	10 263 148 290	9 808 909 290	0	9 808 909 290	9 808 909 290	0	9 808 909 290	30 828 966 870	0	30 828 966 870
1126	Gestion des ressources financières et matérielles DNA	3 994 376 000	0	3 994 376 000	4 476 876 000	0	4 476 876 000	4 476 876 000	0	4 476 876 000	4 476 876 000	0	4 476 876 000	13 430 628 000	0	13 430 628 000
1127	Gestion des ressources financières et matérielles DG DETE	0	0	0	1 399 650 000	0	1 399 650 000	1 399 650 000	0	1 399 650 000	1 399 650 000	0	1 399 650 000	4 198 950 000	0	4 198 950 000
1128	Gestion des ressources financières et matérielles DCP	17 696 000	0	17 696 000	201 692 000	0	201 692 000	201 692 000	0	201 692 000	201 692 000	0	201 692 000	605 076 000	0	605 076 000
1129	Gestion des ressources financières et matérielles COMITE INTER-MINISTRIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	0	0	0	10 000 000	0	10 000 000	15 000 000	0	15 000 000	20 000 000	0	20 000 000	45 000 000	0	45 000 000
1130	Gestion des ressources financières et matérielles DGCSB	52 808 256 000	0	52 808 256 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	GESTION STRATEGIQUE	2 535 261 000	300 000 000	2 835 261 000	3 568 394 745	200 000 000	3 768 394 745	2 925 803 497	200 000 000	3 125 803 497	2 803 218 026	200 000 000	3 003 218 026	9 297 416 268	600 000 000	9 897 416 268
1201	Planification et programmation	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	600 000 000	0	600 000 000
1202	Coopération et partenariats	2 335 261 000	300 000 000	2 635 261 000	3 568 394 745	200 000 000	3 568 394 745	2 925 803 497	200 000 000	2 925 803 497	2 803 218 026	200 000 000	2 803 218 026	9 297 416 268	600 000 000	9 897 416 268
2	AMELIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	1 387 446 000	150 000 000	1 537 446 000	1 304 863 000	5 783 000 000	1 747 863 000	1 309 863 000	5 433 000 000	6 742 863 000	1 309 863 000	6 652 863 000	3 984 589 000	16 559 000 000	20 543 589 000	
21	AMELIORATION DU RECOURS ET DES RECETTES INTERNES	139 055 000	0	139 055 000	50 000 000	775 000 000	825 000 000	425 000 000	425 000 000	425 000 000	335 000 000	335 000 000	50 000 000	1 535 000 000	1 585 000 000	
2101	Élargissement de l'assiette fiscale	0	0	0	80 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	200 000 000	0	200 000 000
2102	Amélioration du recouvrement	139 055 000	0	139 055 000	50 000 000	0	50 000 000	75 000 000	0	75 000 000	60 000 000	0	60 000 000	25 000 000	0	25 000 000
2103	Amélioration du contrôle fiscal	0	0	0	65 000 000	0	65 000 000	65 000 000	0	65 000 000	60 000 000	0	60 000 000	185 000 000	0	185 000 000
2104	Réorganisation du secteur foncier	0	0	0	430 000 000	0	430 000 000	430 000 000	0	430 000 000	180 000 000	0	180 000 000	710 000 000	0	710 000 000
2105	Rechnisation des services douaniers	0	0	0	175 000 000	0	175 000 000	175 000 000	0	175 000 000	125 000 000	0	125 000 000	415 000 000	0	415 000 000
22	PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE	382 528 000	150 000 000	532 528 000	385 000 000	4 995 000 000	5 380 000 000	385 000 000	4 995 000 000	5 380 000 000	385 000 000	4 995 000 000	5 380 000 000	1 155 000 000	14 985 000 000	
2201	Amélioration de la gestion des marchés publics	2 528 000	0	2 528 000	5 000 000	0	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000	15 000 000	0	15 000 000
2202	Amélioration de la transparence dans la gestion des recettes pétrolières	380 000 000	0	380 000 000	380 000 000	0	380 000 000	380 000 000	0	380 000 000	380 000 000	0	380 000 000	1 140 000 000		

25 Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération internationale et de la Francophonie

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		22 886 533 000	6 000 000 000	28 886 533 000	23 857 915 000	14 639 975 223	38 497 890 223	23 949 874 000	15 234 475 223	39 184 349 223	24 429 874 000	15 499 475 223	39 929 349 223	72 237 663 000	45 373 925 669	117 611 588 669
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	10 051 937 000	0	10 051 937 000	10 510 325 000	0	10 510 325 000	10 512 858 000	0	10 512 858 000	10 887 858 000	0	10 887 858 000	31 911 041 000	0	31 911 041 000
11	GESTION DES RESSOURCES	7 849 867 000	0	7 849 867 000	7 912 233 000	0	7 912 233 000	7 912 233 000	0	7 912 233 000	7 937 233 000	0	7 937 233 000	23 761 699 000	0	23 761 699 000
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0	0	0	62 366 000	0	62 366 000	62 366 000	0	62 366 000	87 366 000	0	87 366 000	212 098 000	0	212 098 000
	1102 Gestion des Ressources Financières et Matérielles	7 849 867 000	0	7 849 867 000	7 849 867 000	0	7 849 867 000	7 849 867 000	0	7 849 867 000	7 849 867 000	0	7 849 867 000	23 549 601 000	0	23 549 601 000
12	GESTION STRATEGIQUE	2 202 070 000	0	2 202 070 000	2 598 092 000	0	2 598 092 000	2 600 625 000	0	2 600 625 000	2 950 625 000	0	2 950 625 000	8 149 342 000	0	8 149 342 000
	1201 Planification et programmation	1 024 607 000	0	1 024 607 000	845 629 000	0	845 629 000	1 048 162 000	0	1 048 162 000	1 398 162 000	0	1 398 162 000	3 291 953 000	0	3 291 953 000
	1202 Elargissement du champ d'action	1 152 463 000	0	1 152 463 000	1 202 463 000	0	1 202 463 000	1 202 463 000	0	1 202 463 000	1 202 463 000	0	1 202 463 000	3 607 389 000	0	3 607 389 000
	1203 Assistance des gabonais	25 000 000	0	25 000 000	550 000 000	0	550 000 000	350 000 000	0	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	1 250 000 000	0	1 250 000 000
2	PROMOTION DE L'IMAGE DU GABON	12 834 596 000	6 000 000 000	18 834 596 000	13 347 590 000	14 639 975 223	27 987 565 223	13 437 016 000	15 234 475 223	28 671 491 223	13 542 016 000	15 499 475 223	29 041 491 223	40 326 622 000	45 373 925 669	85 700 547 669
21	RENFORCEMENT DE LA PRESENCE DU GABON SUR LA SCENE INTERNATIONALE	11 595 356 000	6 000 000 000	17 595 356 000	11 991 590 000	14 639 975 223	26 631 565 223	12 081 016 000	15 234 475 223	27 315 491 223	12 186 016 000	15 499 475 223	27 685 491 223	36 258 622 000	45 373 925 669	81 632 547 669
	2101 Gestion des représentations diplomatiques	11 595 356 000	6 000 000 000	17 595 356 000	11 991 590 000	14 639 975 223	26 631 565 223	12 081 016 000	15 234 475 223	27 315 491 223	12 186 016 000	15 499 475 223	27 685 491 223	36 258 622 000	45 373 925 669	81 632 547 669
	2102 Sécurisation du système d'informations sur l'immigration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION	1 239 240 000	0	1 239 240 000	1 356 000 000	0	1 356 000 000	1 356 000 000	0	1 356 000 000	1 356 000 000	0	1 356 000 000	4 068 000 000	0	4 068 000 000
	2201 Coopération bilatérale	204 375 000	0	204 375 000	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	600 000 000	0	600 000 000
	2202 Coopération multilatérale	1 034 865 000	0	1 034 865 000	1 156 000 000	0	1 156 000 000	1 156 000 000	0	1 156 000 000	1 156 000 000	0	1 156 000 000	3 468 000 000	0	3 468 000 000

43 Ministère de la Communication et de l'Economie numérique
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		11 484 519 000	5 000 000 000	16 484 519 000	26 576 824 095	16 205 505 599	42 782 329 694	26 007 134 095	18 654 888 149	44 662 022 244	26 122 650 595	21 324 888 149	47 447 538 744	78 706 608 785	56 185 281 897	134 891 890 682
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	11 484 519 000	5 000 000 000	16 484 519 000	26 276 824 095	10 038 000 000	36 314 824 095	25 907 134 095	9 538 000 000	35 445 134 095	25 922 650 595	9 808 000 000	35 730 650 595	78 106 608 785	29 384 000 000	107 490 608 785
11	GESTION DES RESSOURCES	11 484 519 000	5 000 000 000	16 484 519 000	26 276 824 095	10 038 000 000	36 314 824 095	25 907 134 095	9 538 000 000	35 445 134 095	25 922 650 595	9 808 000 000	35 730 650 595	78 106 608 785	29 384 000 000	107 490 608 785
	1101 Ressources Humaines	4 175 782 000	0	4 175 782 000	4 175 782 000	0	4 175 782 000	4 175 782 000	0	4 175 782 000	4 175 782 000	0	4 175 782 000	12 527 346 000	0	12 527 346 000
	1102 Ressources Financières et Matérielles	7 308 737 000	5 000 000 000	12 308 737 000	10 230 904 595	1 500 000 000	11 730 904 595	9 913 482 095	2 000 000 000	11 913 482 095	9 976 731 095	3 500 000 000	13 476 731 095	30 121 117 785	7 000 000 000	37 121 117 785
	1103 Administration générale du Secteur	0	0	0	9 558 714 500	200 000 000	9 758 714 500	9 506 447 000	0	9 506 447 000	9 458 714 500	28 523 876 000	28 523 876 000	200 000 000	200 000 000	28 723 876 000
	1104 Administration Générale du Secteur 2	0	0	0	2 311 423 000	8 338 000 000	10 649 423 000	2 311 423 000	7 538 000 000	9 849 423 000	2 311 423 000	6 308 000 000	8 619 423 000	6 934 269 000	22 184 000 000	29 118 269 000
12	GESTION STRATEGIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1201 Planification et Programmation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1202 Gestion de la Coopération et du Partenariat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	REINFORCEMENT DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DE LA POSTE	0	0	0	100 000 000	4 585 505 599	4 685 505 599	100 000 000	5 894 888 149	5 994 888 149	0	10 194 888 149	10 194 888 149	200 000 000	20 675 281 897	20 875 281 897
21	DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	4 700 000 000	4 700 000 000
	2101 Dynamisation de la presse écrite publique	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	4 700 000 000	4 700 000 000
	2102 Dynamisation de la presse écrite privée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2103 La presse en ligne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2104 Développement du cinéma Gabonais	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	DEVELOPPEMENT DES MEDIAS AUDIOVISUELS	0	0	0	0	4 185 505 599	4 185 505 599	0	4 694 888 149	4 694 888 149	0	6 694 888 149	6 694 888 149	0	15 575 281 897	15 575 281 897
	2201 Création	0	0	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	7 500 000 000	7 500 000 000
	2202 production	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2203 Diffusion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2204 Télédiffusion	0	0	0	0	1 685 505 599	1 685 505 599	0	2 194 888 149	2 194 888 149	0	4 194 888 149	4 194 888 149	0	8 075 281 897	8 075 281 897
23	DEVELOPPEMENT DES SERVICES POSTAUX	0	0	0	100 000 000	200 000 000	300 000 000	100 000 000	200 000 000	300 000 000	0	0	0	200 000 000	400 000 000	600 000 000
	2301 Deploiement du reseau postal national gabonais	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
	2302 Modernisation de la poste et des nouveaux produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2303 Renforcement du cadre institutionnel de l'activité postale	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	200 000 000	0	200 000 000
3	DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	0	0	200 000 000	1 082 000 000	1 282 000 000	0	2 722 000 000	2 722 000 000	200 000 000	822 000 000	1 022 000 000	400 000 000	4 626 000 000	5 026 000 000
31	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES TELECOMMUNICATIONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3101 Développement d'un réseau national interconnecté des télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3102 Réhabilitation des infrastructures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	PROMOTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	0	0	0	200 000 000	1 082 000 000	1 282 000 000	0	2 722 000 000	2 722 000 000	200 000 000	822 000 000	1 022 000 000	400 000 000	4 626 000 000	5 026 000 000
	3201 Vulgarisation de l'utilisation des nouvelles technologies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3202 Développement d'une économie Numérique	0	0	0	200 000 000	1 082 000 000	1 282 000 000	0	2 722 000 000	2 722 000 000	200 000 000	822 000 000	1 022 000 000	400 000 000	4 626 000 000	5 026 000 000
4	Developpement- Appui et Promotion des Initiatives et Industries Culturelles	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000
41	Financements des Initiatives Culturelles	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000
	4101 Promotion Cinématographique et de l'Audio visuel	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000

51 Ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique chargé de la Réforme de l'Etat
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		630 508 236 381	15 075 125 637	645 583 362 018	340 445 933 135	28 835 229 923	369 281 163 058	311 523 895 158	22 165 260 383	333 689 155 541	310 274 023 816	17 326 219 383	327 600 243 199	962 243 852 109	68 326 709 689	1 030 570 561 798
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	394 102 845 352	9 039 478 000	403 142 323 352	72 298 101 800	17 135 593 000	89 433 694 800	72 244 218 800	11 132 041 000	83 376 259 800	72 240 103 800	6 704 000 000	78 944 103 800	216 782 424 400	34 971 634 000	251 754 058 400
11	GESTION DES RESSOURCES	393 805 373 352	7 879 491 800	401 684 865 152	71 616 841 800	13 684 593 000	85 301 434 800	71 562 958 800	8 890 041 000	80 452 999 800	71 558 843 800	5 324 000 000	76 882 843 800	214 738 644 400	27 898 634 000	242 637 278 400
1101	Gestion des Ressources Humaines	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000	0	150 000 000	150 000 000
1102	Gestion des Ressources d'Equipelement et de Développement	14 423 079 000	7 829 491 800	22 252 570 800	14 423 079 000	13 634 593 000	28 057 672 000	14 423 079 000	8 840 041 000	23 263 120 000	14 423 079 000	5 274 000 000	19 697 079 000	43 269 237 000	27 748 634 000	71 017 871 000
1103	Gestion des Ressources Financières et Matérielles du Cabinet du Min et du SG	3 178 616 000	0	3 178 616 000	3 306 694 000	0	3 306 694 000	3 306 694 000	0	3 306 694 000	3 306 694 000	0	3 306 694 000	9 920 082 000	0	9 920 082 000
1104	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DCAF	617 701 000	0	617 701 000	957 679 000	0	957 679 000	957 679 000	0	957 679 000	957 679 000	0	957 679 000	2 873 037 000	0	2 873 037 000
1105	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGAFP	387 499 000	0	387 499 000	409 486 000	0	409 486 000	409 364 000	0	409 364 000	409 364 000	0	409 364 000	1 228 214 000	0	1 228 214 000
1106	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGB	2 966 521 552	0	2 966 521 552	1 908 596 000	0	1 908 596 000	1 860 527 000	0	1 860 527 000	1 838 027 000	0	1 838 027 000	5 607 150 000	0	5 607 150 000
1107	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGCF	953 929 000	0	953 929 000	1 952 165 000	0	1 952 165 000	1 949 785 000	0	1 949 785 000	2 049 975 000	0	2 049 975 000	5 951 925 000	0	5 951 925 000
1108	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGCP	347 600 240 000	0	347 600 240 000	23 931 368 000	0	23 931 368 000	23 931 368 000	0	23 931 368 000	24 039 251 000	0	24 039 251 000	71 901 987 000	0	71 901 987 000
1109	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGST	2 690 837 000	0	2 690 837 000	3 380 078 000	0	3 380 078 000	3 380 078 000	0	3 380 078 000	3 187 078 000	0	3 187 078 000	9 947 234 000	0	9 947 234 000
1110	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGST_SUITE	19 757 639 800	0	19 757 639 800	19 953 423 800	0	19 953 423 800	19 953 423 800	0	19 953 423 800	19 953 423 800	0	19 953 423 800	59 860 271 400	0	59 860 271 400
1111	Renforcement du dispositif institutionnel_DGME	281 617 000	0	281 617 000	361 410 000	0	361 410 000	361 410 000	0	361 410 000	361 410 000	0	361 410 000	1 084 230 000	0	1 084 230 000
1112	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGENA	497 646 000	0	497 646 000	538 501 000	0	538 501 000	535 189 000	0	535 189 000	538 501 000	0	538 501 000	1 612 191 000	0	1 612 191 000
1113	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGEPCA	450 048 000	0	450 048 000	494 362 000	0	494 362 000	494 362 000	0	494 362 000	494 362 000	0	494 362 000	1 483 086 000	0	1 483 086 000
1114	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1115	Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGRP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1116	Gestion des Ressources Financières et Matérielles du CDPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1117	Gestion des Ressources Financières et Matérielles du SCC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	GESTION STRATEGIQUE	297 472 000	1 159 986 200	1 457 458 200	681 260 000	3 451 000 000	4 132 260 000	681 260 000	2 242 000 000	2 923 260 000	681 260 000	1 380 000 000	2 061 260 000	2 043 780 000	7 073 000 000	9 116 780 000
1201	Planification et Programmation	0	1 159 986 200	1 159 986 200	0	3 451 000 000	3 451 000 000	0	2 242 000 000	2 242 000 000	0	1 380 000 000	1 380 000 000	0	7 073 000 000	7 073 000 000
1202	Gestion du Partenariat et de la Coopération	297 472 000	0	297 472 000	681 260 000	0	681 260 000	681 260 000	0	681 260 000	681 260 000	0	681 260 000	2 043 780 000	0	2 043 780 000
2	MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES	234 771 403 029	5 209 647 637	239 981 050 666	267 703 843 335	7 616 632 000	275 320 475 338	238 835 688 358	7 116 632 000	245 952 320 361	237 589 932 016	5 805 632 000	243 395 564 019	744 129 463 709	20 538 896 009	764 668 359 718
21	TENUE DES COMPTES DE L'ETAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2101	Transparence et qualité des comptes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE	320 000 000	3 946 647 637	4 266 647 637	320 000 000	6 346 632 000	6 666 632 000	320 000 000	5 846 632 000	6 166 632 000	320 000 000	4 536 632 000	4 856 632 000	960 000 000	16 729 896 009	17 689 896 009
2201	Mise en place de la BOP	320 000 000	1 916 647 637	2 236 647 637	320 000 000	2 216 647 637	2 536 647 637	320 000 000	1 716 647 637	2 036 647 637	320 000 000	1 716 647 637	2 036 647 637	960 000 000	5 649 942 911	6 609 942 911
2202	Amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat	0	770 000 000	770 000 000	0	770 000 000	770 000 000	0	770 000 000	770 000 000	0	770 000 000	770 000 000	0	2 310 000 000	2 310 000 000
2203	Normalisation des documents administratifs	0	1 260 000 000	1 260 000 000	0	3 359 984 366	3 359 984 366	0	3 359 984 366	3 359 984 366	0	2 049 984 366	2 049 984 366	0	8 769 953 098	8 769 953 098
23	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES NATIONALES	0	0	0	0	7 000 000	7 000 000	0	7 000 000	7 000 000	0	6 000 000	6 000 000	0	20 000 000	20 000 000
2301	Formation des gestionnaires des finances publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2302	Appui à la compétitivité	0	0	0	0	7 000 000	7 000 000	0	7 000 000	7 000 000	0	6 000 000	6 000 000	0	20 000 000	20 000 000
24	MAITRISE DES DEPENSES PUBLIQUES	234 451 403 029	1 263 000 000	235 714 403 029	267 383 843 335	1 263 000 000	268 646 843 335	238 515 688 358	1 263 000 000	239 778 688 358	237 269 932 016	1 263 000 000	238 532 932 016	743 169 463 709	3 789 000 000	746 958 463 709
2401	Gestion des dépenses d'eau et d'électricité	0	1 263 000 000	1 263 000 000	0	1 263 000 000	1 263 000 000	0	1 263 000 000	1 263 000 000	0	1 263 000 000	1 263 000 000	0	3 789 000 000	3 789 000 000
2402	Gestion des dépenses centralisées de personnel	139 576 132 029	0	139 576 132 029	172 515 394 335	0	172 515 394 335	143 647 239 358	0	143 647 239 358	145 855 486 216	0	145 855 486 216	462 018 119 909	0	462 018 119 909
2403	Gestion des dépenses immobilières, hospitalisation et humanisation	4 620 162 000	0	4 620 162 000	4 620 162 000	0	4 620 162 000	4 620 162 000	0	4 620 162 000	4 620 162 000	0	4 620 162 000	13 860 486 000	0	13 860 486 000
2404	Gestion des autres dépenses centralisées	90 255 109 000	0	90 255 109 000	90 248 287 000	0	90 248 287 000	90 248 287 000	0	90 248 287 000	86 794 283 800	0	86 794 283 800	267 290 857 800	0	267 290 857 800
3	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DE LA GRH	1 433 988 000	826 000 000	2 259 988 000	243 988 000	876 000 000	1 119 988 000	243 988 000	833 500 000	1 077 488 000	243 988 000	833 500 000	1 077 488 000	731 964 000	2 543 000 000	3 274 964 000
31	MAITRISE DES EFFECTIFS DES AGENTS CIVILS DE L'ETAT	1 425 752 000	450 000 000	1 875 752 000	235 752 000	500 000 000	735 752 000	235 752 000	457 500 000	693 252 000	235 752 000	457 500 000	693 252 000	707 256 000	1 415 000 000	2 122 256 000
3101	Gestion du fichier central de l'Etat	1 425 752 000	0	1 425 752 000	235 752 000	50 000 000	285 752 000	235 752 000	7 500 000	243 252 000	235 752 000	7 500 000	243 252 000	707 256 000	65 000 000	772 256 000
3102	Gestion des recrutements des agents	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3103	Départs volontaires des agents de l'Etat	0	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	1 350 000 000	1 350 000 000
32	FORMATIONS ET GESTION DES CARRIERES ADMINISTRATIVES DES AGENTS	8 236 000	376 000 000	384 236 000	8 236 000	376 000 000	384 236 000	8 236 000	376 000 000	384 236 000	8 236 000	376 000 000	384 236 000	24 708 000	1 128 000 000	1 152 708 000
3201	Formations des agents de l'Etat	0	376 000 000	376 000 000	0	376 000 000	376 000 000	0	376 000 000	376 000 000	0	376 000 000	376 000 000			

92 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		26 942 001 000	920 000 000	27 862 001 000	26 787 271 500	5 412 200 000	32 199 471 500	26 788 965 075	5 505 950 000	32 294 915 075	44 151 920 531	5 498 137 500	49 650 058 031	97 728 157 106	16 416 287 500	114 144 444 606
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	26 942 001 000	770 000 000	27 712 001 000	26 787 271 500	1 055 100 000	27 842 371 500	26 788 965 075	1 148 850 000	27 937 815 075	44 151 920 531	1 276 037 500	45 427 958 031	97 728 157 106	3 479 987 500	101 208 144 606
11	GESTION DES RESSOURCES	26 906 416 000	740 000 000	27 646 416 000	26 731 686 500	615 100 000	27 346 786 500	26 733 380 075	708 850 000	27 442 230 075	44 096 335 531	826 037 500	44 922 373 031	97 561 402 106	2 149 987 500	99 711 389 606
	1101 Ressources Humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1102 Ressources Matérielles et Financières	26 906 416 000	740 000 000	27 646 416 000	26 731 686 500	615 100 000	27 346 786 500	26 733 380 075	708 850 000	27 442 230 075	44 096 335 531	826 037 500	44 922 373 031	97 561 402 106	2 149 987 500	99 711 389 606
12	GESTION STRATEGIQUE	35 585 000	30 000 000	65 585 000	55 585 000	440 000 000	495 585 000	55 585 000	440 000 000	495 585 000	55 585 000	450 000 000	505 585 000	166 755 000	1 330 000 000	1 496 755 000
	1201 Planification et Programmation	0	30 000 000	30 000 000	0	440 000 000	440 000 000	0	440 000 000	440 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	1 330 000 000	1 330 000 000
	1202 Gestion de la Coopération et du Partenariat	35 585 000	0	35 585 000	55 585 000	0	55 585 000	55 585 000	0	55 585 000	55 585 000	0	55 585 000	166 755 000	0	166 755 000
2	RENFORCEMENT DES CAPACITES STRUCTURELLES EN MATIERE DE TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	0	150 000 000	150 000 000	0	4 357 100 000	4 357 100 000	0	4 357 100 000	4 357 100 000	0	4 222 100 000	4 222 100 000	0	12 936 300 000	12 936 300 000
21	PROMOTION DE L'EMPLOI	0	0	0	0	4 027 100 000	4 027 100 000	0	4 027 100 000	4 027 100 000	0	4 027 100 000	4 027 100 000	0	12 081 300 000	12 081 300 000
	2101 Insertion des groupes vulnérables	0	0	0	0	3 250 000 000	3 250 000 000	0	3 250 000 000	3 250 000 000	0	3 250 000 000	3 250 000 000	0	9 750 000 000	9 750 000 000
	2102 Mise en place d'un système d'information sur le marché	0	0	0	0	777 100 000	777 100 000	0	777 100 000	777 100 000	0	777 100 000	777 100 000	0	2 331 300 000	2 331 300 000
22	RENFORCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE	0	150 000 000	150 000 000	0	330 000 000	330 000 000	0	330 000 000	330 000 000	0	195 000 000	195 000 000	0	855 000 000	855 000 000
	2201 Extension de la protection sociale	0	150 000 000	150 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	90 000 000	90 000 000
	2202 Appui au système d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2203 Amélioration de la gouvernance des structures de protection sociale	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	165 000 000	165 000 000	0	765 000 000	765 000 000

52 Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		1 630 335 000	3 757 857 137	5 388 192 137	2 176 442 000	3 888 550 000	6 064 992 000	2 254 322 000	5 110 550 000	7 364 872 000	2 351 270 000	6 865 550 000	9 216 820 000	6 782 034 000	15 864 650 000	22 646 684 000
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	1 302 366 000	2 958 371 779	4 260 737 779	1 671 144 000	1 965 000 000	3 636 144 000	1 729 024 000	1 970 000 000	3 699 024 000	1 790 972 000	2 155 000 000	3 945 972 000	5 191 140 000	6 090 000 000	11 281 140 000
11	GESTION DES RESSOURCES	1 180 013 000	268 876 017	1 448 889 017	1 525 017 000	205 000 000	1 730 017 000	1 582 690 000	240 000 000	1 822 690 000	1 643 140 000	315 000 000	1 958 140 000	4 750 847 000	760 000 000	5 510 847 000
	1101 Gestion des ressources humaines	670 760 000	268 876 017	939 636 017	770 760 000	205 000 000	975 760 000	820 760 000	240 000 000	1 060 760 000	870 760 000	315 000 000	1 185 760 000	2 462 280 000	760 000 000	3 222 280 000
	1102 Gestion des ressources matérielles et financières	509 253 000	0	509 253 000	754 257 000	0	754 257 000	761 930 000	0	761 930 000	772 380 000	0	772 380 000	2 288 567 000	0	2 288 567 000
12	GESTION STRATEGIQUE	122 353 000	2 689 495 762	2 811 848 762	146 127 000	1 760 000 000	1 906 127 000	146 334 000	1 730 000 000	1 876 334 000	147 832 000	1 840 000 000	1 987 832 000	440 293 000	5 330 000 000	5 770 293 000
	1201 Planification et programmation	0	2 689 495 762	2 689 495 762	0	1 760 000 000	1 760 000 000	0	1 730 000 000	1 730 000 000	0	1 840 000 000	1 840 000 000	0	5 330 000 000	5 330 000 000
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	122 353 000	0	122 353 000	146 127 000	0	146 127 000	146 334 000	0	146 334 000	147 832 000	0	147 832 000	440 293 000	0	440 293 000
2	PROMOTION DES PME-PMI	284 969 000	432 062 191	717 031 191	378 298 000	1 068 550 000	1 446 848 000	378 298 000	1 350 550 000	1 728 848 000	378 298 000	1 775 550 000	2 153 848 000	1 134 894 000	4 194 650 000	5 329 544 000
21	PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL	284 969 000	315 675 167	600 644 167	378 298 000	858 550 000	1 236 848 000	378 298 000	1 130 550 000	1 508 848 000	378 298 000	1 525 550 000	1 903 848 000	1 134 894 000	3 514 650 000	4 649 544 000
	2101 Protection des PME-PMI nationales	0	0	0	0	90 000 000	90 000 000	0	115 000 000	115 000 000	0	130 000 000	130 000 000	0	335 000 000	335 000 000
	2102 Facilitation de l'accès au financement des activités des PME-PMI	18 969 000	0	18 969 000	18 969 000	0	18 969 000	18 969 000	0	18 969 000	18 969 000	0	18 969 000	56 907 000	0	56 907 000
	2103 Appui au développement local	11 000 000	162 932 000	173 932 000	14 500 000	170 000 000	184 500 000	14 500 000	210 000 000	224 500 000	14 500 000	330 000 000	344 500 000	43 500 000	710 000 000	753 500 000
	2104 Vulgarisation de l'entrepreneuriat	255 000 000	152 743 167	407 743 167	344 829 000	598 550 000	943 379 000	344 829 000	805 550 000	1 150 379 000	344 829 000	1 065 550 000	1 410 379 000	1 034 487 000	2 469 650 000	3 504 137 000
22	AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES PME-PMI	0	116 387 024	116 387 024	0	210 000 000	210 000 000	0	220 000 000	220 000 000	0	250 000 000	250 000 000	0	680 000 000	680 000 000
	2201 Amélioration de l'environnement des affaires	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	60 000 000	60 000 000	0	110 000 000	110 000 000
	2202 Appui au PME-PMI gabonaise	0	116 387 024	116 387 024	0	190 000 000	190 000 000	0	190 000 000	190 000 000	0	190 000 000	190 000 000	0	570 000 000	570 000 000
3	PROMOTION DES METIERS DE L'ARTISANAT GABONAIS	43 000 000	367 423 167	410 423 167	127 000 000	855 000 000	982 000 000	147 000 000	1 790 000 000	1 937 000 000	182 000 000	2 935 000 000	3 117 000 000	456 000 000	5 580 000 000	6 036 000 000
31	APPUI A LA PRODUCTION ARTISANALE	0	199 371 167	199 371 167	80 000 000	745 000 000	825 000 000	80 000 000	1 580 000 000	1 660 000 000	80 000 000	2 645 000 000	2 725 000 000	240 000 000	4 970 000 000	5 210 000 000
	3101 Promotion de l'artisanat gabonais	0	0	0	80 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	240 000 000	0	240 000 000
	3102 Création des villages artisanaux	0	135 000 000	135 000 000	0	540 000 000	540 000 000	0	1 340 000 000	1 340 000 000	0	2 340 000 000	2 340 000 000	0	4 220 000 000	4 220 000 000
	3103 Renforcement des équipements des unités de production	0	64 371 167	64 371 167	0	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	120 000 000	0	360 000 000	360 000 000
	3104 Vulgarisation des métiers de l'artisanat	0	0	0	0	55 000 000	55 000 000	0	55 000 000	55 000 000	0	85 000 000	85 000 000	0	195 000 000	195 000 000
	3105 Protection du secteur de l'artisanat	0	0	0	0	30 000 000	30 000 000	0	65 000 000	65 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	195 000 000	195 000 000
32	PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE	43 000 000	168 052 000	211 052 000	47 000 000	110 000 000	157 000 000	67 000 000	210 000 000	277 000 000	102 000 000	290 000 000	392 000 000	216 000 000	610 000 000	826 000 000
	3201 Renforcement des capacités des acteurs de l'économie sociale	39 000 000	85 000 000	124 000 000	39 000 000	40 000 000	79 000 000	59 000 000	140 000 000	199 000 000	94 000 000	220 000 000	314 000 000	192 000 000	400 000 000	592 000 000
	3202 Amélioration de l'accès au commerce équitable	4 000 000	83 052 000	87 052 000	8 000 000	70 000 000	78 000 000	8 000 000	70 000 000	78 000 000	8 000 000	70 000 000	78 000 000	24 000 000	210 000 000	247 000 000

21 Ministère des Relations avec le Parlement & Institutions Constitutionnelles, Intégration régionale

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		1 432 951 286	845 650 000	2 278 601 286	2 819 678 406	2 037 725 000	4 857 403 406	2 974 551 720	2 306 750 000	5 281 301 720	4 143 585 720	2 006 450 000	6 150 035 720	9 937 815 846	6 350 925 000	16 288 740 846
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	1 432 951 286	845 650 000	2 278 601 286	1 849 478 406	1 654 725 000	3 504 203 406	2 367 351 720	2 306 750 000	4 674 101 720	3 606 885 720	2 006 450 000	5 613 335 720	7 823 715 846	5 967 925 000	13 791 640 846
11	GESTION DES RESSOURCES	1 432 951 286	845 650 000	2 278 601 286	1 849 478 406	1 584 775 000	3 434 253 406	2 367 351 720	2 246 750 000	4 614 101 720	3 606 885 720	1 936 500 000	5 543 385 720	7 823 715 846	5 768 025 000	13 591 740 846
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1102 Gestion des Ressources Financières et Matérielles	1 432 951 286	845 650 000	2 278 601 286	1 849 478 406	1 584 775 000	3 434 253 406	2 367 351 720	2 246 750 000	4 614 101 720	3 606 885 720	1 936 500 000	5 543 385 720	7 823 715 846	5 768 025 000	13 591 740 846
12	GESTION STRATEGIQUE	0	0	0	0	69 950 000	69 950 000	0	60 000 000	60 000 000	0	69 950 000	69 950 000	0	199 900 000	199 900 000
	1201 Planification et Programmation	0	0	0	0	69 950 000	69 950 000	0	60 000 000	60 000 000	0	69 950 000	69 950 000	0	199 900 000	199 900 000
	1202 Gestion de la Coopération et Partenariat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES	0	0	0	65 500 000	0	65 500 000	53 000 000	0	53 000 000	63 000 000	0	63 000 000	181 500 000	0	181 500 000
21	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	0	0	0	50 500 000	0	50 500 000	48 000 000	0	48 000 000	48 000 000	0	48 000 000	146 500 000	0	146 500 000
	2101 Renforcement des Capacités	0	0	0	14 500 000	0	14 500 000	14 500 000	0	14 500 000	14 500 000	0	14 500 000	43 500 000	0	43 500 000
	2102 Suivi des Travaux Parlementaires	0	0	0	26 000 000	0	26 000 000	23 500 000	0	23 500 000	23 500 000	0	23 500 000	73 000 000	0	73 000 000
	2103 Evaluation de la Politique Législative du Gouvernement	0	0	0	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	30 000 000	0	30 000 000
22	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000	5 000 000	0	5 000 000	15 000 000	0	15 000 000	35 000 000	0	35 000 000
	2201 Renforcement des Capacités	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000	5 000 000	0	5 000 000	15 000 000	0	15 000 000	35 000 000	0	35 000 000
	2202 Suivi des Relations entre le Gouvernement et les Institutions Constitutionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2203 Suivi des Relations entre le Gouvernement et les autres Institutions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	PROMOTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0	0	689 400 000	383 000 000	1 072 400 000	328 400 000	0	328 400 000	318 400 000	0	318 400 000	1 336 200 000	383 000 000	1 719 200 000
31	INTEGRATION REGIONALE ET SOUS REGIONALE	0	0	0	689 400 000	383 000 000	1 072 400 000	328 400 000	0	328 400 000	318 400 000	0	318 400 000	1 336 200 000	383 000 000	1 719 200 000
	3101 Intégration Africaine	0	0	0	198 900 000	0	198 900 000	95 400 000	0	95 400 000	85 400 000	0	85 400 000	379 700 000	0	379 700 000
	3102 Intégration Sous Régionale	0	0	0	490 500 000	0	490 500 000	233 000 000	0	233 000 000	233 000 000	0	233 000 000	956 500 000	0	956 500 000
	3103 Promotion de l'image du pays	0	0	0	0	383 000 000	383 000 000	0	0	0	0	0	0	383 000 000	383 000 000	
4	RENFORCEMENT DES DROITS DE L'HOMME	0	0	0	215 300 000	0	215 300 000	225 800 000	0	225 800 000	155 300 000	0	155 300 000	596 400 000	0	596 400 000
41	PROMOTION DE LA CULTURE DES DROITS DE L'HOMME	0	0	0	215 300 000	0	215 300 000	225 800 000	0	225 800 000	155 300 000	0	155 300 000	596 400 000	0	596 400 000
	4101 Promotion de la connaissance des Droits de l'Homme	0	0	0	75 800 000	0	75 800 000	75 800 000	0	75 800 000	75 800 000	0	75 800 000	227 400 000	0	227 400 000
	4102 Appui aux droits des personnes et groupes vulnérables (Femme, enfant, personne handicapé)	0	0	0	139 500 000	0	139 500 000	150 000 000	0	150 000 000	79 500 000	0	79 500 000	369 000 000	0	369 000 000

85 Culture, Arts et Education Populaire
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		3 904 253 480	1 350 000 000	5 254 253 480	11 779 311 600	83 239 494 979	95 018 806 579	10 035 567 000	87 477 978 500	97 513 545 500	9 522 338 000	89 956 978 500	99 479 316 500	31 337 216 600	260 674 451 979	292 011 668 579
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE	2 974 487 480	0	2 974 487 480	3 189 266 600	0	3 189 266 600	3 216 463 000	0	3 216 463 000	3 220 413 000	0	3 220 413 000	9 626 142 600	0	9 626 142 600
11	GESTION DES RESSOURCES	2 774 987 480	0	2 774 987 480	2 972 566 600	0	2 972 566 600	2 999 763 000	0	2 999 763 000	3 003 713 000	0	3 003 713 000	8 976 042 600	0	8 976 042 600
	1101 Cabinet du Ministre : Gestion des ressources financières, budgétaires et patrimoniales	0	0	0	27 105 000	0	27 105 000	27 105 000	0	27 105 000	27 105 000	0	27 105 000	81 315 000	0	81 315 000
	1102 Fonctionnement des Services centraux de la Culture	2 774 987 480	0	2 774 987 480	2 945 461 600	0	2 945 461 600	2 972 658 000	0	2 972 658 000	2 976 608 000	0	2 976 608 000	8 894 727 600	0	8 894 727 600
12	GESTION STRATEGIQUE	199 500 000	0	199 500 000	216 700 000	0	216 700 000	216 700 000	0	216 700 000	216 700 000	0	216 700 000	650 100 000	0	650 100 000
	1201 Gestion de la coopération et des Partenariats secteur Culture	199 500 000	0	199 500 000	216 700 000	0	216 700 000	216 700 000	0	216 700 000	216 700 000	0	216 700 000	650 100 000	0	650 100 000
2	RAYONNEMENT DE LA CULTURE GABONAISE	929 766 000	1 350 000 000	2 279 766 000	8 590 045 000	83 239 494 979	91 829 539 979	6 819 104 000	87 477 978 500	94 297 082 500	6 301 925 000	89 956 978 500	96 258 903 500	21 711 074 000	260 674 451 979	282 385 525 979
21	RENFORCEMENT DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE	0	0	0	915 000 000	0	915 000 000	310 000 000	0	310 000 000	0	0	0	1 225 000 000	0	1 225 000 000
	2101 Définition des grands axes de la politique culturelle, des arts et Education populaire	0	0	0	25 000 000	0	25 000 000	0	0	0	0	0	0	25 000 000	0	25 000 000
	2102 Redéfinition du cadre juridique et fiscal	0	0	0	390 000 000	0	390 000 000	310 000 000	0	310 000 000	0	0	0	700 000 000	0	700 000 000
	2103 Renforcement du dispositif institutionnel	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000
22	RENFORCEMENT DES CAPACITES	129 625 000	1 350 000 000	1 479 625 000	373 345 000	59 099 416 479	59 472 761 479	254 404 000	62 850 000 000	63 104 404 000	272 225 000	65 229 000 000	65 501 225 000	899 974 000	187 178 416 479	188 078 390 479
	2201 Réhabilitation des infrastructures culturelles et artistiques existantes	0	100 000 000	100 000 000	0	5 325 000 000	5 325 000 000	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	4 400 000 000	4 400 000 000	0	14 725 000 000	14 725 000 000
	2202 Construction d'infrastructures culturelles et artistiques	0	1 200 000 000	1 200 000 000	0	52 320 000 000	52 320 000 000	0	57 250 000 000	57 250 000 000	0	60 600 000 000	60 600 000 000	0	170 170 000 000	170 170 000 000
	2203 Développement des équipements	0	50 000 000	50 000 000	48 900 000	1 454 416 479	1 503 316 479	0	600 000 000	600 000 000	0	229 000 000	229 000 000	48 900 000	2 283 416 479	2 332 316 479
	2204 Gestion des ressources humaines	0	0	0	95 000 000	0	95 000 000	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	135 000 000	0	135 000 000
	2205 Gestion des établissements culturels et artistiques	129 625 000	0	129 625 000	229 445 000	0	229 445 000	234 404 000	0	234 404 000	252 225 000	0	252 225 000	716 074 000	0	716 074 000
23	PATRIMOINE CULTUREL ET CREATION ARTISTIQUE	800 141 000	0	800 141 000	7 120 500 000	24 127 978 500	31 248 478 500	6 197 500 000	24 627 978 500	30 825 478 500	5 972 500 000	24 727 978 500	30 700 478 500	19 290 500 000	73 483 935 500	92 774 435 500
	2301 Conservation et sauvegarde du patrimoine culturel	50 000 000	0	50 000 000	1 550 000 000	0	1 550 000 000	750 000 000	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	3 050 000 000	0	3 050 000 000
	2302 Diffusion et vulgarisation de la culture et des arts	602 500 000	0	602 500 000	1 414 500 000	22 827 978 500	24 242 478 500	1 639 500 000	23 327 978 500	24 967 478 500	1 814 500 000	23 827 978 500	25 642 478 500	4 868 500 000	69 983 935 500	74 852 435 500
	2303 Transmission des savoirs culturels, recherche culturelle et artistique	0	0	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000
	2304 Appui aux acteurs culturels, aux artistes et aux intellectuels	147 641 000	0	147 641 000	2 656 000 000	0	2 656 000 000	2 558 000 000	0	2 558 000 000	2 158 000 000	0	2 158 000 000	7 372 000 000	0	7 372 000 000
	2305 Promotion des contenus culturels locaux et rayonnement international	0	0	0	500 000 000	1 300 000 000	1 800 000 000	250 000 000	1 300 000 000	1 550 000 000	250 000 000	900 000 000	1 150 000 000	1 000 000 000	3 500 000 000	4 500 000 000
24	EDUCATION POPULAIRE	0	0	0	181 200 000	12 100 000	193 300 000	57 200 000	0	57 200 000	57 200 000	0	57 200 000	295 600 000	12 100 000	307 700 000
	2401 Alphabétisation	0	0	0	105 200 000	12 100 000	117 300 000	41 200 000	0	41 200 000	41 200 000	0	41 200 000	187 600 000	12 100 000	199 700 000
	2402 Mobilisation sociale	0	0	0	76 000 000	0	76 000 000	16 000 000	0	16 000 000	16 000 000	0	16 000 000	108 000 000	0	108 000 000

64 Ministère de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		47 906 469 008	159 671 850 000	207 578 319 008	64 514 413 736	646 107 330 000	710 621 743 736	71 144 209 504	494 207 120 000	565 351 329 504	76 758 079 504	449 450 720 000	526 208 799 504	212 416 702 744	1 589 765 170 000	1 802 181 872 744
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	47 906 469 008	500 000 000	48 406 469 008	57 514 413 736	2 080 000 000	59 594 413 736	63 144 209 504	1 805 000 000	64 949 209 504	68 758 079 504	1 090 000 000	69 848 079 504	189 416 702 744	4 975 000 000	194 391 702 744
11	GESTION DES RESSOURCES	47 906 469 008	0	47 906 469 008	57 014 413 736	0	57 014 413 736	62 644 209 504	0	62 644 209 504	68 258 079 504	0	68 258 079 504	187 916 702 744	0	187 916 702 744
	1101 Gestion des ressources humaines	0	0	0	60 000 000	0	60 000 000	69 000 000	0	69 000 000	77 000 000	0	77 000 000	206 000 000	0	206 000 000
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles	47 906 469 008	0	47 906 469 008	56 954 413 736	0	56 954 413 736	62 575 209 504	0	62 575 209 504	68 181 079 504	0	68 181 079 504	187 710 702 744	0	187 710 702 744
12	GESTION STRATEGIQUE	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	2 080 000 000	2 580 000 000	500 000 000	1 805 000 000	2 305 000 000	500 000 000	1 090 000 000	1 590 000 000	1 500 000 000	4 975 000 000	6 475 000 000
	1201 Plannification et programmation	0	500 000 000	500 000 000	0	2 080 000 000	2 080 000 000	0	1 805 000 000	1 805 000 000	0	1 090 000 000	1 090 000 000	0	4 975 000 000	4 975 000 000
	1202 Gestion du partenariat et de la coopération	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000
2	DEVELOPPEMENT ET ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER INTERURBAIN	0	128 527 910 000	128 527 910 000	0	531 010 720 000	531 010 720 000	0	399 982 720 000	399 982 720 000	0	380 460 720 000	380 460 720 000	0	1 311 454 160 000	1 311 454 160 000
21	ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2101 Entretien des routes bitumées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2102 Entretien des routes en terre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2103 Entretien des ouvrages de franchissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2104 Protection du patrimoine routier national	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2105 Fonctionnement du FER II	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER	0	12 458 410 000	12 458 410 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	3 750 000 000	3 750 000 000
	2201 Réhabilitation des routes bitumées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2202 Réhabilitation des routes en terre	0	12 458 410 000	12 458 410 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	3 750 000 000	3 750 000 000
23	AMENAGEMENT DU RESEAU ROUTIER	0	116 069 500 000	116 069 500 000	0	528 860 720 000	528 860 720 000	0	398 382 720 000	398 382 720 000	0	380 460 720 000	380 460 720 000	0	1 307 704 160 000	1 307 704 160 000
	2301 Bitumage du réseau routier	0	112 610 330 000	112 610 330 000	0	490 160 720 000	490 160 720 000	0	352 682 720 000	352 682 720 000	0	336 260 720 000	336 260 720 000	0	1 179 104 160 000	1 179 104 160 000
	2302 Construction d'ouvrages de franchissement	0	3 459 170 000	3 459 170 000	0	38 700 000 000	38 700 000 000	0	45 700 000 000	45 700 000 000	0	44 200 000 000	44 200 000 000	0	128 600 000 000	128 600 000 000
3	DEVELOPPEMENT ET ENTRETIEN DES VOIRIES URBAINES	0	13 455 420 000	13 455 420 000	7 000 000 000	39 600 000 000	46 600 000 000	8 000 000 000	39 600 000 000	47 600 000 000	8 000 000 000	39 600 000 000	47 600 000 000	23 000 000 000	118 800 000 000	141 800 000 000
31	ENTRETIEN DES VOIRIES URBAINES	0	0	0	7 000 000 000	0	7 000 000 000	8 000 000 000	0	8 000 000 000	8 000 000 000	0	8 000 000 000	23 000 000 000	0	23 000 000 000
	3101 Entretien des voiries bitumées	0	0	0	5 500 000 000	0	5 500 000 000	6 500 000 000	0	6 500 000 000	6 500 000 000	0	6 500 000 000	18 500 000 000	0	18 500 000 000
	3102 Entretien des voiries en terre	0	0	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000
32	REHABILITATION DES VOIRIES URBAINES	0	13 455 420 000	13 455 420 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	118 800 000 000	118 800 000 000
	3201 Réhabilitation des voiries bitumées	0	13 455 420 000	13 455 420 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	39 600 000 000	39 600 000 000	0	118 800 000 000	118 800 000 000
33	AMENAGEMENT DES VOIRIES URBAINES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3301 Bitumage des voiries urbaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	0	0	0	36 100 000 000	36 100 000 000	0	22 500 000 000	22 500 000 000	0	0	0	0	58 600 000 000	58 600 000 000
41	ENTRETIEN DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
	4101 Entretien des bâtiments ministériels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	4102 Entretien des équipements collectifs	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
42	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	0	0	0	35 950 000 000	35 950 000 000	0	22 350 000 000	22 350 000 000	0	0	0	0	58 300 000 000	58 300 000 000
	4201 Construction de bâtiments ministériels	0	0	0	0	26 950 000 000	26 950 000 000	0	15 750 000 000	15 750 000 000	0	0	0	0	42 700 000 000	42 700 000 000
	4202 Construction d'équipements collectifs	0	0	0	0	9 000 000 000	9 000 000 000	0	6 600 000 000	6 600 000 000	0	0	0	0	15 600 000 000	15 600 000 000
5	AMELIORATION DES CONDITIONS DE SALUBRITE EN MILIEU URBAIN	0	14 580 110 000	14 580 110 000	0	29 716 610 000	29 716 610 000	0	26 319 400 000	26 319 400 000	0	25 800 000 000	25 800 000 000	0	81 836 010 000	81 836 010 000
51	AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EVACUATION DES EAUX USEES	0	0	0	0	727 210 000	727 210 000	0	0	0	0	0	0	0	727 210 000	727 210 000
	5101 Entretien des ouvrages d'évacuation et d'épuration des eaux usées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5102 Construction d'ouvrages d'évacuation et d'épuration des eaux usées	0	0	0	0	727 210 000	727 210 000	0	0	0	0	0	0	0	727 210 000	727 210 000
52	AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES	0	14 580 110 000	14 580 110 000	0	28 989 400 000	28 989 400 000	0	26 319 400 000	26 319 400 000	0	25 800 000 000	25 800 000 000	0	81 108 800 000	81 108 800 000
	5201 Entretien des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales	0	0	0	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 750 000 000	1 750 000 000	0	1 750 000 000	1 750 000 000	0	5 200 000 000	5 200 000 000
	5202 Construction d'ouvrages d'évacuation des eaux pluviales	0	14 580 110 000	14 580 110 000	0	27 289 400 000	27 289 400 000	0	24 569 400 000	24 569 400 000	0	24 050 000 000	24 050 000 000	0	75 908 800 000	75 908 800 000
53	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRAITEMENT DES ORDURES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5301 Entretien et réhabilitation du système de traitement des ordures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	5302 Construction du système de traitement des ordures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	GESTION DE LA POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0	2 608 410 000	2 608 410 000	0	7 600 000 000	7 600 000 000	0	4 000 000 000	4 000 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	14 100 000 000	14 100 000 000
61	RESTRUCTURATION DE L'ESPACE NATIONAL	0	2 608 410 000	2 608 410 000	0	6 500 000 000	6 500 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	11 000 000 000	11 000 000 000
	6101 Stratégie d'aménagement et de développement du territoire au niveau national et régional	0	500 000 000	500 000 000	0	6 000 000 000	6 000 000 000	0	2 50							

61 Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Total	
Total		6 436 628 320	26 575 519 000	33 012 147 320	5 952 587 409	60 480 140 000	66 432 727 409	11 293 179 164	63 221 674 700	74 514 853 864	11 538 615 945	56 263 530 450	67 002 146 395	28 784 382 518	179 965 345 150	208 749 727 660
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	6 436 628 320	110 000 000	6 546 628 320	5 952 587 409	101 000 000	6 053 587 409	11 293 179 164	106 000 000	11 399 179 164	11 538 615 945	0	11 538 615 945	28 784 382 518	207 000 000	28 991 382 518
11	GESTION DES RESSOURCES	6 067 706 320	0	6 067 706 320	5 530 665 409	0	5 530 665 409	10 871 257 164	0	10 871 257 164	11 116 693 945	0	11 116 693 945	27 518 616 518	0	27 518 616 518
	1101 Gestion des ressources humaines	41 318 000	0	41 318 000	11 318 000	0	11 318 000	42 118 000	0	42 118 000	42 118 000	0	42 118 000	95 554 000	0	95 554 000
	1102 Gestion des ressources matérielles et Financières des Services Centraux 1	645 447 280	0	645 447 280	1 411 168 780	0	1 411 168 780	1 665 646 382	0	1 665 646 382	1 715 705 759	0	1 715 705 759	4 792 520 921	0	4 792 520 921
	1103 Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Centraux 2	4 269 532 040	0	4 269 532 040	2 331 766 691	0	2 331 766 691	7 251 398 941	0	7 251 398 941	7 388 303 191	0	7 388 303 191	16 971 468 823	0	16 971 468 823
	1104 Gestion des Ressources matérielles et Financières des Services Déconcentrés 1	744 610 000	0	744 610 000	882 331 938	0	882 331 938	959 025 691	0	959 025 691	961 358 937	0	961 358 937	2 802 716 566	0	2 802 716 566
	1105 Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Déconcentrés 2	253 841 000	0	253 841 000	801 097 000	0	801 097 000	858 935 150	0	858 935 150	914 075 058	0	914 075 058	2 574 107 208	0	2 574 107 208
	1106 Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Déconcentrés 3	112 958 000	0	112 958 000	92 983 000	0	92 983 000	94 133 000	0	94 133 000	95 133 000	0	95 133 000	282 249 000	0	282 249 000
12	GESTION STRATEGIQUE	368 922 000	110 000 000	478 922 000	421 922 000	101 000 000	522 922 000	421 922 000	106 000 000	527 922 000	421 922 000	0	421 922 000	1 265 766 000	207 000 000	1 472 766 000
	1201 Planification des programmes	0	110 000 000	110 000 000	0	101 000 000	101 000 000	0	106 000 000	106 000 000	0	0	0	0	207 000 000	1 265 766 000
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	368 922 000	0	368 922 000	421 922 000	0	421 922 000	421 922 000	0	421 922 000	421 922 000	0	421 922 000	1 265 766 000	0	1 265 766 000
2	AGRICULTURE	18 758 109 000	0	18 758 109 000	34 054 056 000	0	34 054 056 000	36 794 421 700	0	36 794 421 700	31 750 087 450	0	31 750 087 450	102 598 565 150	0	102 598 565 150
21	SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	16 217 156 000	0	16 217 156 000	16 217 156 000	0	16 217 156 000	15 139 287 450	0	15 139 287 450	51 703 965 150	0	51 703 965 150
	2101 Appui à la production des cultures maraichères, fruitières et céréalières	0	3 414 970 000	3 414 970 000	11 487 015 000	0	11 487 015 000	16 127 991 700	0	16 127 991 700	11 744 867 450	0	11 744 867 450	39 359 874 150	0	39 359 874 150
	2102 Appui à la production des cultures vivrières	0	2 493 139 000	2 493 139 000	0	4 730 141 000	4 730 141 000	0	4 219 530 000	4 219 530 000	0	3 394 420 000	3 394 420 000	0	12 344 091 000	12 344 091 000
	2103 Appui à la production et à la diffusion des semences	0	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2104 Appui à la transformation des produits agricoles	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	APPUI A LA REHABILITATION DES STRUCTURES DE PRODUCTION DES CULTURES DE RENTE	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2201 Travaux de réaménagement et déquipement des structures	0	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2202	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	PRODUCTION INTENSIVE	0	0	0	3 426 900 000	0	3 426 900 000	3 426 900 000	0	3 426 900 000	3 426 900 000	0	2 810 800 000	2 810 800 000	0	9 664 600 000
	2301 Mise en place d'un cadre attractif pour le sous-secteur agricole	0	0	0	3 426 900 000	0	3 426 900 000	3 426 900 000	0	3 426 900 000	3 426 900 000	0	2 810 800 000	2 810 800 000	0	9 664 600 000
	2302 Initiation aux nouveaux itinéraires techniques d'agriculture intensive (fermes pilotes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	AMENAGER LES TERRES AGRICOLES ET DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ASSOCIEES	0	0	0	2 710 000 000	0	2 710 000 000	2 710 000 000	0	2 710 000 000	4 150 000 000	0	5 650 000 000	5 650 000 000	0	12 510 000 000
	2401 Inventaire, caractérisation et aménagement des terres agricoles	0	0	0	2 710 000 000	0	2 710 000 000	2 710 000 000	0	4 150 000 000	4 150 000 000	0	5 650 000 000	5 650 000 000	0	12 510 000 000
25	ACCROITRE LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	10 000 000 000	10 000 000 000	0	9 200 000 000	9 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	9 200 000 000	9 200 000 000
	2501 Développement de l'Agriculture Periurbaine et des Cultures Vivrières Intensives	0	10 000 000 000	10 000 000 000	0	9 200 000 000	9 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	9 200 000 000	9 200 000 000
26	DEVELOPPER LES FILIERES AGROINDUSTRIELLES D'EXPORTATION	0	0	0	2 200 000 000	0	2 200 000 000	2 200 000 000	0	8 650 000 000	8 650 000 000	0	8 150 000 000	8 150 000 000	0	19 000 000 000
	2601 Développement des filières agricoles d'exportation	0	0	0	2 200 000 000	0	2 200 000 000	2 200 000 000	0	8 650 000 000	8 650 000 000	0	8 150 000 000	8 150 000 000	0	19 000 000 000
27	DEVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE (RECHERCHE)	0	0	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	220 000 000	220 000 000	0	0	0	520 000 000	520 000 000
	2701 Développement de la formation professionnelle et de l'insertion	0	0	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	220 000 000	220 000 000	0	0	0	520 000 000	520 000 000
	2702 Appui à la recherche agricole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	ELEVAGE	0	1 420 000 000	1 420 000 000	18 962 874 000	0	18 962 874 000	18 962 874 000	0	21 256 883 000	21 256 883 000	0	21 195 603 000	21 195 603 000	0	61 415 360 000
	31 SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 420 000 000	1 420 000 000	0	16 947 474 000	16 947 474 000	0	19 241 483 000	19 241 483 000	0	19 180 203 000	19 180 203 000	0	55 369 160 000	55 369 160 000
	3101 Appui à la production bovine et ruminants	0	1 420 000 000	1 420 000 000	0	16 947 474 000	16 947 474 000	0	19 241 483 000	19 241 483 000	0	19 180 203 000	19 180 203 000	0	55 369 160 000	55 369 160 000
	3102 Appui à la transformation des produits d'élevage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	PRODUCTION INTENSIVE	0	0	0	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	6 046 200 000
	3201 Mise en place d'un cadre attractif du sous-secteur élevage	0	0	0	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	2 015 400 000	2 015 400 000	0	6 046 200 000
	3202 Initiation aux nouveaux itinéraires techniques en élevage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4	PÊCHE ET AQUACULTURE	0	6 127 410 000	6 127 410 000	5 521 870 000	0	5 521 870 000	4 729 030 000	0	4 729 030 000	2 982 500 000	0	2 982 500 000	13 233 400 000	0	13 233 400 000
41	SECURITE ALIMENTAIRE	0	6 127 410 000	6 127 410 000	718 700 000	0	718 700 000	678 680 000	0	678 680 000	44 000 000	0	44 000 000	1 441 380 000	0	1 441 380 000
	4101 Développement de l'aquaculture	0	0	0	213 700 000	0	213 700 000	178 680 000	0	178 680 000	44 000 000	0	44 000 000	436 380 000	0	436 380 000
	4102 Développement de la pêche	0	150 000 000	150 000 000	0	505 000 000	505 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	0	0	1 005 000 000	1 005 000 000	
	4103 Transformation des produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	4104 Développement du secteur pêche et aquaculture	0	5 977 410 000	5 977 410 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
42	APPUI A LA REHABILITATION DES FERMES PISCICOLLES	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	106 000 000	0	106 000 000	106 000 000	0	106 000 000	362 000 000	0	362 000 000
	4201 Travaux de réaménagement et équipement des structures	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	106 000 000	0	106 000 000	106 000 000	0	106 000 000	362 000 000	0	362 000 000
43	PRODUCTION INTENSIVE	0	0	0	3 221 170 000	0	3 221 170 000	2 665 350 000	0	2 665 350 000	2 484 500 00					

15 Primature

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		8 338 857 000	2 371 849 000	10 710 706 000	9 075 099 950	13 863 102 195	22 938 202 145	10 537 638 000	6 942 962 366	17 480 600 366	11 160 788 000	8 942 962 366	20 103 750 366	30 773 525 950	29 749 026 927	60 522 552 877
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA PRIMATURE	8 338 857 000	2 276 198 000	10 615 055 000	9 075 099 950	3 340 330 829	12 415 430 779	10 537 638 000	2 065 500 000	12 603 138 000	11 160 788 000	2 065 500 000	13 226 288 000	30 773 525 950	7 471 330 829	38 244 856 779
11	GESTION ADMINISTRATIVE DE LA PRIMATURE	8 338 857 000	2 276 198 000	10 615 055 000	9 075 099 950	3 340 330 829	12 415 430 779	10 537 638 000	2 065 500 000	12 603 138 000	11 160 788 000	2 065 500 000	13 226 288 000	30 773 525 950	7 471 330 829	38 244 856 779
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0	0	0	0	60 480 000	60 480 000	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000	0	160 480 000	160 480 000
	1102 Gestion des Ressources de Fonctionnement des Services du Premier Ministre	8 338 857 000	0	8 338 857 000	9 075 099 950	0	9 075 099 950	10 537 638 000	0	10 537 638 000	11 160 788 000	0	11 160 788 000	30 773 525 950	0	30 773 525 950
	1103 Gestion des ressources matérielles et financières	0	2 276 198 000	2 276 198 000	0	3 189 850 829	3 189 850 829	0	1 925 200 000	1 925 200 000	0	1 925 200 000	1 925 200 000	0	7 040 250 829	7 040 250 829
	1104 Planification et programmation stratégique	0	0	0	0	90 000 000	90 000 000	0	90 300 000	90 300 000	0	90 300 000	90 300 000	0	270 600 000	270 600 000
2	PROMOTION DE L'EFFICACITE ET DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION PUBLIQUE	0	0	0	0	4 763 184 366	4 763 184 366	0	4 457 875 366	4 457 875 366	0	6 457 875 366	6 457 875 366	0	15 678 935 098	15 678 935 098
21	GENERALISATION DE LA COLLECTE ET DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE	0	0	0	0	2 155 000 000	2 155 000 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	4 150 000 000	4 150 000 000	0	8 455 000 000	8 455 000 000
	2101 Mise en place de structures déconcentrés de collecte et de diffusion de l'information	0	0	0	0	2 005 000 000	2 005 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	4 000 000 000	4 000 000 000	0	8 005 000 000	8 005 000 000
	2102 Modernisation du fonctionnement des structures de l'Etat	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	450 000 000	450 000 000
22	RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES SERVICES PUBLICS	0	0	0	0	2 608 184 366	2 608 184 366	0	2 307 875 366	2 307 875 366	0	2 307 875 366	2 307 875 366	0	7 223 935 098	7 223 935 098
	2201 Promotion de la bonne gouvernance et intensification de la lutte contre la corruption	0	0	0	0	308 200 000	308 200 000	0	308 200 000	308 200 000	0	308 200 000	308 200 000	0	924 600 000	924 600 000
	2202 Renforcement du cadre législatif et réglementaire	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000
	2203 Communication gouvernementale	0	0	0	0	1 899 984 366	1 899 984 366	0	1 699 675 366	1 699 675 366	0	1 699 675 366	1 699 675 366	0	5 299 335 098	5 299 335 098
3	AMELIORATION DE LA CONCEPTION DES POLITIQUES DE LA VILLE	0	95 651 000	95 651 000	0	5 759 587 000	5 759 587 000	0	419 587 000	419 587 000	0	419 587 000	419 587 000	0	6 598 761 000	6 598 761 000
31	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DES ESPACES URBAINS	0	95 651 000	95 651 000	0	5 759 587 000	5 759 587 000	0	419 587 000	419 587 000	0	419 587 000	419 587 000	0	6 598 761 000	6 598 761 000
	3101 Réforme du cadre juridique et réglementaire	0	0	0	0	505 000 000	505 000 000	0	0	0	0	0	0	0	505 000 000	505 000 000
	3102 Renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans l'aménagement foncier	0	0	0	0	4 750 000 000	4 750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	4 750 000 000	4 750 000 000
	3103 Elaboration de la politique de développement de la ville	0	95 651 000	95 651 000	0	439 587 000	439 587 000	0	389 587 000	389 587 000	0	389 587 000	389 587 000	0	1 218 761 000	1 218 761 000
	3104 Gestion de l'information urbaine	0	0	0	0	65 000 000	65 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000	0	125 000 000	125 000 000

66 Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		4 360 837 000	4 675 000 000	9 035 837 000	5 177 063 000	8 274 000 000	13 451 063 000	5 694 769 300	9 101 000 000	14 795 769 300	6 378 141 616	10 192 000 000	16 570 141 616	17 249 973 916	27 567 000 000	44 816 973 916
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	4 360 837 000	439 000 000	4 799 837 000	5 177 063 000	1 324 000 000	6 501 063 000	5 694 769 300	1 456 000 000	7 150 769 300	6 378 141 616	1 629 600 000	8 007 741 616	17 249 973 916	4 409 600 000	21 659 573 916
11	GESTION DES RESSOURCES	4 360 837 000	439 000 000	4 799 837 000	5 177 063 000	524 000 000	5 701 063 000	5 694 769 300	576 000 000	6 270 769 300	6 378 141 616	644 000 000	7 022 141 616	17 249 973 916	1 744 000 000	18 993 973 916
	1101 Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles	4 360 837 000	439 000 000	4 799 837 000	5 177 063 000	524 000 000	5 701 063 000	5 694 769 300	576 000 000	6 270 769 300	6 378 141 616	644 000 000	7 022 141 616	17 249 973 916	1 744 000 000	18 993 973 916
12	GESTION STRATEGIQUE	0	0	0	0	800 000 000	800 000 000	0	880 000 000	880 000 000	0	985 600 000	985 600 000	0	2 665 600 000	2 665 600 000
	1201 Planification et programmation	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	330 000 000	330 000 000	0	369 600 000	369 600 000	0	999 600 000	999 600 000
	1202 Gestion de la Coopération et du partenariat	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	550 000 000	550 000 000	0	616 000 000	616 000 000	0	1 666 000 000	1 666 000 000
2	DEVELOPPEMENT ET MAITRISE DE LA CHAINE DES VALEURS DES MINES ET DE LA METALLURGIE	0	2 386 000 000	2 386 000 000	0	3 400 000 000	3 400 000 000	0	3 740 000 000	3 740 000 000	0	4 188 800 000	4 188 800 000	0	11 328 800 000	11 328 800 000
21	RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE	0	1 686 000 000	1 686 000 000	0	1 900 000 000	1 900 000 000	0	2 090 000 000	2 090 000 000	0	2 340 800 000	2 340 800 000	0	6 330 800 000	6 330 800 000
	2101 Amélioration de la connaissance du sol et du sous-sol	0	1 686 000 000	1 686 000 000	0	900 000 000	900 000 000	0	990 000 000	990 000 000	0	1 108 800 000	1 108 800 000	0	2 998 800 000	2 998 800 000
	2102 Centralisation et exploitation des données géologiques	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 232 000 000	1 232 000 000	0	3 332 000 000	3 332 000 000
	2103 Gestion et contrôle des activités minières et minérales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	GESTION DU SECTEUR ET DEVELOPPEMENT DURABLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2201 Gestion du volet social et environnemental du secteur minier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	ORGANISATION DE L'EXPLOITATION MINIERE	0	700 000 000	700 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 650 000 000	1 650 000 000	0	1 848 000 000	1 848 000 000	0	4 998 000 000	4 998 000 000
	2301 Organisation de l'exploitation minière artisanale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2302 Organisation de l'exploitation minière industrielle	0	700 000 000	700 000 000	0	500 000 000	500 000 000	0	550 000 000	550 000 000	0	616 000 000	616 000 000	0	1 666 000 000	1 666 000 000
	2303 Renforcement du cadre legal et réglementaire	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 232 000 000	1 232 000 000	0	3 332 000 000	3 332 000 000
3	DEVELOPPEMENT ET MAITRISE DE LA CHAINE DES VALEURS DES HYDROCARBURES	0	1 850 000 000	1 850 000 000	0	3 550 000 000	3 550 000 000	0	3 905 000 000	3 905 000 000	0	4 373 600 000	4 373 600 000	0	11 828 600 000	11 828 600 000
31	DEVELOPPEMENT DE L'AMONT PETROLIER	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 530 000 000	2 530 000 000	0	2 833 600 000	2 833 600 000	0	7 663 600 000	7 663 600 000
	3101 Pré-exploration des bassins sédimentaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3102 Exploration et production pétrolière et gazière	0	1 300 000 000	1 300 000 000	0	1 300 000 000	1 300 000 000	0	1 430 000 000	1 430 000 000	0	1 601 600 000	1 601 600 000	0	4 331 600 000	4 331 600 000
	3103 Renforcement des capacités techniques de l'amont pétrolier	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 232 000 000	1 232 000 000	0	3 332 000 000	3 332 000 000
	3104 Contrôle et suivi de l'amont pétrolier	0	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE TRANSFORMATION	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3201 Suivi de l'accroissement de la capacité de raffinage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3202 Valorisation des industries pétrochimiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	DEVELOPPEMENT DE L'AVANT PETROLIER	0	350 000 000	350 000 000	0	1 250 000 000	1 250 000 000	0	1 375 000 000	1 375 000 000	0	1 540 000 000	1 540 000 000	0	4 165 000 000	4 165 000 000
	3301 Développement et modernisation des entreprises pétrolières et para-pétrolières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3302 Renforcement des capacités techniques des acteurs de l'aval pétrolier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3303 Amélioration du réseau de stockage, de transport et de distribution	0	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3304 Contrôle et suivi de l'aval pétrolier	0	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3305 Optimisation du fonctionnement du secteur des hydrocarbures	0	200 000 000	200 000 000	0	1 250 000 000	1 250 000 000	0	1 375 000 000	1 375 000 000	0	1 540 000 000	1 540 000 000	0	4 165 000 000	4 165 000 000

83 Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		8 140 840 000	650 000 000	8 790 840 000	22 624 787 000	15 165 000 000	37 789 787 000	21 583 898 000	16 695 000 000	38 278 898 000	37 583 678 800	19 489 015 681	57 072 694 481	81 792 363 800	51 349 015 681	133 141 379 481
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	8 140 840 000	0	8 140 840 000	14 492 887 000	1 015 000 000	15 507 887 000	13 431 998 000	2 035 000 000	15 466 998 000	30 594 778 800	996 942 285	31 591 721 085	58 519 663 800	4 046 942 285	62 566 606 085
11	GESTION DES RESSOURCES	8 110 832 000	0	8 110 832 000	13 859 527 500	0	13 859 527 500	13 404 490 000	0	13 404 490 000	30 572 270 800	0	30 572 270 800	57 836 288 300	0	57 836 288 300
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	150 000 000	0	150 000 000	600 000 000	0	600 000 000	850 000 000	0	850 000 000
	1102 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Jeunesse)	92 000 000	0	92 000 000	110 500 000	0	110 500 000	114 500 000	0	114 500 000	118 500 000	0	118 500 000	343 500 000	0	343 500 000
	1103 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Sports)	94 000 000	0	94 000 000	98 250 000	0	98 250 000	123 000 000	0	123 000 000	137 500 000	0	137 500 000	358 750 000	0	358 750 000
	1104 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (loisirs)	10 500 000	0	10 500 000	21 500 000	0	21 500 000	21 500 000	0	21 500 000	21 500 000	0	21 500 000	64 500 000	0	64 500 000
	1105 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Services Centraux)	2 271 619 000	0	2 271 619 000	2 325 551 000	0	2 325 551 000	2 337 315 000	0	2 337 315 000	2 429 453 000	0	2 429 453 000	7 092 319 000	0	7 092 319 000
	1106 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Services Déconcentrés)	162 835 000	0	162 835 000	183 171 000	0	183 171 000	219 171 000	0	219 171 000	282 171 000	0	282 171 000	684 513 000	0	684 513 000
	1107 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Organismes Publics Personnalisés)	569 003 000	0	569 003 000	655 513 000	0	655 513 000	658 513 000	0	658 513 000	17 202 655 800	0	17 202 655 800	18 516 681 800	0	18 516 681 800
	1108 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Grandes activités)	4 910 875 000	0	4 910 875 000	10 365 042 500	0	10 365 042 500	9 780 491 000	0	9 780 491 000	9 780 491 000	0	9 780 491 000	29 926 024 500	0	29 926 024 500
12	GESTION STRATEGIQUE	30 008 000	0	30 008 000	633 359 500	1 015 000 000	1 648 359 500	27 508 000	2 035 000 000	2 062 508 000	22 508 000	996 942 285	4 019 450 285	683 375 500	4 046 942 285	4 730 317 785
	1201 Planification et programmation stratégiques	7 500 000	0	7 500 000	604 551 500	1 015 000 000	1 619 551 500	5 000 000	2 035 000 000	2 040 000 000	5 000 000	996 942 285	1 001 942 285	614 551 500	4 046 942 285	4 661 493 785
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	22 508 000	0	22 508 000	28 808 000	0	28 808 000	22 508 000	0	22 508 000	17 508 000	0	17 508 000	68 824 000	0	68 824 000
2	PROMOTION DES ACTIVITES DE LOISIRS	0	0	0	1 475 400 000	1 980 000 000	3 455 400 000	1 510 400 000	1 380 000 000	2 890 400 000	1 600 400 000	850 000 000	2 450 400 000	4 586 200 000	4 210 000 000	8 796 200 000
21	DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES DE LOISIRS	0	0	0	1 980 000 000	0	1 980 000 000	0	1 380 000 000	1 380 000 000	0	850 000 000	2 450 000 000	4 210 000 000	8 796 200 000	
	2101 Construction des structures de loisirs	0	0	0	180 000 000	0	180 000 000	0	480 000 000	480 000 000	0	140 000 000	140 000 000	800 000 000	800 000 000	
	2102 Aménagement des structures de loisirs	0	0	0	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	900 000 000	900 000 000	0	710 000 000	710 000 000	3 410 000 000	3 410 000 000	
22	FORMATION AUX ACTIVITES DE LOISIRS	0	0	0	645 000 000	0	645 000 000	545 000 000	0	545 000 000	635 000 000	0	635 000 000	1 825 000 000	0	1 825 000 000
	2201 Formation des personnes ressources extérieures au Ministère	0	0	0	235 000 000	0	235 000 000	135 000 000	0	135 000 000	135 000 000	0	135 000 000	505 000 000	0	505 000 000
	2202 Sensibilisation des populations aux activités de Loisirs	0	0	0	410 000 000	0	410 000 000	410 000 000	0	410 000 000	500 000 000	0	500 000 000	1 320 000 000	0	1 320 000 000
23	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE LOISIRS	0	0	0	830 400 000	0	830 400 000	965 400 000	0	965 400 000	965 400 000	0	965 400 000	2 761 200 000	0	2 761 200 000
	2301 Développement des loisirs créatifs et compétitifs	0	0	0	572 000 000	0	572 000 000	572 000 000	0	572 000 000	572 000 000	0	572 000 000	1 716 000 000	0	1 716 000 000
	2302 Organisation des séjours thématiques	0	0	0	258 400 000	0	258 400 000	393 400 000	0	393 400 000	393 400 000	0	393 400 000	1 045 200 000	0	1 045 200 000
3	PROMOTION DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES ET ECONOMIQUES DE LA JEUNESSE	0	0	0	290 000 000	140 000 000	430 000 000	315 000 000	140 000 000	455 000 000	340 000 000	0	340 000 000	945 000 000	280 000 000	1 225 000 000
31	PROMOTION DE L'INSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES	0	0	0	170 000 000	0	170 000 000	195 000 000	0	195 000 000	220 000 000	0	220 000 000	585 000 000	0	585 000 000
	3101 Promotion de l'entrepreneuriat	0	0	0	70 000 000	0	70 000 000	95 000 000	0	95 000 000	120 000 000	0	120 000 000	285 000 000	0	285 000 000
	3102 Appui au financement des projets économiques des jeunes	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	300 000 000	0	300 000 000
32	ENCADREMENT DU MOUVEMENT ASSOCIATIF DES JEUNES	0	0	0	120 000 000	100 000 000	220 000 000	120 000 000	100 000 000	220 000 000	120 000 000	0	120 000 000	360 000 000	200 000 000	560 000 000
	3201 Renforcement des capacités des organisations des jeunes	0	0	0	70 000 000	0	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	210 000 000	0	210 000 000
	3202 Suivi des activités pour les centres d'accueil des jeunes	0	0	0	50 000 000	100 000 000	150 000 000	50 000 000	100 000 000	150 000 000	50 000 000	0	50 000 000	150 000 000	200 000 000	350 000 000
33	APPUI AU DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIVES DES JEUNES	0	0	0	0	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000	40 000 000	0	0	0	80 000 000	80 000 000	
	3301 Réhabilitation des centres d'accueil des jeunes	0	0	0	0	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000	40 000 000	0	0	0	80 000 000	80 000 000	
	3302 Construction des centres d'accueil des jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
4	PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE	0	0	0	1 235 000 000	0	1 235 000 000	1 195 000 000	0	1 195 000 000	1 195 000 000	0	1 195 000 000	3 625 000 000	0	3 625 000 000
41	MISE EN PLACE D'UN CADRE INSITATIF A LA CREATION DES ACTEURS NON ETATIQUES	0	0	0	355 000 000	0	355 000 000	345 000 000	0	345 000 000	345 000 000	0	345 000 000	1 045 000 000	0	1 045 000 000
	4101 Renforcement du cadre réglementaire relatif aux mouvements associatifs	0	0	0	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000	0	45 000 000	135 000 000	0	135 000 000
	4102 Sensibilisation à la mise en place des Acteurs Non Etatiques	0	0	0	310 000 000	0	310 000 000	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	910 000 000	0	910 000 000
42	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACTIONS DES ACTEURS NON ETATIQUES	0	0	0	880 000 000	0	880 000 000	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	2 580 000 000	0	2 580 000 000
	4201 Renforcement de capacité des Acteurs Non Etatiques	0	0	0	750 000 000	0	750 000 000	720 000 000	0	720 000 000	720 000 000	0	720 000 000	2 190 000 000	0	2 190 000 000
	4202 Suivi des activités des Acteurs Non Etatiques	0	0	0	130 000 000	0	130 000 000	130 000 000	0	130 000 000	130 000 000	0	130 000 000	390 000 000	0	390 000 000
5	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT	0	650 000 000	650 000 000	5 131 500 000	12 030 000 000	17 161 500 000	5 131 500 000	13 140 000 000	18 271 500 000	3 853 500 000	17 642 073 396	21 495 573 396	14 116 500 000	42 812 073 396	56 928 573 396
51	ENCADREMENT DES SPORTIFS	0	0	0	511 500 000	0	511 500 000	511 500 000	0	511 500 000	660 900 000	0	660 900 000	1 683 900 000	0	1 683 900 000
	5101 Formation des encadreurs techniques	0	0	0	151 500 000	0	151 500 000	151 500 000	0	151 500 000	300 900 000	0	300 900 000	603 900 000	0	603 900 000
	5102 Mise en place du suivi médical des sportifs	0	0	0	360 000 000	0	360 000 000	360 000 000	0	360 000 000	360 000 000	0	360 000 000	1 080 000 000	0	1 080 000 000
52	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SPORTIFS	0	650 000 000	650 000 000	0	12 030 000 000	12 030 000 000	0	13 140 000 000	13 140 000 000	0	17 642 073 396	17 642 073 396	0	42 812 073 396	42 812 073 396

62 Ministère des Eaux et Forêts
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		5 643 842 000	1 730 790 000	7 374 632 000	11 664 431 800	124 845 000 000	136 509 431 800	11 301 949 800	119 805 000 000	131 106 949 800	11 462 075 680	115 170 000 000	126 632 075 680	34 428 457 280	359 820 000 000	394 248 457 280
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	5 643 842 000	1 730 790 000	7 374 632 000	11 664 431 800	24 045 000 000	35 709 431 800	11 301 949 800	35 405 000 000	46 706 949 800	11 462 075 680	28 370 000 000	39 832 075 680	34 428 457 280	87 820 000 000	122 248 457 280
11	GESTION DES RESSOURCES	5 643 842 000	1 730 790 000	7 374 632 000	11 664 431 800	24 045 000 000	35 709 431 800	11 301 949 800	35 405 000 000	46 706 949 800	11 462 075 680	28 370 000 000	39 832 075 680	34 428 457 280	87 820 000 000	122 248 457 280
	1101 Gestion des ressources humaines	0	0	0	1 200 000 000	25 000 000	1 225 000 000	800 000 000	0	800 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	25 000 000	3 025 000 000
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Centraux non techniques	4 418 790 000	1 730 790 000	6 149 580 000	4 652 324 800	24 020 000 000	28 672 324 800	4 652 324 800	35 405 000 000	40 057 324 800	4 652 325 680	28 370 000 000	33 022 325 680	13 956 975 280	87 795 000 000	101 751 975 280
	1103 Gestion des ressources financières et matérielles des Organismes sous tutelle	489 908 000	0	489 908 000	3 806 505 000	0	3 806 505 000	3 806 505 000	0	3 806 505 000	3 805 377 000	0	3 805 377 000	11 418 387 000	0	11 418 387 000
	1104 Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Eaux et Forêts	149 759 000	0	149 759 000	2 500 000	0	2 500 000	2 500 000	0	2 500 000	2 500 000	0	2 500 000	7 500 000	0	7 500 000
	1105 Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Forêts	0	0	0	243 774 000	0	243 774 000	243 774 000	0	243 774 000	244 159 000	0	244 159 000	731 707 000	0	731 707 000
	1106 Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale de Faune et Aires Protégées	0	0	0	291 084 000	0	291 084 000	304 584 000	0	304 584 000	290 499 000	0	290 499 000	886 167 000	0	886 167 000
	1107 Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la valorisation des produits forestiers	0	0	0	249 114 000	0	249 114 000	262 614 000	0	262 614 000	249 114 000	0	249 114 000	760 842 000	0	760 842 000
	1108 Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Ecosystèmes Aquatiques	0	0	0	228 694 000	0	228 694 000	239 654 000	0	239 654 000	228 044 000	0	228 044 000	696 392 000	0	696 392 000
	1109 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Estuaire	100 121 000	0	100 121 000	145 210 000	0	145 210 000	145 210 000	0	145 210 000	145 210 000	0	145 210 000	435 630 000	0	435 630 000
	1110 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Haut-Ogooué	64 942 000	0	64 942 000	113 937 000	0	113 937 000	113 937 000	0	113 937 000	113 937 000	0	113 937 000	341 811 000	0	341 811 000
	1111 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Moyen-Ogooué	43 145 000	0	43 145 000	91 177 000	0	91 177 000	91 177 000	0	91 177 000	91 177 000	0	91 177 000	273 531 000	0	273 531 000
	1112 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de la Ngoumi	80 347 000	0	80 347 000	122 986 000	0	122 986 000	122 986 000	0	122 986 000	122 986 000	0	122 986 000	368 958 000	0	368 958 000
	1113 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de la Nyanga	67 763 000	0	67 763 000	102 844 000	0	102 844 000	102 844 000	0	102 844 000	102 844 000	0	102 844 000	308 532 000	0	308 532 000
	1114 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Vindo	52 244 000	0	52 244 000	99 001 000	0	99 001 000	99 001 000	0	99 001 000	99 001 000	0	99 001 000	297 003 000	0	297 003 000
	1115 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Lolo	37 751 000	0	37 751 000	85 909 000	0	85 909 000	85 909 000	0	85 909 000	85 909 000	0	85 909 000	257 727 000	0	257 727 000
	1116 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Maritime	61 665 000	0	61 665 000	106 580 000	0	106 580 000	106 517 000	0	106 517 000	106 580 000	0	106 580 000	319 677 000	0	319 677 000
	1117 Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Woleu-Niem	72 007 000	0	72 007 000	117 392 000	0	117 392 000	117 013 000	0	117 013 000	117 013 000	0	117 013 000	351 418 000	0	351 418 000
	1118 Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Nord	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	5 400 000	0	5 400 000
	1119 Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Sud	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	5 400 000	0	5 400 000
	1120 Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Est	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000	0	1 800 000	5 400 000	0	5 400 000
12	GESTION STRATEGIQUES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1201 Planification et programmation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	GESTION DURABLE DES FORETS	0	0	0	56 800 000 000	56 800 000 000	56 800 000 000	49 300 000 000	49 300 000 000	53 800 000 000	53 800 000 000	53 800 000 000	159 900 000 000	159 900 000 000	159 900 000 000	159 900 000 000
21	AMENAGEMENT DURABLE DES FORETS	0	0	0	10 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	26 500 000 000	26 500 000 000	26 500 000 000	26 500 000 000
	2101 Gestion durable des terres	0	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
	2102 Aménagement durable des forêts de production du bois	0	0	0	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000
	2103 Gestion des forêts communautaires	0	0	0	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
22	REBOISEMENT	0	0	0	11 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000	31 000 000 000
	2201 Réhabilitation des plantations forestières	0	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000
	2202 Création des plantations en zone de forêts dégradées	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
	2203 Création des plantations en zone de savane	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
	2204 Promotion de l'agroforesterie	0	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
23	AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DE LA RESSOURCE FORESTIERE	0	0	0	10 300 000 000	10 300 000 000	10 300 000 000	11 200 000 000	11 200 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000	30 500 000 000	30 500 000 000	30 500 000 000	30 500 000 000
	2301 Inventaire forestier national	0	0	0	9 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	22 200 000 000	22 200 000 000	22 200 000 000	22 200 000 000	22 200 000 000
	2302 Programme REDD+	0	0	0	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	8 300 000 000	8 300 000 000	8 300 000 000	8 300 000 000	8 300 000 000
24	CONSERVATION ET VALORISATION DE LA BIODIVERSITE	0	0	0	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	24 100 000 000	24 100 000 000	22 800 000 000	22 800 000 000	22 800 000 000	71 900 000 000	71 900 000 000	71 900 000 000	71 900 000 000
	2401 Conservation des écosystèmes	0	0	0	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	14 500 000 000	14 500 000 000	14 700 000 000	14 700 000 000	41 200 000 000	41 200 000 000	41 200 000 000	41 200 000 000	41 200 000 000
	2402 Valorisation de la biodiversité	0	0	0	8 600 000 000	8 600 000 000	8 600 000 000	7 600 000 000	7 600 000 000	7 100 000 000	7 100 000 000	23 300 000 000	23 300 000 000	23 300 000 000	23 300 000 000	23 300 000 000
	2403 Développement de la filière des produits forestiers non ligneux	0	0	0	4 400 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000	7 400 000 000
3	INDUSTRIALISATION POUSSEE DE LA FILIERE BOIS	0	0	0	44 000 000 000	44 000 000 000	44 000 000 000	35 100 000 000	35 100 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000	112 100 000 000	112 100 000 000	112 100 000 000	112 100 000 000
31																

31 Ministère de la Défense Nationale
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		82 767 937 380	30 000 000 000	112 767 937 380	97 364 008 580	30 000 000 000	127 364 008 580	99 271 104 829	30 000 000 000	129 271 104 829	103 419 381 949	30 000 000 000	133 419 381 949	300 054 495 357	90 000 000 000	390 054 495 357
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MINISTERE	74 788 407 200	6 965 231 602	81 753 638 802	78 579 557 650	6 965 231 602	85 544 789 252	79 363 415 257	6 965 231 602	86 328 646 859	80 201 242 849	6 965 231 602	87 166 474 451	238 144 215 756	20 895 694 806	259 039 910 562
11	GESTION DES RESSOURCES DU MINISTERE	74 788 407 200	6 965 231 602	81 753 638 802	78 579 557 650	6 965 231 602	85 544 789 252	79 363 415 257	6 965 231 602	86 328 646 859	80 201 242 849	6 965 231 602	87 166 474 451	238 144 215 756	20 895 694 806	259 039 910 562
	1101 Gestion des Ressources Humaines, Financières et Matérielles du Ministère	68 546 180 200	4 415 231 602	72 961 411 802	70 129 652 200	4 415 231 602	74 544 883 802	70 447 782 360	4 415 231 602	74 863 013 962	70 804 257 858	4 415 231 602	75 219 489 460	211 381 692 418	13 245 694 806	224 627 387 224
	1102 Gestion des Ressources Humaines, Financières et Matérielles de la Santé & du Génie Militaire	6 242 227 000	2 550 000 000	8 792 227 000	8 449 905 450	2 550 000 000	10 999 905 450	8 915 632 897	2 550 000 000	11 465 632 897	9 396 984 992	2 550 000 000	11 946 984 992	26 762 523 339	7 650 000 000	34 412 523 339
2	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FORCES DE DEFENSE NATIONALE	7 538 626 180	22 034 768 398	29 573 394 578	18 240 584 930	22 034 768 398	40 275 353 328	19 331 191 612	22 034 768 398	41 365 960 010	22 607 051 719	22 034 768 398	44 641 820 117	60 178 828 261	66 104 305 194	126 283 133 455
21	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DES FORCES TERRESTRE	2 110 811 000	9 135 587 000	11 246 398 000	4 232 137 360	9 135 587 000	13 367 724 360	4 486 555 923	9 135 587 000	13 622 142 923	4 768 960 356	9 135 587 000	13 904 547 356	13 487 653 639	27 406 761 000	40 894 414 639
	2101 Construction et réhabilitation des infrastructures	0	8 603 587 000	8 603 587 000	0	8 603 587 000	8 603 587 000	0	8 603 587 000	8 603 587 000	0	8 603 587 000	8 603 587 000	0	25 810 761 000	25 810 761 000
	2102 Acquisition et réhabilitation des équipements	0	532 000 000	532 000 000	0	532 000 000	532 000 000	0	532 000 000	532 000 000	0	532 000 000	532 000 000	0	1 596 000 000	1 596 000 000
	2103 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines	2 110 811 000	0	2 110 811 000	4 232 137 360	0	4 232 137 360	4 486 555 923	0	4 486 555 923	4 768 960 356	0	4 768 960 356	13 487 653 639	0	13 487 653 639
22	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE LA FORCE NAVALE	917 515 000	3 295 708 943	4 213 223 943	1 197 094 000	3 295 708 943	4 492 802 943	1 281 870 640	3 295 708 943	4 577 579 583	3 538 110 843	3 295 708 943	6 833 819 786	6 017 075 483	9 887 126 829	15 904 202 312
	2201 Construction et réhabilitation des infrastructures	0	1 307 000 000	1 307 000 000	0	1 307 000 000	1 307 000 000	0	1 307 000 000	1 307 000 000	0	1 307 000 000	1 307 000 000	0	3 921 000 000	3 921 000 000
	2202 Acquisition et réhabilitation des équipements	0	1 988 708 943	1 988 708 943	0	1 988 708 943	1 988 708 943	0	1 988 708 943	1 988 708 943	0	1 988 708 943	1 988 708 943	0	5 966 126 829	5 966 126 829
	2203 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines	917 515 000	0	917 515 000	1 197 094 000	0	1 197 094 000	1 281 870 640	0	1 281 870 640	3 538 110 843	0	3 538 110 843	6 017 075 483	0	6 017 075 483
23	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DES FORCES AERIENNES	2 235 917 180	6 985 000 000	9 220 917 180	6 446 324 348	6 985 000 000	13 431 324 348	6 818 313 549	6 985 000 000	13 803 313 549	7 100 006 733	6 985 000 000	14 085 006 733	20 364 644 630	20 955 000 000	41 319 644 630
	2301 construction et réhabilitation des infrastructures	0	1 440 000 000	1 440 000 000	0	1 440 000 000	1 440 000 000	0	1 440 000 000	1 440 000 000	0	1 440 000 000	1 440 000 000	0	4 320 000 000	4 320 000 000
	2302 entretien des infrastructures & équipements	0	4 095 000 000	4 095 000 000	0	4 095 000 000	4 095 000 000	0	4 095 000 000	4 095 000 000	0	4 095 000 000	4 095 000 000	0	12 285 000 000	12 285 000 000
	2303 acquisition et réhabilitation des équipements	0	1 450 000 000	1 450 000 000	0	1 450 000 000	1 450 000 000	0	1 450 000 000	1 450 000 000	0	1 450 000 000	1 450 000 000	0	4 350 000 000	4 350 000 000
	2304 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines	2 235 917 180	0	2 235 917 180	6 446 324 348	0	6 446 324 348	6 818 313 549	0	6 818 313 549	7 100 006 733	0	7 100 006 733	20 364 644 630	0	20 364 644 630
24	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE LA GENDARMERIE	2 274 383 000	2 618 472 455	4 892 855 455	6 365 029 222	2 618 472 455	8 983 501 677	6 744 451 500	2 618 472 455	9 362 923 955	7 199 973 787	2 618 472 455	9 818 446 242	20 309 454 509	7 855 417 365	28 164 871 874
	2401 Construction et Réhabilitation des infrastructures	0	2 618 472 455	2 618 472 455	0	2 618 472 455	2 618 472 455	0	2 618 472 455	2 618 472 455	0	2 618 472 455	2 618 472 455	0	7 855 417 365	7 855 417 365
	2402 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines du Commandement	1 412 128 000	0	1 412 128 000	3 346 325 000	0	3 346 325 000	3 548 535 500	0	3 548 535 500	3 812 009 627	0	3 812 009 627	10 706 870 127	0	10 706 870 127
	2403 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines des Légions	52 921 000	0	52 921 000	193 924 000	0	193 924 000	205 540 000	0	205 540 000	218 052 960	0	218 052 960	617 516 960	0	617 516 960
	2404 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines des Groupements et Escadrons	559 739 000	0	559 739 000	1 306 834 000	0	1 306 834 000	1 385 593 000	0	1 385 593 000	1 469 394 340	0	1 469 394 340	4 161 821 340	0	4 161 821 340
	2405 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines des Compagnies et Pelotons	165 452 000	0	165 452 000	530 258 000	0	530 258 000	562 875 000	0	562 875 000	596 520 820	0	596 520 820	1 689 653 820	0	1 689 653 820
	2406 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines des Brigades	84 143 000	0	84 143 000	837 288 222	0	837 288 222	882 484 000	0	882 484 000	935 006 600	0	935 006 600	2 654 778 822	0	2 654 778 822
	2407 Gestion des ressources Financières, Matérielles & Humaines des Postes	0	0	0	150 400 000	0	150 400 000	159 424 000	0	159 424 000	168 989 440	0	168 989 440	478 813 440	0	478 813 440
3	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CORPS SPECIALISES	440 904 000	1 000 000 000	1 440 904 000	543 866 000	1 000 000 000	1 543 866 000	576 497 960	1 000 000 000	1 576 497 960	611 087 380	1 000 000 000	1 611 087 380	1 731 451 340	3 000 000 000	4 731 451 340
31	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'ACTION DU CORPS DES SAPEURS POMPIERS	440 904 000	1 000 000 000	1 440 904 000	543 866 000	1 000 000 000	1 543 866 000	576 497 960	1 000 000 000	1 576 497 960	611 087 380	1 000 000 000	1 611 087 380	1 731 451 340	3 000 000 000	4 731 451 340
	3101 Construction et réhabilitation des infrastructures	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	450 000 000	450 000 000
	3102 Acquisition et réhabilitation des équipements	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	850 000 000	0	2 550 000 000	2 550 000 000
	3103 Gestion des ressources Humaines, Financières & Matérielles	440 904 000	0	440 904 000	543 866 000	0	543 866 000	576 497 960	0	576 497 960	611 087 380	0	611 087 380	1 731 451 340	0	1 731 451 340

26 Conseil Économique et Social

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		1 636 011 000	841 886 596	2 477 897 596	2 896 268 820	1 481 800 000	4 378 068 820	2 935 855 810	1 381 678 818	4 317 534 628	3 022 672 899	267 300 000	3 289 972 899	8 854 797 529	3 130 778 818	11 985 576 347
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	1 618 511 000	841 886 596	2 460 397 596	2 635 258 920	1 466 800 000	4 102 058 920	2 658 784 920	1 366 678 818	4 025 463 738	2 727 862 920	252 300 000	2 980 162 920	8 021 906 760	3 085 778 818	11 107 685 578
11	GESTION DES RESSOURCES	1 579 012 000	841 886 596	2 420 898 596	2 440 819 000	1 425 500 000	3 866 319 000	2 447 025 000	1 325 378 818	3 772 403 818	2 484 451 000	211 000 000	2 695 451 000	7 372 295 000	2 961 878 818	10 334 173 818
	1101 Ressources humaines	0	0	0	21 000 000	24 000 000	45 000 000	23 000 000	29 000 000	52 000 000	35 000 000	45 000 000	80 000 000	79 000 000	98 000 000	177 000 000
	1102 Ressources financières et matérielles	1 579 012 000	841 886 596	2 420 898 596	2 419 819 000	1 401 500 000	3 821 319 000	2 424 025 000	1 296 378 818	3 720 403 818	2 449 451 000	166 000 000	2 615 451 000	7 293 295 000	2 863 878 818	10 157 173 818
12	GESTION STRATEGIQUE	39 499 000	0	39 499 000	194 439 920	41 300 000	235 739 920	211 759 920	41 300 000	253 059 920	243 411 920	41 300 000	284 711 920	649 611 760	123 900 000	773 511 760
	1201 Planification et Programmation	27 999 000	0	27 999 000	122 439 920	41 300 000	163 739 920	125 359 920	41 300 000	166 659 920	139 731 920	41 300 000	181 031 920	387 531 760	123 900 000	511 431 760
	1202 Gestion du partenariat et de la coopération régionale	1 500 000	0	1 500 000	52 000 000	0	52 000 000	62 400 000	0	62 400 000	74 880 000	0	74 880 000	189 280 000	0	189 280 000
	1203 Gestion du partenariat et de la coopération internationale	10 000 000	0	10 000 000	20 000 000	0	20 000 000	24 000 000	0	24 000 000	28 800 000	0	28 800 000	72 800 000	0	72 800 000
2	AMELIORATION DE LA CONTRIBUTION DU CONSEIL AU DEVELOPPEMENT	17 500 000	0	17 500 000	261 009 900	15 000 000	276 009 900	277 070 890	15 000 000	292 070 890	294 809 979	15 000 000	309 809 979	832 890 769	45 000 000	877 890 769
21	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CONSEILLERS ECONOMIQUES ET SOCIAUX	17 500 000	0	17 500 000	261 009 900	15 000 000	276 009 900	277 070 890	15 000 000	292 070 890	294 809 979	15 000 000	309 809 979	832 890 769	45 000 000	877 890 769
	2101 Développement des capacités des conseillers	0	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	15 000 000	0	45 000 000	45 000 000
	2102 Amélioration des conditions de vie et de santé	0	0	0	157 009 900	0	157 009 900	173 070 890	0	173 070 890	190 809 979	0	190 809 979	520 890 769	0	520 890 769
	2103 Appui au fonctionnement des structures de travail du Conseil	17 500 000	0	17 500 000	104 000 000	0	104 000 000	104 000 000	0	104 000 000	104 000 000	0	104 000 000	312 000 000	0	312 000 000

65 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Ecologie et du Développement Durable
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		4 736 690 520	28 800 000 000	33 536 690 520	6 060 987 080	148 913 700 000	154 974 687 080	6 029 340 130	127 570 510 000	133 599 850 130	6 316 113 913	135 293 785 500	141 609 899 413	18 406 441 123	411 777 995 500	430 184 436 623
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	4 736 690 520	28 700 000 000	33 436 690 520	6 060 987 080	27 930 200 000	33 991 187 080	6 029 340 130	28 185 510 000	34 214 850 130	6 316 113 913	29 539 785 500	35 855 899 413	18 406 441 123	85 655 495 500	104 061 936 623
11	GESTION DES RESSOURCES	4 736 690 520	28 700 000 000	33 436 690 520	6 060 987 080	27 808 200 000	33 869 187 080	6 029 340 130	28 062 510 000	34 091 850 130	6 316 113 913	29 421 785 500	35 737 899 413	18 406 441 123	85 292 495 500	103 698 936 623
	1101 Gestion des ressources humaines	0	0	0	30 000 000	30 000 000	60 000 000	42 000 000	30 000 000	72 000 000	45 000 000	30 000 000	75 000 000	117 000 000	90 000 000	207 000 000
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles des services centraux techniques	1 046 946 740	26 827 000 000	27 873 946 740	1 916 947 500	25 470 200 000	27 387 147 500	1 890 512 030	26 714 510 000	28 605 022 030	2 143 166 241	27 973 785 500	30 116 951 741	5 950 625 771	80 158 495 500	86 109 121 271
	1103 Gestion des ressources financières et matérielles des services centraux administratifs	2 737 308 780	1 873 000 000	4 610 308 780	2 983 547 780	1 958 000 000	4 941 547 780	2 983 547 780	1 318 000 000	4 301 547 780	2 983 547 780	1 418 000 000	4 401 547 780	8 950 643 340	4 694 000 000	13 644 643 340
	1104 Gestion des ressources financières et matérielles des services déconcentrés	787 613 000	0	787 613 000	884 991 800	0	884 991 800	903 780 320	0	903 780 320	943 899 892	0	943 899 892	2 732 672 012	0	2 732 672 012
	1105 Gestion des ressources financières et matérielles des organismes sous-tutelle	164 822 000	0	164 822 000	245 500 000	350 000 000	595 500 000	209 500 000	0	209 500 000	200 500 000	0	200 500 000	655 500 000	350 000 000	1 005 500 000
12	GESTION STRATEGIQUE	0	0	0	0	122 000 000	122 000 000	0	123 000 000	123 000 000	0	118 000 000	118 000 000	0	363 000 000	363 000 000
	1201 Planification et programmation	0	0	0	0	12 000 000	12 000 000	0	7 000 000	7 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	21 000 000	21 000 000
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	0	0	0	0	110 000 000	110 000 000	0	116 000 000	116 000 000	0	116 000 000	116 000 000	0	342 000 000	342 000 000
2	PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE	0	100 000 000	100 000 000	0	2 685 000 000	2 685 000 000	0	2 450 000 000	2 450 000 000	0	2 036 000 000	2 036 000 000	0	7 171 000 000	7 171 000 000
21	GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES	0	0	0	0	471 000 000	471 000 000	0	461 000 000	461 000 000	0	441 000 000	441 000 000	0	1 373 000 000	1 373 000 000
	2101 Maintien et restauration de la biodiversité	0	0	0	0	391 000 000	391 000 000	0	441 000 000	441 000 000	0	421 000 000	421 000 000	0	1 253 000 000	1 253 000 000
	2102 Mise en place des mécanismes de financement des activités environnementales	0	0	0	0	80 000 000	80 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	120 000 000	120 000 000
22	VALORISATION DES BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	0	100 000 000	100 000 000	0	769 000 000	769 000 000	0	664 000 000	664 000 000	0	555 000 000	555 000 000	0	1 988 000 000	1 988 000 000
	2201 Identification de nouvelles sources génératrices de revenus	0	100 000 000	100 000 000	0	420 000 000	420 000 000	0	339 000 000	339 000 000	0	230 000 000	230 000 000	0	989 000 000	989 000 000
	2202 Gestion de l'information environnementale	0	0	0	0	99 000 000	99 000 000	0	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	70 000 000	0	239 000 000	239 000 000
	2203 Mise en œuvre du processus REDD+	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	255 000 000	255 000 000	0	255 000 000	255 000 000	0	760 000 000	760 000 000
23	AMELIORATION DU CADRE DE VIE DES POPULATIONS ET PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	810 000 000	810 000 000	0	860 000 000	860 000 000	0	660 000 000	660 000 000	0	2 330 000 000	2 330 000 000
	2301 Lutte contre l'habitat insalubre	0	0	0	0	600 000 000	600 000 000	0	650 000 000	650 000 000	0	560 000 000	560 000 000	0	1 810 000 000	1 810 000 000
	2302 Assainissement urbain	0	0	0	0	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	210 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	520 000 000	520 000 000
	2303 Lutte contre les pollutions et autres nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL SUR L'ENVIRONNEMENT	0	0	0	0	635 000 000	635 000 000	0	465 000 000	465 000 000	0	380 000 000	380 000 000	0	1 480 000 000	1 480 000 000
	2401 Internalisation des conventions et traités multilatéraux sur l'environnement	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000	0	300 000 000	300 000 000	0	260 000 000	260 000 000	0	960 000 000	960 000 000
	2402 Elaboration des textes législatifs et réglementaires	0	0	0	0	105 000 000	105 000 000	0	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	120 000 000	0	345 000 000	345 000 000
	2403 Renforcement des capacités de la Direction Générale de l'Environnement	0	0	0	0	130 000 000	130 000 000	0	45 000 000	45 000 000	0	0	0	0	175 000 000	175 000 000
3	GENERALISATION DE L'ACCES AUX LOGEMENTS	0	0	0	0	115 915 500 000	115 915 500 000	0	94 515 000 000	94 515 000 000	0	101 318 000 000	101 318 000 000	0	311 748 500 000	311 748 500 000
31	PLANIFICATION URBAINE	0	0	0	0	115 365 500 000	115 365 500 000	0	93 850 000 000	93 850 000 000	0	100 448 000 000	100 448 000 000	0	309 663 500 000	309 663 500 000
	3101 Viabilisation des terrains	0	0	0	0	45 050 000 000	45 050 000 000	0	31 275 000 000	31 275 000 000	0	38 200 000 000	38 200 000 000	0	114 525 000 000	114 525 000 000
	3102 Promotion de l'Habitat	0	0	0	0	44 124 500 000	44 124 500 000	0	36 910 000 000	36 910 000 000	0	36 710 000 000	36 710 000 000	0	117 744 500 000	117 744 500 000
	3103 Normalisation et renforcement du cadre juridique de l'urbanisme et de l'habitat	0	0	0	0	26 191 000 000	26 191 000 000	0	25 665 000 000	25 665 000 000	0	25 538 000 000	25 538 000 000	0	77 394 000 000	77 394 000 000
32	PLANIFICATION DE L'ESPACE TERRITORIAL	0	0	0	0	550 000 000	550 000 000	0	665 000 000	665 000 000	0	870 000 000	870 000 000	0	2 085 000 000	2 085 000 000
	3201 Cartographie du territoire national	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000	0	450 000 000	450 000 000	0	600 000 000	600 000 000	0	1 450 000 000	1 450 000 000
	3202 Extension et densification des réseaux de triangulation et de polygonation	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	215 000 000	215 000 000	0	270 000 000	270 000 000	0	635 000 000	635 000 000
4	PRESERVATION DES POPULATIONS CONTRE LES RISQUES DE CATASTROPHE	0	0	0	0	2 383 000 000	2 383 000 000	0	2 420 000 000	2 420 000 000	0	2 400 000 000	2 400 000 000	0	7 203 000 000	7 203 000 000
41	PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES	0	0	0	0	2 298 000 000	2 298 000 000	0	2 325 000 000	2 325 000 000	0	2 305 000 000	2 305 000 000	0	6 928 000 000	6 928 000 000
	4101 Mise en place des plans d'urgence de lutte contre les catastrophes naturelles	0	0	0	0	70 000 000	70 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	80 000 000	0	230 000 000	230 000 000
	4102 Cartographie des zones à risques	0	0	0	0	135 000 000	135 000 000	0	135 000 000	135 000 000	0	110 000 000	110 000 000	0	380 000 000	380 000 000
	4103 Développement des activités de prévention contre les catastrophes	0	0	0	0	2 093 000 000	2 093 000 000	0	2 110 000 000	2 110 000 000	0	2 115 000 000	2 115 000 000	0	6 318 000 000	6 318 000 000
42	GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	0	0	0	0	85 000 000	85 000 000	0	95 000 000	95 000 000	0	95 000 000	95 000 000	0	275 000 000	275 000 000
	4201 Mise en place d'une plateforme multisectorielle de gestion des catastrophes	0	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	0	55 000 000	55 000 000
	4202 Mise en place de mécanismes de financement de la gestion des sinistres	0	0	0	0	70 000 000	70 000 000	0	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	75 000 000	0	220 000 000	220 000 000

71 Ministère des Transports

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		10 376 539 680	15 427 036 596	25 803 576 276	12 680 017 200	74 333 419 210	87 013 436 410	12 454 599 400	60 476 786 111	72 931 385 511	16 016 978 100	58 342 530 000	74 359 508 100	41 151 594 700	193 152 735 321	234 304 330 021
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	4 331 912 680	440 000 000	4 771 912 680	4 987 776 200	3 453 434 000	8 441 210 200	4 744 944 400	2 362 400 000	7 107 344 400	4 709 097 100	1 640 000 000	6 349 097 100	14 441 817 700	7 455 834 000	21 897 651 700
11	GESTION DES RESSOURCES	4 236 439 680	440 000 000	4 676 439 680	4 892 303 200	1 840 434 000	6 732 737 200	4 649 471 400	1 692 400 000	6 341 871 400	4 623 881 400	1 490 000 000	6 113 881 400	14 165 656 000	5 022 834 000	19 188 490 000
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0	0	0	164 860 000	0	164 860 000	50 000 000	0	50 000 000	25 000 000	0	25 000 000	239 860 000	0	239 860 000
	1102 Gestion des Ressources Financières et matérielles Fonctionnement des Services Centraux	3 856 693 000	0	3 856 693 000	4 347 296 200	0	4 347 296 200	4 217 848 200	0	4 217 848 200	4 234 216 400	0	4 234 216 400	12 799 360 800	0	12 799 360 800
	1103 Gestion des Ressources Financières et Matérielles Investissement des Services Centraux	0	440 000 000	440 000 000	0	1 840 434 000	1 840 434 000	0	1 692 400 000	1 692 400 000	0	1 490 000 000	1 490 000 000	0	5 022 834 000	5 022 834 000
	1104 Gestion des ressources Financières et Matérielles des services Déconcentrés	379 746 680	0	379 746 680	380 147 000	0	380 147 000	381 623 200	0	381 623 200	364 665 000	0	364 665 000	1 126 435 200	0	1 126 435 200
12	GESTION STRATEGIQUE	95 473 000	0	95 473 000	95 473 000	1 613 000 000	1 708 473 000	95 473 000	670 000 000	765 473 000	85 215 700	150 000 000	235 215 700	276 161 700	2 433 000 000	2 709 161 700
	1201 Planification et Programmation	0	0	0	423 000 000	0	423 000 000	0	520 000 000	520 000 000	0	0	0	0	943 000 000	943 000 000
	1202 Partenariat et Coopération	95 473 000	0	95 473 000	95 473 000	1 000 000 000	1 095 473 000	95 473 000	0	95 473 000	85 215 700	0	85 215 700	276 161 700	1 000 000 000	1 276 161 700
	1203 Cadre juridique et réglementaire	0	0	0	0	190 000 000	190 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000	0	490 000 000	490 000 000
2	TRANSPORT ROUTIER	2 699 998 000	950 000 000	3 649 998 000	3 000 000 000	17 677 675 950	20 677 675 950	3 000 000 000	14 874 797 663	17 874 797 663	3 000 000 000	22 058 250 000	25 058 250 000	9 000 000 000	54 610 723 613	63 610 723 613
21	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT ROUTIER	2 699 998 000	650 000 000	3 349 998 000	3 000 000 000	10 200 000 000	13 200 000 000	3 000 000 000	9 010 000 000	12 010 000 000	3 000 000 000	15 945 000 000	18 945 000 000	9 000 000 000	35 155 000 000	44 155 000 000
	2101 Renforcement du parc de véhicules de transport en commun	0	0	0	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	10 000 000 000	10 000 000 000	0	20 000 000 000	20 000 000 000
	2102 Construction des gares routières et des installations annexes	0	650 000 000	650 000 000	0	3 650 000 000	3 650 000 000	0	2 550 000 000	2 550 000 000	0	4 945 000 000	4 945 000 000	0	11 145 000 000	11 145 000 000
	2103 Appui aux opérateurs du secteur de transport routier	2 699 998 000	0	2 699 998 000	3 000 000 000	1 550 000 000	4 550 000 000	3 000 000 000	1 460 000 000	4 460 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	4 000 000 000	9 000 000 000	4 010 000 000	13 010 000 000
22	REINFORCEMENT DE LA SECURITE ROUTIERE	0	300 000 000	300 000 000	0	7 477 675 950	7 477 675 950	0	5 864 797 663	5 864 797 663	0	6 113 250 000	6 113 250 000	0	19 455 723 613	19 455 723 613
	2201 Renforcement des dispositifs de contrôle de véhicules et de gestion de trafic	0	0	0	0	1 477 675 950	1 477 675 950	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	957 200 000	957 200 000	0	2 934 875 950	2 934 875 950
	2202 Amélioration des équipements de signalisation routière	0	300 000 000	300 000 000	0	6 000 000 000	6 000 000 000	0	5 364 797 663	5 364 797 663	0	5 156 050 000	5 156 050 000	0	16 520 847 663	16 520 847 663
3	TRANSPORT FERROVIAIRE	200 000 000	8 500 000 000	8 700 000 000	911 655 000	10 854 680 000	11 766 335 000	911 655 000	5 404 680 000	6 316 335 000	911 655 000	3 854 680 000	4 766 335 000	2 734 965 000	20 114 040 000	22 849 005 000
31	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	0	8 500 000 000	8 500 000 000	0	10 500 000 000	10 500 000 000	0	5 050 000 000	5 050 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	19 050 000 000	19 050 000 000
	3101 Réhabilitation des infrastructures	0	7 000 000 000	7 000 000 000	0	7 000 000 000	7 000 000 000	0	1 550 000 000	1 550 000 000	0	0	0	0	8 550 000 000	8 550 000 000
	3102 Construction de nouvelles infrastructures	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	3 500 000 000	3 500 000 000	0	10 500 000 000	10 500 000 000
32	APPUI AUX ACTIVITES DES TRANSPORTS FERROVIAIRES	200 000 000	0	200 000 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	2 734 965 000	1 064 040 000	3 799 005 000
	3201 Renforcement des structures de régulations	200 000 000	0	200 000 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	911 655 000	354 680 000	1 266 335 000	2 734 965 000	1 064 040 000	3 799 005 000
4	TRANSPORT PAR VOIES D'EAU	800 000 000	2 650 000 000	3 450 000 000	1 000 000 000	16 309 929 260	17 309 929 260	1 000 000 000	14 181 308 448	15 181 308 448	1 000 000 000	11 053 000 000	12 053 000 000	3 000 000 000	41 544 237 708	44 544 237 708
41	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	0	2 200 000 000	2 200 000 000	0	12 835 900 000	12 835 900 000	0	11 759 668 448	11 759 668 448	0	10 653 000 000	10 653 000 000	0	35 248 568 448	35 248 568 448
	4101 Réhabilitation des infrastructures et des équipements	0	0	0	0	2 010 000 000	2 010 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	5 010 000 000	5 010 000 000
	4102 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements	0	2 200 000 000	2 200 000 000	0	10 825 900 000	10 825 900 000	0	10 259 668 448	10 259 668 448	0	9 153 000 000	9 153 000 000	0	30 238 568 448	30 238 568 448
42	REINFORCEMENT DE LA SECURITE	0	350 000 000	350 000 000	0	3 474 029 260	3 474 029 260	0	2 421 640 000	2 421 640 000	0	400 000 000	400 000 000	0	6 295 669 260	6 295 669 260
	4201 Amélioration des équipements de signalisation	0	350 000 000	350 000 000	0	2 774 029 260	2 774 029 260	0	1 721 640 000	1 721 640 000	0	0	0	0	4 495 669 260	4 495 669 260
	4202 Entretien et aménagement des voies navigables	0	0	0	0	700 000 000	700 000 000	0	700 000 000	700 000 000	0	400 000 000	400 000 000	0	1 800 000 000	1 800 000 000
43	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT PAR VOIES D'EAU	800 000 000	100 000 000	900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000
	4301 Appui aux opérateurs du secteur de transport par voies d'eau	800 000 000	100 000 000	900 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000
5	TRANSPORT AERIEN	2 344 629 000	2 787 036 596	5 131 665 596	2 723 586 000	24 721 900 000	27 445 486 000	2 741 000 000	22 338 900 000	25 079 900 000	6 339 226 000	18 621 900 000	24 961 126 000	11 803 812 000	65 682 700 000	77 486 512 000
51	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	0	2 119 000 000	2 119 000 000	0	20 250 000 000	20 250 000 000	0	20 250 000 000	20 250 000 000	0	16 250 000 000	16 250 000 000	0	56 750 000 000	56 750 000 000
	5101 Réhabilitation des infrastructures et équipements aéroportuaires	0	0	0	0	18 000 000 000	18 000 000 000	0	18 000 000 000	18 000 000 000	0	14 000 000 000	14 000 000 000	0	50 000 000 000	50 000 000 000
	5102 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements	0	2 119 000 000	2 119 000 000	0	2 250 000 000	2 250 000 000	0	2 250 000 000	2 250 000 000	0	2 250 000 000	2 250 000 000	0	6 750 000 000	6 750 000 000
52	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT AERIEN	2 344 629 000	668 036 596	3 012 665 596	2 723 586 000	4 471 900 000	7 195 486 000	2 741 000 000	2 088 900 000	4 829 900 000	6 339 226 000	2 371 900 000	8 711 126 000	11 803 812 000	8 932 700 000	20 736 512 000
	5201 Renforcement des structures de régulation de transport	2 344 629 000	668 036 596	3 012 665 596	2 723 586 000	3 971 900 000	6 695 486 000	2 741 000 000	2 088 900 000	4 829 900 000	6 339 226 000	2 371 900 000	8 711 126 000	11 803 812 000	8 432 700 000	20 236 512 000
	5202 Renforcement de l'offre de Transport	0	0</													

91 Ministère de la Santé, des Affaires sociales, de la Solidarité et de la Famille
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMÉS"

CODE	Description	Montants en FCFA														
		2011		2012		2013		2014		Total triennal		Total				
		Fonc	Inv	Fonc	Inv	Fonc	Inv	Fonc	Inv	Fonc	Inv	Fonc	Inv			
Total		76 828 464 576	38 410 000 000	115 238 464 576	167 479 957 377	299 495 879 774	466 975 337 151	155 224 259 285	264 796 048 853	420 020 878 138	155 163 650 981	84 864 217 758	240 027 968 771	477 868 437 623	649 156 146 385	1 127 024 584 000
1 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES		45 324 467 169	11 514 050 000	56 838 517 169	54 994 509 658	21 856 720 000	76 761 229 658	50 577 217 034	14 784 120 000	65 361 337 034	50 066 333 187	10 675 820 000	60 742 153 187	155 548 059 879	47 316 660 000	202 864 719 879
11	Gestion des ressources humaines	45 210 223 160	11 354 050 000	56 564 273 160	24 578 395 588	21 856 720 000	46 432 115 658	23 162 973 034	14 784 120 000	37 947 093 034	22 632 089 187	10 675 820 000	33 307 909 187	70 370 457 879	47 316 660 000	117 687 117 879
1101	Gestion des ressources humaines	34 607 410 000	0	34 607 410 000	13 509 801 840	0	13 509 801 840	12 059 081 360	0	11 541 452 692	0	0	11 541 452 692	0	0	37 110 335 892
1102	Gestion des ressources financières et matérielles des services de santé	3 564 898 160	10 466 050 000	14 030 748 160	3 671 769 176	21 171 470 000	24 843 239 176	3 671 447 094	14 141 870 000	17 813 317 094	3 657 493 503	10 093 570 000	13 751 063 503	11 000 709 773	45 406 910 000	56 407 619 773
1103	Gestion des ressources financières et matérielles des services sociaux	1 737 452 000	523 000 000	2 260 452 000	2 093 161 642	540 250 000	2 633 411 642	2 131 781 580	512 250 000	2 644 031 580	2 132 479 992	512 250 000	2 644 729 992	6 357 423 214	1 564 750 000	7 922 173 214
1104	Gestion des ressources financières et matérielles des services sociaux	34 607 663 000	40 000 000	5 340 663 000	5 300 663 000	145 000 000	5 445 663 000	5 300 663 000	130 000 000	5 430 663 000	5 300 663 000	70 000 000	5 370 663 000	15 901 989 000	345 000 000	16 246 989 000
1105	Gestion des ressources financières et matérielles des services de santé	0	325 000 000	325 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Gestion stratégique	114 244 000	160 000 000	274 244 000	231 744 000	0	231 744 000	164 244 000	0	164 244 000	214 244 000	0	214 244 000	610 232 000	0	610 232 000
1201	Planification et programmation	0	0	107 500 000	107 500 000	0	107 500 000	50 000 000	0	50 000 000	100 000 000	0	100 000 000	257 500 000	0	257 500 000
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	114 244 000	160 000 000	274 244 000	124 244 000	0	124 244 000	114 244 000	0	114 244 000	114 244 000	0	114 244 000	352 732 000	0	352 732 000
13	Cadre juridique et réglementaire	0	0	30 097 370 000	30 097 370 000	0	30 097 370 000	27 250 000 000	0	27 250 000 000	27 220 000 000	0	27 220 000 000	84 567 370 000	0	84 567 370 000
1301	Actualisation du cadre institutionnel et réglementaire du ministère	0	0	1 544 000 000	1 544 000 000	0	1 544 000 000	30 000 000	0	30 000 000	0	0	30 000 000	1 574 000 000	0	1 574 000 000
1302	Réforme du secteur pharmaceutique	0	0	25 747 000 000	25 747 000 000	0	25 747 000 000	25 000 000 000	0	25 000 000 000	25 000 000 000	0	25 000 000 000	75 747 000 000	0	75 747 000 000
1303	Réforme du secteur hospitalier	0	0	2 806 370 000	2 806 370 000	0	2 806 370 000	2 220 000 000	0	2 220 000 000	2 220 000 000	0	2 220 000 000	7 246 370 000	0	7 246 370 000
2 AMELIORATION DE L'ETAT DE SANTE ET LE BIEN-ETRE DES POPULATIONS		27 843 657 416	25 355 950 000	53 199 607 416	106 126 801 519	268 299 412 500	374 426 214 019	97 739 231 206	242 960 950 005	340 700 181 211	97 668 679 626	68 376 514 995	166 045 194 621	301 534 712 351	579 636 877 500	881 171 589 851
21	L'accès universel aux soins de santé des populations	19 616 471 320	20 060 390 000	39 676 861 320	21 733 267 523	249 698 500 000	271 431 767 523	21 253 240 320	231 561 300 005	252 814 540 325	64 211 809 735	64 211 809 735	64 211 809 735	542 825 565 000	607 037 374 583	
2101	développement des soins de santé primaire	61 637 000	0	61 637 000	61 637 000	0	61 637 000	61 637 000	0	61 637 000	61 637 000	0	61 637 000	184 911 000	0	184 911 000
2102	opérationnalisation de la région sanitaire	12 972 256 320	800 000 000	13 772 256 320	13 287 586 323	103 848 500 000	117 136 056 323	13 115 136 320	159 591 500 000	172 706 636 320	32 918 125 000	46 054 829 320	39 539 396 963	296 358 125 000	335 897 521 963	
2103	opérationnalisation du département sanitaire	2 291 369 000	2 669 390 000	4 960 759 000	2 324 665 200	975 000 000	3 299 665 200	3 127 758 000	487 500 000	2 815 258 000	2 312 121 420	2 443 750 000	2 555 871 420	6 964 544 620	1 706 250 000	8 670 794 620
2104	amélioration de la qualité des soins	0	0	1 627 000 000	81 000 000 000	81 000 000 000	82 627 000 000	1 355 500 000	8 150 000 000	9 505 500 000	1 322 130 000	5 000 000 000	6 322 130 000	4 304 630 000	94 150 000 000	98 454 630 000
2105	opérationnalisation du département sanitaire (2)	0	0	141 200 000	30 850 000 000	30 850 000 000	30 991 200 000	102 000 000	27 469 000 000	27 571 000 000	102 000 000	5 740 800 000	345 200 000	63 889 840 000	64 235 040 000	
2106	opérationnalisation du département sanitaire (3)	0	0	0	21 775 000 000	21 775 000 000	21 775 000 000	0	25 013 000 005	25 013 000 005	0	6 983 049 995	6 983 049 995	53 771 350 000	53 771 350 000	
2107	renforcement de l'offre de soins de 3ème niveau de la pyramide	4 291 209 000	16 591 000 000	20 882 209 000	4 291 209 000	11 250 000 000	15 541 209 000	4 291 209 000	10 850 000 000	15 141 209 000	4 290 709 000	10 850 000 000	15 141 209 000	12 873 127 000	32 950 000 000	45 823 127 000
22	Disponibilité des médicaments et des services d'aide au diagnostic	2 976 831 840	197 500 000	3 174 331 840	18 798 831 840	16 682 912 500	35 481 744 340	17 877 461 840	10 149 650 000	28 027 111 840	17 649 711 840	5 585 850 000	23 235 561 840	54 326 005 520	13 418 412 500	86 744 418 020
2201	disponibilité permanente des médicaments	1 785 156 840	97 500 000	1 882 656 840	13 392 156 840	9 337 500 000	21 729 656 840	13 392 156 840	5 147 500 000	18 539 656 840	13 392 156 840	2 097 500 000	15 489 656 840	16 470 470 520	15 582 500 000	55 758 970 520
2202	disponibilité du sang sécurisé	1 007 075 000	0	1 007 075 000	2 417 075 000	843 300 000	3 260 375 000	2 417 075 000	843 350 000	3 260 425 000	2 417 075 000	43 350 000	2 460 425 000	7 251 225 000	1 730 000 000	8 981 225 000
2203	renforcement des capacités des laboratoires	158 348 000	100 000 000	258 348 000	648 348 000	1 344 812 500	1 993 160 500	648 348 000	645 000 000	1 293 348 000	639 228 000	645 000 000	1 284 228 000	1 935 924 000	2 634 812 500	4 574 736 500
2204	disponibilité des services d'irradiation médicale	0	0	0	2 957 300 000	2 957 300 000	2 957 300 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	0	5 957 300 000	5 957 300 000
2205	gestion des déchets biomédicaux	0	0	2 007 500 000	1 900 000 000	3 907 500 000	1 168 630 000	1 000 000 000	2 168 630 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	4 176 130 000	3 900 000 000	8 076 130 000	
2206	renforcement des capacités de maintenance des équipements biomédicaux	26 252 000	0	26 252 000	333 752 000	1 300 000 000	1 633 752 000	251 252 000	1 013 800 000	1 265 052 000	201 252 000	300 000 000	501 252 000	786 256 000	2 613 800 000	3 400 056 000
23	Développement des mécanismes de financement et de la protection sociale	0	0	10 500 000	10 500 000	0	10 500 000	5 000 000	0	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000	20 500 000	0	20 500 000
2301	pérennisation du système de financement de la santé	0	0	10 500 000	10 500 000	0	10 500 000	5 000 000	0	5 000 000	5 000 000	0	5 000 000	20 500 000	0	20 500 000
24	Mise en place d'un système national d'information sanitaire et de recherche en santé	10 060 000	0	10 060 000	1 207 460 000	1 118 000 000	2 325 460 000	1 012 460 000	450 000 000	1 462 460 000	1 002 460 000	424 900 000	1 427 360 000	3 222 380 000	1 992 900 000	5 215 280 000
2401	réorganisation du système national d'information sanitaire	0	0	10 000 000	118 000 000	118 000 000	128 000 000	10 000 000	100 000 000	110 000 000	10 000 000	74 900 000	84 900 000	30 000 000	292 900 000	322 900 000
2402	renforcement du système de surveillance en santé publique	0	0	938 900 000	1 000 000 000	1 938 900 000	751 400 000	350 000 000	1 101 400 000	741 400 000	350 000 000	1 091 400 000	2 431 700 000	1 700 000 000	4 131 700 000	
2403	développement de la recherche opérationnelle	0	0	245 000 000	245 000 000	245 000 000	237 500 000	237 500 000	237 500 000	237 500 000	237 500 000	720 000 000	720 000 000	4 131 700 000	4 131 700 000	
2404	amélioration d'un système national d'information de g	10 060 000	0	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	13 560 000	40 680 000	40 680 000	40 680 000	
25	Développement des politiques publiques et des plans d'actions contribuant à la création et à la gestion d'environnements favorables à la santé	120 302 000	150 000 000	270 302 000	1 261 098 000	1 261 098 000	588 612 250	588 612 250	588 612 250	571 317 250	571 317 250	571 317 250	2 421 027 500	2 421 027 500	2 421 027 500	
2501	Mise en œuvre du plan stratégique santé-environnement	0	0	617 560 000	617 560 000	154 390 000	154 390 000	154 390 000	154 390 000	154 390 000	154 390 000	154 390 000	926 340 000	926 340 000	926 340 000	
2502	hygiène publique et assainissement	120 302 000	150 000 000	270 302 000	643 538 000	643 538 000	242 225 250	434 225 250	434 225 250	434 225 250	434 225 250	434 225 250	1 494 687 500	1 494 687 500		
26	Amélioration de la santé de la mère et de l'enfant	962 801 000	25 000 000	987 801 000	26 378 899 400	800 000 000	27 178 899 400	21 711 868 040	800 000 000	22 511 868 040	12 720 850 040	800 000 000	69 811 617 840	2 400 000 000	72 211 617 840	
2601	Réduction de la mortalité maternelle	66 738 000	25 000 000	91 738 000	21 861 536 400	800 000 000	22 661 536 400	19 249 621 200	800 000 000	20 049 621 200	19 258 603					

42 Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de l'Immigration et de la Décentralisation
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : SOUS-PROGRAMMES PAR NATURE ECONOMIQUE

SUR BASE "BESOINS EXPRIMES"

Montants en FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total	Fonc	Inv	Total
Total		43 052 989 451	11 908 738 420	54 961 727 871	45 075 528 000	250 567 595 394	295 643 123 394	45 276 944 000	258 560 359 247	303 837 303 247	45 302 484 000	282 251 763 180	327 554 247 180	135 654 956 000	791 379 717 821	927 034 673 821
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MINISTERE	42 444 814 451	200 653 000	42 645 467 451	38 934 402 000	3 900 000 000	42 834 402 000	38 944 854 000	3 880 000 000	42 824 854 000	38 945 354 000	3 870 000 000	42 815 354 000	116 824 610 000	11 650 000 000	128 474 610 000
11	Gestion stratégique	5 816 000	200 653 000	206 469 000	252 500 000	3 900 000 000	4 152 500 000	252 500 000	3 880 000 000	4 132 500 000	252 500 000	3 870 000 000	4 122 500 000	757 500 000	11 650 000 000	12 407 500 000
	1101 Planification et programmation	0	200 653 000	200 653 000	0	3 900 000 000	3 900 000 000	0	3 880 000 000	3 880 000 000	0	3 870 000 000	3 870 000 000	0	11 650 000 000	11 650 000 000
	1102 Gestion de la coopération et du partenariat	5 816 000	0	5 816 000	252 500 000	0	252 500 000	252 500 000	0	252 500 000	252 500 000	0	252 500 000	757 500 000	0	757 500 000
12	Gestion des ressources	42 438 998 451	0	42 438 998 451	38 681 902 000	0	38 681 902 000	38 692 354 000	0	38 692 354 000	38 692 854 000	0	38 692 854 000	116 067 110 000	0	116 067 110 000
	1201 Gestion des ressources financières et matérielles des Structures Centrales	11 997 007 719	0	11 997 007 719	7 963 799 000	0	7 963 799 000	7 970 799 000	0	7 970 799 000	7 971 299 000	0	7 971 299 000	23 905 897 000	0	23 905 897 000
	1202 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Estuaire	4 816 874 000	0	4 816 874 000	4 821 948 000	0	4 821 948 000	4 825 400 000	0	4 825 400 000	4 825 400 000	0	4 825 400 000	14 472 748 000	0	14 472 748 000
	1203 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province du Haut-Ogooué	640 699 332	0	640 699 332	649 373 000	0	649 373 000	649 373 000	0	649 373 000	649 373 000	0	649 373 000	1 948 119 000	0	1 948 119 000
	1204 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province du Moyen-Ogooué	194 749 000	0	194 749 000	153 511 000	0	153 511 000	153 511 000	0	153 511 000	153 511 000	0	153 511 000	460 533 000	0	460 533 000
	1205 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de la Ngounié	542 419 000	0	542 419 000	379 098 000	0	379 098 000	379 098 000	0	379 098 000	379 098 000	0	379 098 000	1 137 294 000	0	1 137 294 000
	1206 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de la Nyanga	338 711 000	0	338 711 000	295 535 000	0	295 535 000	295 535 000	0	295 535 000	295 535 000	0	295 535 000	886 605 000	0	886 605 000
	1207 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Ogooué-Ivindo	313 737 000	0	313 737 000	317 686 000	0	317 686 000	317 686 000	0	317 686 000	317 686 000	0	317 686 000	953 058 000	0	953 058 000
	1208 Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Ogooué-Lolo	312 006 000	0	312 006 000	416 308 000	0	416 308 000	416 308 000	0	416 308 000	416 308 000	0	416 308 000	1 248 924 000	0	1 248 924 000
	1209 Gestion des ressources financières et du matérielles de la Province de l'Ogooué-Maritime	1 364 277 000	0	1 364 277 000	1 347 613 000	0	1 347 613 000	1 347 613 000	0	1 347 613 000	1 347 613 000	0	1 347 613 000	4 042 839 000	0	4 042 839 000
	1210 Gestion des ressources financières et du matérielles de la Province du Woleu-Ntem	394 904 000	0	394 904 000	257 291 000	0	257 291 000	257 291 000	0	257 291 000	257 291 000	0	257 291 000	771 873 000	0	771 873 000
	1211 Gestion des ressources financières et du matérielles des Unités de Police 1	21 070 239 400	0	21 070 239 400	21 625 430 000	0	21 625 430 000	21 625 430 000	0	21 625 430 000	21 625 430 000	0	21 625 430 000	64 876 290 000	0	64 876 290 000
	1212 Gestion des ressources financières et matérielles des Unités de Police de l'Immigration	453 375 000	0	453 375 000	454 310 000	0	454 310 000	454 310 000	0	454 310 000	454 310 000	0	454 310 000	1 362 930 000	0	1 362 930 000
2	GESTION OPERATIONNELLE DES UNITES DE POLICE	0	7 710 635 000	7 710 635 000	3 320 300 000	224 448 798 531	227 769 098 531	3 120 300 000	225 860 298 531	228 980 598 531	2 720 300 000	258 189 486 281	260 909 786 281	9 160 900 000	708 498 583 343	717 659 483 343
21	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	0	130 158 000	130 158 000	1 100 000 000	2 311 350 000	3 411 350 000	1 100 000 000	2 421 350 000	3 521 350 000	1 100 000 000	2 432 917 000	3 532 917 000	3 300 000 000	7 165 617 000	10 465 617 000
	2101 Incorporation	0	0	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	3 300 000 000	3 300 000 000
	2102 Formation	0	0	0	1 100 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	3 300 000 000	0	3 300 000 000
	2103 Identification	0	130 158 000	130 158 000	0	1 211 350 000	1 211 350 000	0	1 321 350 000	1 321 350 000	0	1 332 917 000	1 332 917 000	0	3 865 617 000	3 865 617 000
22	GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES DES UNITES	0	7 580 477 000	7 580 477 000	2 220 300 000	222 137 448 531	224 357 748 531	2 020 300 000	223 438 948 531	225 459 248 531	1 620 300 000	255 756 569 281	257 376 869 281	5 860 900 000	701 332 966 343	707 193 866 343
	2201 Logistique de police	0	1 166 358 000	1 166 358 000	0	7 805 231 519	7 805 231 519	0	7 806 231 519	7 806 231 519	0	7 906 231 519	7 906 231 519	0	23 517 694 557	23 517 694 557
	2202 Vie du policier	0	5 414 119 000	5 414 119 000	2 220 300 000	210 962 217 010	213 182 517 010	2 020 300 000	212 212 717 010	214 233 017 010	1 620 300 000	243 198 217 010	244 818 517 010	5 860 900 000	666 373 151 030	672 234 051 030
	2203 Gestion des flux migratoires	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	3 370 000 002	3 370 000 002	0	3 420 000 002	3 420 000 002	0	4 652 120 752	4 652 120 752	0	11 442 120 756	11 442 120 756
3	GESTION DES CAPACITES ET D'OFFRE DE SERVICES D'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	608 175 000	3 997 450 420	4 605 625 420	2 820 826 000	22 218 796 863	25 039 622 863	3 211 790 000	28 820 060 716	32 031 850 716	3 636 830 000	20 192 276 899	23 829 106 899	9 669 446 000	71 231 134 478	80 900 580 478
31	SCOUTIN AUX POLITIQUES DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0	0	0	211 000 000	10 485 350 000	10 696 350 000	216 500 000	16 485 350 000	16 701 850 000	227 000 000	7 485 350 000	7 712 350 000	654 500 000	34 456 050 000	35 110 550 000
	3101 Conduite et pilotage des politiques en matière d'administration générale et du territoire	0	0	0	58 000 000	685 350 000	743 350 000	58 000 000	685 350 000	743 350 000	58 000 000	685 350 000	743 350 000	174 000 000	2 056 050 000	2 230 050 000
	3102 Gestion de l'Etat-Civil	0	0	0	153 000 000	9 800 000 000	9 953 000 000	158 500 000	15 800 000 000	15 958 500 000	169 000 000	6 800 000 000	6 969 000 000	480 500 000	32 400 000 000	32 880 500 000
32	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	608 175 000	683 174 420	1 291 349 420	2 353 730 000	4 098 635 870	6 452 365 870	2 726 790 000	4 374 282 016	7 101 072 016	3 031 330 000	4 637 623 199	7 668 953 199	8 111 850 000	13 110 541 085	21 222 391 085
	3201 Politique de la Décentralisation	0	0	0	90 000 000	2 725 000 000	2 815 000 000	90 000 000	2 725 000 000	2 815 000 000	90 000 000	2 725 000 000	2 815 000 000	270 000 000	8 175 000 000	8 445 000 000
	3202 Gestion des services déconcentrés	0	369 614 420	369 614 420	542 280 000	647 111 870	1 189 391 870	757 890 000	867 382 016	1 625 272 016	860 280 000	1 121 073 199	1 981 353 199	2 160 450 000	2 635 567 085	4 796 017 085
	3203 Gestion des frontières	8 175 000	100 000 000	108 175 000	821 450 000	0	821 450 000	826 900 000	0	826 900 000	878 550 000	0	878 550 000	2 526 900 000	0	2 526 900 000
	3204 Accompagnement à la Vie politique, culturelle et associative	600 000 000	213 560 000	813 560 000	900 000 000	726 524 000	1 626 524 000	1 052 000 000	781 900 000	1 833 900 000	1 202 500 000	791 550 000	1 994 050 000	3 154 500 000	2 299 974 000	5 454 474 000
33	SECURITE CIVILE	0	50 000 000	50 000 000	256 096 000	2 820 000 000	3 076 096 000	268 500 000	3 070 000 000	3 338 500 000	378 500 000	3 190 000 000	3 568 500 000	903 096 000	9 080 000 000	9 983 096 000
	3301 DGPR: Prévention des risques	0	50 000 000	50 000 000	156 096 000	875 000 000	1 031 096 000	168 500 000	1 125 000 000	1 278 500 000	278 500 000	1 225 000 000	1 503 500 000	603 096 000	3 225 000 000	3 828 096 000
	3302 DGPC: Organisation des secours	0	0	0	100 000 000	1 945 000 000	2 045 000 000	100 000 000	1 945 000 000	2 045 000 000	100 000 000	1 965 000 000	2 065 000 000	300 000 000	5 855 000 000	6 155 000 000
34	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DES UNITES DE POLICE	0	3 264 276 000	3 264 276 000	0	4 814 810 993	4 814 810 993	0	4 890 428 700	4 890 428 700	0	4 879 303 700	4 879 303 700	0	14 584 543 393	14 584 543 393
	3401 Gestion des Equipements	0	1 009 276 000	1 009 276 000	0	2 359 810 993	2 359 810 993	0	2 435 428 700	2 435 428 700	0	2 424 303 700	2 424 303 700	0	7 219 543 393	7 219 543 393

ANNEXE 7 :

**CONDENSE DES BUDGETS PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES
SECTORIELS**

71 Ministère des Transports

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		6 069,0	19 734,6	25 803,6	19 289,0	67 724,4	87 013,4	16 067,8	56 863,6	72 931,4	23 398,0	50 961,5	74 359,5	58 754,8	175 549,5	234 304,3
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	4 771,9	4 771,9	25,0	8 416,2	8 441,2	25,0	7 082,3	7 107,3	0,0	6 349,1	6 349,1	50,0	21 847,7	21 897,7
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	4 676,4	4 676,4	25,0	6 707,7	6 732,7	25,0	6 316,9	6 341,9	0,0	6 113,9	6 113,9	50,0	19 138,5	19 188,5
1101	Gestion des Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	25,0	139,9	164,9	25,0	25,0	50,0	0,0	25,0	25,0	50,0	189,9	239,9
1102	Gestion des Ressources Financières et matérielles Fonctionnement des Services Centraux	0,0	3 856,7	3 856,7	0,0	4 347,3	4 347,3	0,0	4 217,8	4 217,8	0,0	4 234,2	4 234,2	0,0	12 799,4	12 799,4
1103	Gestion des Ressources Financières et Matérielles Investissement des Services Centraux	0,0	440,0	440,0	0,0	1 840,4	1 840,4	0,0	1 692,4	1 692,4	0,0	1 490,0	1 490,0	0,0	5 022,8	5 022,8
1202	Partenariat et Coopération	0,0	95,5	95,5	0,0	1 095,5	1 095,5	0,0	95,5	95,5	0,0	85,2	85,2	0,0	1 276,2	1 276,2
1203	Cadre juridique et réglementaire	0,0	0,0	0,0	0,0	190,0	190,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	490,0	490,0
2	TRANSPORT ROUTIER	450,0	3 200,0	3 650,0	8 700,0	11 977,7	20 677,7	6 914,8	10 960,0	17 874,8	13 945,0	11 113,3	25 058,3	29 559,8	34 050,9	63 610,7
21	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT ROUTIER	150,0	3 200,0	3 350,0	7 700,0	5 500,0	13 200,0	6 550,0	5 460,0	12 010,0	13 945,0	5 000,0	18 945,0	28 195,0	15 960,0	44 155,0
2101	Renforcement du parc de véhicules de transport en commun	0,0	0,0	0,0	5 000,0	0,0	5 000,0	5 000,0	0,0	5 000,0	10 000,0	0,0	10 000,0	20 000,0	0,0	20 000,0
2102	Construction des gares routières et des installations annexes	150,0	500,0	650,0	2 650,0	1 000,0	3 650,0	1 550,0	1 000,0	2 550,0	3 945,0	1 000,0	4 945,0	8 145,0	3 000,0	11 145,0
2103	Appui aux opérateurs du secteur de transport routier	0,0	2 700,0	2 700,0	50,0	4 500,0	4 550,0	0,0	4 460,0	4 460,0	0,0	4 000,0	4 000,0	50,0	12 960,0	13 010,0
22	REINFORCEMENT DE LA SECURITE ROUTIERE	300,0	0,0	300,0	1 000,0	6 477,7	7 477,7	364,8	5 500,0	5 864,8	0,0	6 113,3	6 113,3	1 364,8	18 090,9	19 455,7
2201	Renforcement des dispositifs de contrôle de véhicules et de gestion de trafic	0,0	0,0	0,0	0,0	1 477,7	1 477,7	0,0	500,0	500,0	0,0	957,2	957,2	0,0	2 934,9	2 934,9
2202	Amélioration des équipements de signalisation routière	300,0	0,0	300,0	1 000,0	5 000,0	6 000,0	364,8	5 000,0	5 364,8	0,0	5 156,1	5 156,1	1 364,8	15 156,1	16 520,8
3	TRANSPORT FERROVIAIRE	1 500,0	7 200,0	8 700,0	1 500,0	10 266,3	11 766,3	1 500,0	4 816,3	6 316,3	1 500,0	3 266,3	4 766,3	4 500,0	18 349,0	22 849,0
31	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	1 500,0	7 000,0	8 500,0	1 500,0	9 000,0	10 500,0	1 500,0	3 550,0	5 050,0	1 500,0	2 000,0	3 500,0	4 500,0	14 550,0	19 050,0
3101	Réhabilitation des infrastructures	0,0	7 000,0	7 000,0	0,0	7 000,0	7 000,0	0,0	1 550,0	1 550,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 550,0	8 550,0
3102	Construction de nouvelles infrastructures	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	2 000,0	3 500,0	1 500,0	2 000,0	3 500,0	1 500,0	2 000,0	3 500,0	4 500,0	6 000,0	10 500,0
32	APPUI AUX ACTIVITES DES TRANSPORTS FERROVIAIRES	0,0	200,0	200,0	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	3 799,0	3 799,0
3201	Renforcement des structures de régulations	0,0	200,0	200,0	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	1 266,3	1 266,3	0,0	3 799,0	3 799,0
4	TRANSPORT PAR VOIES D'EAU	2 000,0	1 450,0	3 450,0	7 564,0	9 745,9	17 309,9	6 628,0	8 553,3	15 181,3	6 953,0	5 100,0	12 053,0	21 145,0	23 399,2	44 544,2
41	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	2 000,0	200,0	2 200,0	7 564,0	5 271,9	12 835,9	6 628,0	5 131,7	11 759,7	6 953,0	3 700,0	10 653,0	21 145,0	14 103,6	35 248,6
4101	Réhabilitation des infrastructures et des équipements	0,0	0,0	0,0	510,0	1 500,0	2 010,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	510,0	4 500,0	5 010,0
4102	Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements	2 000,0	200,0	2 200,0	7 054,0	3 771,9	10 825,9	6 628,0	3 631,7	10 259,7	6 953,0	2 200,0	9 153,0	20 635,0	9 603,6	30 238,6
42	REINFORCEMENT DE LA SECURITE	0,0	350,0	350,0	0,0	3 474,0	3 474,0	0,0	2 421,6	2 421,6	0,0	400,0	400,0	0,0	6 295,7	6 295,7
4201	Amélioration des équipements de signalisation	0,0	350,0	350,0	0,0	2 774,0	2 774,0	0,0	1 721,6	1 721,6	0,0	0,0	0,0	0,0	4 495,7	4 495,7
4202	Entretien et aménagement des voies navigables	0,0	0,0	0,0	0,0	700,0	700,0	0,0	700,0	700,0	0,0	400,0	400,0	0,0	1 800,0	1 800,0
43	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT PAR VOIES D'EAU	0,0	900,0	900,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0
4301	Appui aux opérateurs du secteur de transport par voies d'eau	0,0	900,0	900,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0
5	TRANSPORT AERIEN	2 119,0	3 012,7	5 131,7	1 500,0	25 945,5	27 445,5	1 000,0	24 079,9	25 079,9	1 000,0	23 961,1	24 961,1	3 500,0	73 986,5	77 486,5
51	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES	2 119,0	0,0	2 119,0	1 000,0	19 250,0	20 250,0	1 000,0	19 250,0	20 250,0	1 000,0	15 250,0	16 250,0	3 000,0	53 750,0	56 750,0
5101	Réhabilitation des infrastructures et équipements aeroportuaires	0,0	0,0	0,0	0,0	18 000,0	18 000,0	0,0	18 000,0	18 000,0	0,0	14 000,0	14 000,0	0,0	50 000,0	50 000,0
5102	Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements	2 119,0	0,0	2 119,0	1 000,0	1 250,0	2 250,0	1 000,0	1 250,0	2 250,0	1 000,0	1 250,0	2 250,0	3 000,0	3 750,0	6 750,0
52	APPUI AUX ACTIVITES DE TRANSPORT AERIEN	0,0	3 012,7	3 012,7	500,0	6 695,5	7 195,5	0,0	4 829,9	4 829,9	0,0	8 711,1	8 711,1	500,0	20 236,5	20 736,5
5201	Renforcement des structures de régulation de transport	0,0	3 012,7	3 012,7	0,0	6 695,5	6 695,5	0,0	4 829,9	4 829,9	0,0	8 711,1	8 711,1	0,0	20 236,5	20 236,5
5202	Renforcement de l'offre de Transport	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0
6	AXE TRANSVERSALE	0,0	100,0	100,0	0,0	1 372,8	1 372,8	0,0	1 371,7	1 371,7	0,0	1 171,7	1 171,7	0,0	3 916,2	3 916,2
61	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET AMELIORATION DE LA SECURITE DES TRANSPORTS	0,0	100,0	100,0	0,0	1 372,8	1 372,8	0,0	1 371,7	1 371,7	0,0	1 171,7	1 171,7	0,0	3 916,2	3 916,2
6101	Gestion des crises	0,0	100,0	100,0	0,0	800,0	800,0	0,0	800,0	800,0	0,0	600,0	600,0	0,0	2 200,0	2 200,0
6102	Gestion de la Météorologie Nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	572,8	572,8	0,0	571,7	571,7	0,0	571,7	571,7	0,0	1 716,2	1 716,2

25 Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération internationale et de la Francophonie

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	28 886,5	28 886,5	0,0	38 497,9	38 497,9	0,0	39 184,3	39 184,3	0,0	39 929,3	39 929,3	0,0	117 611,6	117 611,6
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	10 051,9	10 051,9	0,0	10 510,3	10 510,3	0,0	10 512,9	10 512,9	0,0	10 887,9	10 887,9	0,0	31 911,0	31 911,0
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	7 849,9	7 849,9	0,0	7 912,2	7 912,2	0,0	7 912,2	7 912,2	0,0	7 937,2	7 937,2	0,0	23 761,7	23 761,7
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	62,4	62,4	0,0	62,4	62,4	0,0	87,4	87,4	0,0	212,1	212,1
	1102 Gestion des Ressources Financières et Matérielles	0,0	7 849,9	7 849,9	0,0	7 849,9	7 849,9	0,0	7 849,9	7 849,9	0,0	7 849,9	7 849,9	0,0	23 549,6	23 549,6
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	2 202,1	2 202,1	0,0	2 598,1	2 598,1	0,0	2 600,6	2 600,6	0,0	2 950,6	2 950,6	0,0	8 149,3	8 149,3
	1201 Planification et programmation	0,0	1 024,6	1 024,6	0,0	845,6	845,6	0,0	1 048,2	1 048,2	0,0	1 398,2	1 398,2	0,0	3 292,0	3 292,0
	1202 Elargissement du champ d'action	0,0	1 152,5	1 152,5	0,0	1 202,5	1 202,5	0,0	1 202,5	1 202,5	0,0	1 202,5	1 202,5	0,0	3 607,4	3 607,4
	1203 Assistance des gabonais	0,0	25,0	25,0	0,0	550,0	550,0	0,0	350,0	350,0	0,0	350,0	350,0	0,0	1 250,0	1 250,0
2	PROMOTION DE L'IMAGE DU GABON	0,0	18 834,6	18 834,6	0,0	27 987,6	27 987,6	0,0	28 671,5	28 671,5	0,0	29 041,5	29 041,5	0,0	85 700,5	85 700,5
21	RENFORCEMENT DE LA PRESENCE DU GABON SUR LA SCENE INTERNATIONALE	0,0	17 595,4	17 595,4	0,0	26 631,6	26 631,6	0,0	27 315,5	27 315,5	0,0	27 685,5	27 685,5	0,0	81 632,5	81 632,5
	2101 Gestion des représentations diplomatiques	0,0	17 595,4	17 595,4	0,0	26 631,6	26 631,6	0,0	27 315,5	27 315,5	0,0	27 685,5	27 685,5	0,0	81 632,5	81 632,5
	2102 Sécurisation du système d'informations sur l'immigration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION	0,0	1 239,2	1 239,2	0,0	1 356,0	1 356,0	0,0	1 356,0	1 356,0	0,0	1 356,0	1 356,0	0,0	4 068,0	4 068,0
	2201 Coopération bilatérale	0,0	204,4	204,4	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	600,0	600,0
	2202 Coopération multilatérale	0,0	1 034,9	1 034,9	0,0	1 156,0	1 156,0	0,0	1 156,0	1 156,0	0,0	1 156,0	1 156,0	0,0	3 468,0	3 468,0

61 Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMÉS"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		10 000,0	23 012,1	33 012,1	15 942,0	50 490,7	66 432,7	14 324,0	60 190,9	74 514,9	14 173,0	53 629,1	67 802,1	44 439,0	164 310,7	208 749,7
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	6 546,6	6 546,6	0,0	6 053,6	6 053,6	0,0	11 399,2	11 399,2	0,0	11 538,6	11 538,6	0,0	28 991,4	28 991,4
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	6 067,7	6 067,7	0,0	5 530,7	5 530,7	0,0	10 871,3	10 871,3	0,0	11 116,7	11 116,7	0,0	27 518,6	27 518,6
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	41,3	41,3	0,0	11,3	11,3	0,0	42,1	42,1	0,0	42,1	42,1	0,0	95,6	95,6
1102	Gestion des ressources matérielles et Financières des Services Centraux 1	0,0	645,4	645,4	0,0	1 411,2	1 411,2	0,0	1 665,6	1 665,6	0,0	1 715,7	1 715,7	0,0	4 792,5	4 792,5
1103	Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Centraux 2	0,0	4 269,5	4 269,5	0,0	2 331,8	2 331,8	0,0	7 251,4	7 251,4	0,0	7 388,3	7 388,3	0,0	16 971,5	16 971,5
1104	Gestion des Ressources matérielles et Financières des Services Déconcentrés 1	0,0	744,6	744,6	0,0	882,3	882,3	0,0	959,0	959,0	0,0	961,4	961,4	0,0	2 802,7	2 802,7
1105	Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Déconcentrés 2	0,0	253,8	253,8	0,0	801,1	801,1	0,0	858,9	858,9	0,0	914,1	914,1	0,0	2 574,1	2 574,1
1106	Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Services Déconcentrés 3	0,0	113,0	113,0	0,0	93,0	93,0	0,0	94,1	94,1	0,0	95,1	95,1	0,0	282,2	282,2
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	478,9	478,9	0,0	522,9	522,9	0,0	527,9	527,9	0,0	421,9	421,9	0,0	1 472,8	1 472,8
1201	Planification des programmes	0,0	110,0	110,0	0,0	101,0	101,0	0,0	106,0	106,0	0,0	0,0	0,0	0,0	207,0	207,0
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	368,9	368,9	0,0	421,9	421,9	0,0	421,9	421,9	0,0	421,9	421,9	0,0	1 265,8	1 265,8
2	AGRICULTURE	10 000,0	8 758,1	18 758,1	14 410,0	19 644,1	34 054,1	13 020,0	23 774,4	36 704,4	13 800,0	17 060,1	31 750,1	41 230,0	61 368,6	102 598,3
21	SECURITE ALIMENTAIRE	0,0	7 058,1	7 058,1	0,0	16 217,2	16 217,2	0,0	20 347,5	20 347,5	0,0	15 139,3	15 139,3	0,0	51 704,0	51 704,0
2101	Appui à la production des cultures maraichères, fruitières et céréalières	0,0	3 415,0	3 415,0	0,0	11 487,0	11 487,0	0,0	16 128,0	16 128,0	0,0	11 744,9	11 744,9	0,0	39 359,9	39 359,9
2102	Appui à la production des cultures vivrières	0,0	2 493,1	2 493,1	0,0	4 730,1	4 730,1	0,0	4 219,5	4 219,5	0,0	3 394,4	3 394,4	0,0	12 344,1	12 344,1
2103	Appui à la production et à la diffusion des semences	0,0	150,0	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2104	Appui à la transformation des produits agricoles	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	APPUI A LA REHABILITATION DES STRUCTURES DE PRODUCTION DES CULTURES DE RENTE	0,0	1 700,0	1 700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2201	Travaux de réaménagement et d'équipement des structures	0,0	1 700,0	1 700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
23	PRODUCTION INTENSIVE	0,0	0,0	0,0	0,0	3 426,9	3 426,9	0,0	3 426,9	3 426,9	0,0	2 810,8	2 810,8	0,0	9 664,6	9 664,6
2301	Mise en place d'un cadre attractif pour le sous-secteur agriculture	0,0	0,0	0,0	0,0	3 426,9	3 426,9	0,0	3 426,9	3 426,9	0,0	2 810,8	2 810,8	0,0	9 664,6	9 664,6
2302	Initiation aux nouveaux itinéraires techniques d'agriculture intensive (fermes pilotes)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	AMENAGER LES TERRES AGRICOLES ET DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ASSOCIEES	0,0	0,0	0,0	2 710,0	0,0	2 710,0	4 150,0	0,0	4 150,0	5 650,0	0,0	5 650,0	12 510,0	0,0	12 510,0
2401	INVENTAIRE, CARACTERISATION ET AMENAGEMENT DES TERRES AGRICOLES	0,0	0,0	0,0	2 710,0	0,0	2 710,0	4 150,0	0,0	4 150,0	5 650,0	0,0	5 650,0	12 510,0	0,0	12 510,0
25	ACCROITRE LA SECURITE ALIMENTAIRE	10 000,0	0,0	10 000,0	9 200,0	0,0	9 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 200,0	0,0	9 200,0
2501	DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE PERIURBAINE ET DES CULTURES VIVRIERES INTENSIVES	10 000,0	0,0	10 000,0	9 200,0	0,0	9 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 200,0	0,0	9 200,0
26	DEVELOPPER LES FILIERES AGROINDUSTRIELLES D'EXPORTATION	0,0	0,0	0,0	2 200,0	0,0	2 200,0	8 650,0	0,0	8 650,0	8 150,0	0,0	8 150,0	19 000,0	0,0	19 000,0
2601	DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES D'EXPORTATION	0,0	0,0	0,0	2 200,0	0,0	2 200,0	8 650,0	0,0	8 650,0	8 150,0	0,0	8 150,0	19 000,0	0,0	19 000,0
27	DEVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE (RECHERCHE)	0,0	0,0	0,0	300,0	0,0	300,0	220,0	0,0	220,0	0,0	0,0	0,0	520,0	0,0	520,0
2701	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INSERTION	0,0	0,0	0,0	300,0	0,0	300,0	220,0	0,0	220,0	0,0	0,0	0,0	520,0	0,0	520,0
2702	APPUI A LA RECHERCHE AGRICOLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	ELEVAGE	0,0	1 420,0	1 420,0	0,0	18 947,5	18 947,5	0,0	21 256,9	21 256,9	0,0	21 195,6	21 195,6	0,0	61 415,4	61 415,4
31	SECURITE ALIMENTAIRE	0,0	1 420,0	1 420,0	0,0	16 947,5	16 947,5	0,0	19 241,5	19 241,5	0,0	19 180,2	19 180,2	0,0	55 369,2	55 369,2
3101	Appui à la production volatile et ruminants	0,0	1 420,0	1 420,0	0,0	16 947,5	16 947,5	0,0	19 241,5	19 241,5	0,0	19 180,2	19 180,2	0,0	55 369,2	55 369,2
3102	Appui à la transformation des produits d'élevage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	PRODUCTION INTENSIVE	0,0	0,0	0,0	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	6 046,2	6 046,2
3201	Mise en place d'un cadre attractif du sous-secteur élevage	0,0	0,0	0,0	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	2 015,4	2 015,4	0,0	6 046,2	6 046,2
3202	Initiation aux nouveaux itinéraires techniques en élevage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	PÊCHE ET AQUACULTURE	0,0	6 127,4	6 127,4	1 432,0	4 089,9	5 521,9	1 279,0	3 450,0	4 729,0	348,0	2 634,5	2 982,5	3 059,0	10 174,4	13 233,4
41	SECURITE ALIMENTAIRE	0,0	6 127,4	6 127,4	0,0	718,7	718,7	0,0	678,7	678,7	0,0	44,0	44,0	0,0	1 441,4	1 441,4
4101	Développement de l'aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	213,7	213,7	0,0	178,7	178,7	0,0	44,0	44,0	0,0	436,4	436,4
4102	Développement de la pêche	0,0	150,0	150,0	0,0	505,0	505,0	0,0	500,0	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 005,0	1 005,0
4103	Transformation des produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4104	Développement du secteur pêche et aquaculture	0,0	5 977,4	5 977,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
42	APPUI A LA REHABILITATION DES FERMES PISCICOLES	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	106,0	106,0	0,0	106,0	106,0	0,0	362,0	362,0
4201	Travaux de réaménagement et équipement des structures	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	106,0	106,0	0,0	106,0	106,0	0,0	362,0	362,0
43	PRODUCTION INTENSIVE	0,0	0,0	0,0	0,0	3 221,2	3 221,2	0,0	2 665,4	2 665,4	0,0	2 484,5	2 484,5	0,0	8 371,0	8 371,0
4301	Promotion de l'aquaculture intensive	0,0	0,0	0,0	0,0	1 721,2	1 721,2	0,0	1 660,4	1 660,4	0,0	1 479,5	1 479,5	0,0	4 861,0	4 861,0
4302	Mise en place d'un cadre attractif pour le sous-secteur pêche et aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 005,0	1 005,0	0,0	1 005,0	1 005,0	0,0	3 510,0	3 510,0
4303	Initiation aux nouveaux itinéraires techniques de pisciculture intensive	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
44	REFORME DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DES PÊCHES, DE L'AQUACULTURE ET GESTION DE LA RESSOURCE	0,0	0,0	0,0	280,0	0,0	280,0	502,0	0,0	502,0	178,0	0,0	178,0	960,0	0,0	960,0
4401	REFORME DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DES PÊCHES, DE L'AQUACULTURE ET GESTION DE LA RESSOURCE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4402	GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE	0,0														

51 Ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique chargé de la Réforme de l'Etat

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	645 583,4	645 583,4	1 057,0	368 224,2	369 281,2	514,5	333 174,7	333 689,2	513,5	327 086,7	327 600,2	2 085,0	1 028 485,6	1 030 570,6
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	403 142,3	403 142,3	0,0	89 433,7	89 433,7	0,0	83 376,3	83 376,3	0,0	78 944,1	78 944,1	0,0	251 754,1	251 754,1
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	401 684,9	401 684,9	0,0	85 301,4	85 301,4	0,0	80 453,0	80 453,0	0,0	76 882,8	76 882,8	0,0	242 637,3	242 637,3
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	150,0	150,0
	1102 Gestion des Ressources d'Equipement et de Développement	0,0	22 252,6	22 252,6	0,0	28 057,7	28 057,7	0,0	23 263,1	23 263,1	0,0	19 697,1	19 697,1	0,0	71 017,9	71 017,9
	1103 Gestion des Ressources Financières et Matérielles du Cabinet du Min et du SG	0,0	3 178,6	3 178,6	0,0	3 306,7	3 306,7	0,0	3 306,7	3 306,7	0,0	3 306,7	3 306,7	0,0	9 920,1	9 920,1
	1104 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DCAF	0,0	617,7	617,7	0,0	957,7	957,7	0,0	957,7	957,7	0,0	957,7	957,7	0,0	2 873,0	2 873,0
	1105 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGAFP	0,0	387,5	387,5	0,0	409,5	409,5	0,0	409,4	409,4	0,0	409,4	409,4	0,0	1 228,2	1 228,2
	1106 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGB	0,0	2 966,5	2 966,5	0,0	1 908,6	1 908,6	0,0	1 860,5	1 860,5	0,0	1 838,0	1 838,0	0,0	5 607,2	5 607,2
	1107 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGCF	0,0	953,9	953,9	0,0	1 952,2	1 952,2	0,0	1 949,8	1 949,8	0,0	2 050,0	2 050,0	0,0	5 951,9	5 951,9
	1108 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGCP	0,0	347 600,2	347 600,2	0,0	23 931,4	23 931,4	0,0	23 931,4	23 931,4	0,0	24 039,3	24 039,3	0,0	71 902,0	71 902,0
	1109 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGST	0,0	2 690,8	2 690,8	0,0	3 380,1	3 380,1	0,0	3 380,1	3 380,1	0,0	3 187,1	3 187,1	0,0	9 947,2	9 947,2
	1110 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGST_SUITE	0,0	19 757,6	19 757,6	0,0	19 953,4	19 953,4	0,0	19 953,4	19 953,4	0,0	19 953,4	19 953,4	0,0	59 860,3	59 860,3
	1111 Renforcement du dispositif institutionnel_DGME	0,0	281,6	281,6	0,0	361,4	361,4	0,0	361,4	361,4	0,0	361,4	361,4	0,0	1 084,2	1 084,2
	1112 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGENA	0,0	497,6	497,6	0,0	538,5	538,5	0,0	535,2	535,2	0,0	538,5	538,5	0,0	1 612,2	1 612,2
	1113 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGEPCA	0,0	450,0	450,0	0,0	494,4	494,4	0,0	494,4	494,4	0,0	494,4	494,4	0,0	1 483,1	1 483,1
	1114 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGIF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1115 Gestion des Ressources Financières et Matérielles de la DGRP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1116 Gestion des Ressources Financières et Matérielles du CDPA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1117 Gestion des Ressources Financières et Matérielles du SCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	1 457,5	1 457,5	0,0	4 132,3	4 132,3	0,0	2 923,3	2 923,3	0,0	2 061,3	2 061,3	0,0	9 116,8	9 116,8
	1201 Planification et Programmation	0,0	1 160,0	1 160,0	0,0	3 451,0	3 451,0	0,0	2 242,0	2 242,0	0,0	1 380,0	1 380,0	0,0	7 073,0	7 073,0
	1202 Gestion du Partenariat et de la Coopération	0,0	297,5	297,5	0,0	681,3	681,3	0,0	681,3	681,3	0,0	681,3	681,3	0,0	2 043,8	2 043,8
2	MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES	0,0	239 981,1	239 981,1	1 007,0	274 313,5	275 320,5	507,0	245 445,3	245 952,3	506,0	242 889,6	243 395,6	2 020,0	762 648,4	764 668,4
21	TENUE DES COMPTES DE L'ETAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2101 Transparence et qualité des comptes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE	0,0	4 266,6	4 266,6	1 000,0	5 666,6	6 666,6	500,0	5 666,6	6 166,6	500,0	4 356,6	4 856,6	2 000,0	15 689,9	17 689,9
	2201 Mise en place de la BOP	0,0	2 236,6	2 236,6	1 000,0	1 536,6	2 536,6	500,0	1 536,6	2 036,6	500,0	1 536,6	2 036,6	2 000,0	4 609,9	6 609,9
	2202 Amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat	0,0	770,0	770,0	0,0	770,0	770,0	0,0	770,0	770,0	0,0	770,0	770,0	0,0	2 310,0	2 310,0
	2203 Normalisation des documents administratifs	0,0	1 260,0	1 260,0	0,0	3 360,0	3 360,0	0,0	3 360,0	3 360,0	0,0	2 050,0	2 050,0	0,0	8 770,0	8 770,0
23	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES NATIONALES	0,0	0,0	0,0	7,0	0,0	7,0	7,0	0,0	7,0	6,0	0,0	6,0	20,0	0,0	20,0
	2301 Formation des gestionnaires des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2302 Appui à la compétitivité	0,0	0,0	0,0	7,0	0,0	7,0	7,0	0,0	7,0	6,0	0,0	6,0	20,0	0,0	20,0
24	MAITRISE DES DEPENSES PUBLIQUES	0,0	235 714,4	235 714,4	0,0	268 646,8	268 646,8	0,0	239 778,7	239 778,7	0,0	238 532,9	238 532,9	0,0	746 958,5	746 958,5
	2401 Gestion des dépenses d'eau et d'électricité	0,0	1 263,0	1 263,0	0,0	1 263,0	1 263,0	0,0	1 263,0	1 263,0	0,0	1 263,0	1 263,0	0,0	3 789,0	3 789,0
	2402 Gestion des dépenses centralisées de personnel	0,0	139 576,1	139 576,1	0,0	172 515,4	172 515,4	0,0	143 647,2	143 647,2	0,0	145 855,5	145 855,5	0,0	462 018,1	462 018,1
	2403 Gestion des dépenses immobilières, hospitalisation et humanisation	0,0	4 620,2	4 620,2	0,0	4 620,2	4 620,2	0,0	4 620,2	4 620,2	0,0	4 620,2	4 620,2	0,0	13 860,5	13 860,5
	2404 Gestion des autres dépenses centralisées	0,0	90 255,1	90 255,1	0,0	90 248,3	90 248,3	0,0	90 248,3	90 248,3	0,0	86 794,3	86 794,3	0,0	267 290,9	267 290,9
3	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DE LA GRH	0,0	2 260,0	2 260,0	50,0	1 070,0	1 120,0	7,5	1 070,0	1 077,5	7,5	1 070,0	1 077,5	65,0	3 210,0	3 275,0
31	MAITRISE DES EFFECTIFS DES AGENTS CIVILS DE L'ETAT	0,0	1 875,8	1 875,8	50,0	685,8	735,8	7,5	685,8	693,3	7,5	685,8	693,3	65,0	2 057,3	2 122,3
	3101 Gestion du fichier central de l'Etat	0,0	1 425,8	1 425,8	50,0	235,8	285,8	7,5	235,8	243,3	7,5	235,8	243,3	65,0	707,3	772,3
	3102 Gestion des recrutements des agents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3103 Départs volontaires des agents de l'Etat	0,0	450,0	450,0	0,0	450,0	450,0	0,0	450,0	450,0	0,0	450,0	450,0	0,0	1 350,0	1 350,0
32	FORMATIONS ET GESTION DES CARRIERES ADMINISTRATIVES DES AGENTS	0,0	384,2	384,2	0,0	384,2	384,2	0,0	384,2	384,2	0,0	384,2	384,2	0,0	1 152,7	1 152,7
	3201 Formations des agents de l'Etat	0,0	376,0	376,0	0,0	376,0	376,0	0,0	376,0	376,0	0,0	376,0	376,0	0,0	1 128,0	1 128,0
	3202 Gestion des carrières des agents civils de l'Etat	0,0	8,2	8,2	0,0	8,2	8,2	0,0	8,2	8,2	0,0	8,2	8,2	0,0	24,7	24,7
	3203 Gestion des équivalences administratives des diplômés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES STRUCTURES CENTRALES DE L'ETA	0,0	200,0	200,0	0,0	3 407,0	3 407,0	0,0	3 283,1	3 283,1	0,0	4 183,1	4 183,1	0,0	10 873,2	10 873,2
41	REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE	0,0	200,0	200,0	0,0	3 407,0	3 407,0	0,0	3 283,1	3 283,1	0,0	4 183,1	4 183,1	0,0	10 873,2	10 873,2
	4101 Déploiement du logiciel HR Access	0,0	200,0	200,0	0,0	2 246,0	2 246,0	0,0	2 246,0	2 246,0	0,0	3 146,0	3 146,0	0,0	7 638,0	7 638,0
	4102 Amélioration du service public	0,0	0,0	0,0	0,0	1 161,0	1 161,0	0,0	1 037,1	1 037,1	0,0	1 037,1	1 037,1	0,0	3 235,2	3 235,2

26 Conseil Économique et Social

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	2 477,9	2 477,9	0,0	4 378,1	4 378,1	0,0	4 317,5	4 317,5	0,0	3 290,0	3 290,0	0,0	11 985,6	11 985,6
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	2 460,4	2 460,4	0,0	4 102,1	4 102,1	0,0	4 025,5	4 025,5	0,0	2 980,2	2 980,2	0,0	11 107,7	11 107,7
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	2 420,9	2 420,9	0,0	3 866,3	3 866,3	0,0	3 772,4	3 772,4	0,0	2 695,5	2 695,5	0,0	10 334,2	10 334,2
	1101 Ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	45,0	45,0	0,0	52,0	52,0	0,0	80,0	80,0	0,0	177,0	177,0
	1102 Ressources financières et matérielles	0,0	2 420,9	2 420,9	0,0	3 821,3	3 821,3	0,0	3 720,4	3 720,4	0,0	2 615,5	2 615,5	0,0	10 157,2	10 157,2
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	39,5	39,5	0,0	235,7	235,7	0,0	253,1	253,1	0,0	284,7	284,7	0,0	773,5	773,5
	1201 Planification et Programmation	0,0	28,0	28,0	0,0	163,7	163,7	0,0	166,7	166,7	0,0	181,0	181,0	0,0	511,4	511,4
	1202 Gestion du partenariat et de la coopération régionale	0,0	1,5	1,5	0,0	52,0	52,0	0,0	62,4	62,4	0,0	74,9	74,9	0,0	189,3	189,3
	1203 Gestion du partenariat et de la coopération internationale	0,0	10,0	10,0	0,0	20,0	20,0	0,0	24,0	24,0	0,0	28,8	28,8	0,0	72,8	72,8
2	AMELIORATION DE LA CONTRIBUTION DU CONSEIL AU DEVELOPPEMENT	0,0	17,5	17,5	0,0	276,0	276,0	0,0	292,1	292,1	0,0	309,8	309,8	0,0	877,9	877,9
21	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CONSEILLERS ECONOMIQUES ET SOCIAUX	0,0	17,5	17,5	0,0	276,0	276,0	0,0	292,1	292,1	0,0	309,8	309,8	0,0	877,9	877,9
	2101 Développement des capacités des conseillers	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	15,0	15,0	0,0	15,0	15,0	0,0	45,0	45,0
	2102 Amélioration des conditions de vie et de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	157,0	157,0	0,0	173,1	173,1	0,0	190,8	190,8	0,0	520,9	520,9
	2103 Appui au fonctionnement des structures de travail du Conseil	0,0	17,5	17,5	0,0	104,0	104,0	0,0	104,0	104,0	0,0	104,0	104,0	0,0	312,0	312,0

43 Ministère de la Communication et de l'Economie numérique

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	16 484,5	16 484,5	500,0	42 282,3	42 782,3	500,0	44 162,0	44 662,0	500,0	46 947,5	47 447,5	1 500,0	133 391,9	134 891,9
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	16 484,5	16 484,5	0,0	36 314,8	36 314,8	0,0	35 445,1	35 445,1	0,0	35 730,7	35 730,7	0,0	107 490,6	107 490,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	16 484,5	16 484,5	0,0	36 314,8	36 314,8	0,0	35 445,1	35 445,1	0,0	35 730,7	35 730,7	0,0	107 490,6	107 490,6
1101	Ressources Humaines	0,0	4 175,8	4 175,8	0,0	4 175,8	4 175,8	0,0	4 175,8	4 175,8	0,0	4 175,8	4 175,8	0,0	12 527,3	12 527,3
1102	Ressources Financières et Matérielles	0,0	12 308,7	12 308,7	0,0	11 730,9	11 730,9	0,0	11 913,5	11 913,5	0,0	13 476,7	13 476,7	0,0	37 121,1	37 121,1
1103	Administration générale du Secteur	0,0	0,0	0,0	0,0	9 758,7	9 758,7	0,0	9 506,4	9 506,4	0,0	9 458,7	9 458,7	0,0	28 723,9	28 723,9
1104	Administration Générale du Secteur 2	0,0	0,0	0,0	0,0	10 649,4	10 649,4	0,0	9 849,4	9 849,4	0,0	8 619,4	8 619,4	0,0	29 118,3	29 118,3
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1201	Planification et Programmation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1202	Gestion de la Coopération et du Partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	RENFORCEMENT DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DE LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	4 685,5	4 685,5	0,0	5 994,9	5 994,9	0,0	10 194,9	10 194,9	0,0	20 875,3	20 875,3
21	DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE ECRITE ET EN LIGNE	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	4 700,0	4 700,0
2101	Dynamisation de la presse écrite publique	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	4 700,0	4 700,0
2102	Dynamisation de la presse écrite privée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2103	La presse en ligne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2104	Développement du cinéma Gabonais	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	DEVELOPPEMENT DES MEDIAS AUDIOVISUELS	0,0	0,0	0,0	0,0	4 185,5	4 185,5	0,0	4 694,9	4 694,9	0,0	6 694,9	6 694,9	0,0	15 575,3	15 575,3
2201	Création	0,0	0,0	0,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	7 500,0	7 500,0
2202	production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2203	Diffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2204	Télédiffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	1 685,5	1 685,5	0,0	2 194,9	2 194,9	0,0	4 194,9	4 194,9	0,0	8 075,3	8 075,3
23	DEVELOPPEMENT DES SERVICES POSTAUX	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	300,0	300,0	0,0	0,0	0,0	0,0	600,0	600,0
2301	Deploiement du réseau postal national gabonais	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0	400,0
2302	Modernisation de la poste et des nouveaux produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2303	Renforcement du cadre institutionnel de l'activité postale	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0
3	DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	1 282,0	1 282,0	0,0	2 722,0	2 722,0	0,0	1 022,0	1 022,0	0,0	5 026,0	5 026,0
31	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES TELECOMMUNICATIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3101	Développement d'un réseau national interconnecté des télécommunications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3102	Réhabilitation des infrastructures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	PROMOTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	0,0	0,0	0,0	0,0	1 282,0	1 282,0	0,0	2 722,0	2 722,0	0,0	1 022,0	1 022,0	0,0	5 026,0	5 026,0
3201	Vulgarisation de l'utilisation des nouvelles technologies	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3202	Développement d'une économie Numérique	0,0	0,0	0,0	0,0	1 282,0	1 282,0	0,0	2 722,0	2 722,0	0,0	1 022,0	1 022,0	0,0	5 026,0	5 026,0
4	Developpement- Appui et Promotion des Initiatives et Industries Culturelles	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	1 500,0	0,0	1 500,0
41	Financements des Initiatives Culturelles	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	1 500,0	0,0	1 500,0
4101	Promotion Cinématographique et de l'Audio visuel	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	1 500,0	0,0	1 500,0

85 Culture, Arts et Education Populaire

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennial		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	5 254,3	5 254,3	54 278,0	40 740,8	95 018,8	52 428,0	45 085,6	97 513,5	33 928,0	65 551,3	99 479,3	140 633,9	151 377,7	292 011,7
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE	0,0	2 974,5	2 974,5	0,0	3 189,3	3 189,3	0,0	3 216,5	3 216,5	0,0	3 220,4	3 220,4	0,0	9 626,1	9 626,1
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	2 775,0	2 775,0	0,0	2 972,6	2 972,6	0,0	2 999,8	2 999,8	0,0	3 003,7	3 003,7	0,0	8 976,0	8 976,0
1101	Cabinet du Ministre : Gestion des ressources financières, budgétaires et patrimoniales	0,0	0,0	0,0	0,0	27,1	27,1	0,0	27,1	27,1	0,0	27,1	27,1	0,0	81,3	81,3
1102	Fonctionnement des Services centraux de la Culture	0,0	2 775,0	2 775,0	0,0	2 945,5	2 945,5	0,0	2 972,7	2 972,7	0,0	2 976,6	2 976,6	0,0	8 894,7	8 894,7
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	199,5	199,5	0,0	216,7	216,7	0,0	216,7	216,7	0,0	216,7	216,7	0,0	650,1	650,1
1201	Gestion de la coopération et des Patenariats secteur Culture	0,0	199,5	199,5	0,0	216,7	216,7	0,0	216,7	216,7	0,0	216,7	216,7	0,0	650,1	650,1
2	RAYONNEMENT DE LA CULTURE GABONAISE	0,0	2 279,8	2 279,8	54 278,0	37 551,6	91 829,5	52 428,0	41 869,1	94 297,1	33 928,0	62 330,9	96 258,9	140 633,9	141 751,6	282 385,5
21	RENFORCEMENT DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE	0,0	0,0	0,0	500,0	415,0	915,0	0,0	310,0	310,0	0,0	0,0	0,0	500,0	725,0	1 225,0
2101	Définition des grands axes de la politique culturelle, des arts et Education populaire	0,0	0,0	0,0	0,0	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,0	25,0
2102	Redéfinition du cadre juridique et fiscal	0,0	0,0	0,0	0,0	390,0	390,0	0,0	310,0	310,0	0,0	0,0	0,0	0,0	700,0	700,0
2103	Renforcement du dispositif institutionnel	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0
22	RENFORCEMENT DES CAPACITES	0,0	1 479,6	1 479,6	27 700,0	31 772,8	59 472,8	26 600,0	36 504,4	63 104,4	7 600,0	57 901,2	65 501,2	61 900,0	126 178,4	188 078,4
2201	Réhabilitation des infrastructures culturelles et artistiques existantes	0,0	100,0	100,0	2 500,0	2 825,0	5 325,0	2 600,0	2 400,0	5 000,0	3 600,0	800,0	4 400,0	8 700,0	6 025,0	14 725,0
2202	Construction d'infrastructures culturelles et artistiques	0,0	1 200,0	1 200,0	25 200,0	27 120,0	52 320,0	24 000,0	33 250,0	57 250,0	4 000,0	56 600,0	60 600,0	53 200,0	116 970,0	170 170,0
2203	Développement des équipements	0,0	50,0	50,0	0,0	1 503,3	1 503,3	0,0	600,0	600,0	0,0	229,0	229,0	0,0	2 332,3	2 332,3
2204	Gestion des ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	95,0	95,0	0,0	20,0	20,0	0,0	20,0	20,0	0,0	135,0	135,0
2205	Gestion des établissements culturels et artistiques	0,0	129,6	129,6	0,0	229,4	229,4	0,0	234,4	234,4	0,0	252,2	252,2	0,0	716,1	716,1
23	PATRIMOINE CULTUREL ET CREATION ARTISTIQUE	0,0	800,1	800,1	26 078,0	5 170,5	31 248,5	25 828,0	4 997,5	30 825,5	26 328,0	4 372,5	30 700,5	78 233,9	14 540,5	92 774,4
2301	Conservation et sauvegarde du patrimoine culturel	0,0	50,0	50,0	0,0	1 550,0	1 550,0	0,0	750,0	750,0	0,0	750,0	750,0	0,0	3 050,0	3 050,0
2302	Diffusion et vulgarisation de la culture et des arts	0,0	602,5	602,5	23 078,0	1 164,5	24 242,5	23 578,0	1 389,5	24 967,5	24 078,0	1 564,5	25 642,5	70 733,9	4 118,5	74 852,4
2303	Transmission des savoirs culturels, recherche culturelle et artistique	0,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	3 000,0	0,0	3 000,0
2304	Appui aux acteurs culturels, aux artistes et aux intellectuels	0,0	147,6	147,6	1 500,0	1 156,0	2 656,0	1 000,0	1 558,0	2 558,0	1 000,0	1 158,0	2 158,0	3 500,0	3 872,0	7 372,0
2305	Promotion des contenus culturels locaux et rayonnement international	0,0	0,0	0,0	500,0	1 300,0	1 800,0	250,0	1 300,0	1 550,0	250,0	900,0	1 150,0	1 000,0	3 500,0	4 500,0
24	EDUCATION POPULAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	193,3	193,3	0,0	57,2	57,2	0,0	57,2	57,2	0,0	307,7	307,7
2401	Alphabétisation	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	117,3	0,0	41,2	41,2	0,0	41,2	41,2	0,0	199,7	199,7
2402	Mobilisation sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	76,0	76,0	0,0	16,0	16,0	0,0	16,0	16,0	0,0	108,0	108,0

62 Ministère des Eaux et Forêts
BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE
SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA																
CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	7 374,6	7 374,6	0,0	136 509,4	136 509,4	0,0	131 106,9	131 106,9	0,0	126 632,1	126 632,1	0,0	394 248,5	394 248,5
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	7 374,6	7 374,6	0,0	35 709,4	35 709,4	0,0	46 706,9	46 706,9	0,0	39 832,1	39 832,1	0,0	122 248,5	122 248,5
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	7 374,6	7 374,6	0,0	35 709,4	35 709,4	0,0	46 706,9	46 706,9	0,0	39 832,1	39 832,1	0,0	122 248,5	122 248,5
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	1 225,0	1 225,0	0,0	800,0	800,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 025,0	3 025,0
1102	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés non techniques	0,0	6 149,6	6 149,6	0,0	28 672,3	28 672,3	0,0	40 057,3	40 057,3	0,0	33 022,3	33 022,3	0,0	101 752,0	101 752,0
1103	Gestion des ressources financières et matérielles des Organismes sous tutelle	0,0	489,9	489,9	0,0	3 806,5	3 806,5	0,0	3 806,5	3 806,5	0,0	3 805,4	3 805,4	0,0	11 418,4	11 418,4
1104	Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Forêts	0,0	149,8	149,8	0,0	2,5	2,5	0,0	2,5	2,5	0,0	2,5	2,5	0,0	7,5	7,5
1105	Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Forêts	0,0	0,0	0,0	0,0	243,8	243,8	0,0	243,8	243,8	0,0	244,2	244,2	0,0	731,7	731,7
1106	Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale de Faune et Aires Protégées	0,0	0,0	0,0	0,0	291,1	291,1	0,0	304,6	304,6	0,0	290,5	290,5	0,0	886,2	886,2
1107	Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la valorisation des produits forestiers	0,0	0,0	0,0	0,0	249,1	249,1	0,0	262,6	262,6	0,0	249,1	249,1	0,0	760,8	760,8
1108	Gestion des ressources financières et matérielles de la Direction Générale des Ecosystèmes Aquatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	228,7	228,7	0,0	239,7	239,7	0,0	228,0	228,0	0,0	696,4	696,4
1109	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Estuaire	0,0	100,1	100,1	0,0	145,2	145,2	0,0	145,2	145,2	0,0	145,2	145,2	0,0	435,6	435,6
1110	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Haut-Ogooué	0,0	64,9	64,9	0,0	113,9	113,9	0,0	113,9	113,9	0,0	113,9	113,9	0,0	341,8	341,8
1111	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Moyen-Ogooué	0,0	43,1	43,1	0,0	91,2	91,2	0,0	91,2	91,2	0,0	91,2	91,2	0,0	273,5	273,5
1112	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de la Ngounié	0,0	80,3	80,3	0,0	123,0	123,0	0,0	123,0	123,0	0,0	123,0	123,0	0,0	369,0	369,0
1113	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de la Nyanga	0,0	67,8	67,8	0,0	102,8	102,8	0,0	102,8	102,8	0,0	102,8	102,8	0,0	308,5	308,5
1114	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Ivindo	0,0	52,2	52,2	0,0	99,0	99,0	0,0	99,0	99,0	0,0	99,0	99,0	0,0	297,0	297,0
1115	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Loïo	0,0	37,8	37,8	0,0	85,9	85,9	0,0	85,9	85,9	0,0	85,9	85,9	0,0	257,7	257,7
1116	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés de l'Ogooué-Maritime	0,0	61,7	61,7	0,0	106,6	106,6	0,0	106,5	106,5	0,0	106,6	106,6	0,0	319,7	319,7
1117	Gestion des ressources financières et matérielles des Services Déconcentrés du Woleu-Nem	0,0	72,0	72,0	0,0	117,4	117,4	0,0	117,0	117,0	0,0	117,0	117,0	0,0	351,4	351,4
1118	Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Nord	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	5,4	5,4
1119	Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Sud	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	5,4	5,4
1120	Gestion des ressources financières et matérielles de la Brigade provinciale Est	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	1,8	1,8	0,0	5,4	5,4
12	GESTION STRATEGIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1201	Planification et programmation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	GESTION DURABLE DES FORETS	0,0	0,0	0,0	0,0	56 800,0	56 800,0	0,0	49 300,0	49 300,0	0,0	53 800,0	53 800,0	0,0	159 900,0	159 900,0
21	AMENAGEMENT DURABLE DES FORETS	0,0	0,0	0,0	0,0	10 500,0	10 500,0	0,0	7 500,0	7 500,0	0,0	8 500,0	8 500,0	0,0	26 500,0	26 500,0
2101	Gestion durable des terres	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	3 000,0
2102	Aménagement durable des forêts de production du bois	0,0	0,0	0,0	0,0	5 500,0	5 500,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	4 500,0	4 500,0	0,0	13 500,0	13 500,0
2103	Gestion des forêts communautaires	0,0	0,0	0,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	4 000,0	4 000,0	0,0	10 000,0	10 000,0
22	REBOISEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0	11 000,0	11 000,0	0,0	6 500,0	6 500,0	0,0	13 500,0	13 500,0	0,0	31 000,0	31 000,0
2201	Réhabilitation des plantations forestières	0,0	0,0	0,0	0,0	4 000,0	4 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	4 500,0	4 500,0	0,0	11 500,0	11 500,0
2202	Création des plantations en zone de forêts dégradées	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	4 500,0	4 500,0	0,0	8 000,0	8 000,0
2203	Création des plantations en zone de savane	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	500,0	500,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	4 500,0	4 500,0
2204	Promotion de l'agroforesterie	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	7 000,0	7 000,0
23	AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DE LA RESSOURCE FORESTIERE	0,0	0,0	0,0	0,0	10 300,0	10 300,0	0,0	11 200,0	11 200,0	0,0	9 000,0	9 000,0	0,0	30 500,0	30 500,0
2301	Inventaire forestier national	0,0	0,0	0,0	0,0	9 000,0	9 000,0	0,0	7 200,0	7 200,0	0,0	6 000,0	6 000,0	0,0	22 200,0	22 200,0
2302	Programme REDD+	0,0	0,0	0,0	0,0	1 300,0	1 300,0	0,0	4 000,0	4 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	8 300,0	8 300,0
24	CONSERVATION ET VALORISATION DE LA BIODIVERSITE	0,0	0,0	0,0	0,0	25 000,0	25 000,0	0,0	24 100,0	24 100,0	0,0	22 800,0	22 800,0	0,0	71 900,0	71 900,0
2401	Conservation des écosystèmes	0,0	0,0	0,0	0,0	12 000,0	12 000,0	0,0	14 500,0	14 500,0	0,0	14 700,0	14 700,0	0,0	41 200,0	41 200,0
2402	Valorisation de la biodiversité	0,0	0,0	0,0	0,0	8 600,0	8 600,0	0,0	7 600,0	7 600,0	0,0	7 100,0	7 100,0	0,0	23 300,0	23 300,0
2403	Développement de la filière des produits forestiers non ligneux	0,0	0,0	0,0	0,0	4 400,0	4 400,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	7 400,0	7 400,0
3	INDUSTRIALISATION POUSSÉE DE LA FILIERE BOIS	0,0	0,0	0,0	0,0	44 000,0	44 000,0	0,0	35 100,0	35 100,0	0,0	33 000,0	33 000,0	0,0	112 100,0	112 100,0
31	MISE EN PLACE DE MESURES INCITATIVES A L'INDUSTRIALISATION DU BOIS	0,0	0,0	0,0	0,0	30 350,0	30 350,0	0,0	26 850,0	26 850,0	0,0	26 500,0	26 500,0	0,0	83 700,0	83 700,0
3101	Renforcement du cadre institutionnel et réglementaire	0,0	0,0	0,0	0,0	350,0	350,0	0,0	350,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0	700,0	700,0
3102	Renforcement des mécanismes de financement de l'industrie du bois	0,0	0,0	0,0	0,0	30 000,0	30 000,0	0,0	26 500,0	26 500,0	0,0	26 500,0	26 500,0	0,0	83 000,0	83 000,0
32	VALORISATION DE LA BIOMASSE	0,0	0,0	0,0	0,0	4 750,0	4 750,0	0,0	1 250,0	1 250,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	8 000,0	8 000,0
3201	Promotion des techniques de production de la biomasse	0,0	0,0	0,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 500,0	2 500,0
3202	Promotion de l'utilisation et de la transformation de la biomasse	0,0	0,0	0,0	0,0	2 250,0	2 250,0	0,0	1 250,0	1 250,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	5 500,0	5 500,0
33	PROMOTION DES ESSENCES PEU OU PAS CONNUES	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	6 000,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	12 000,0	12 000,0
3301	Identification des essences peu ou pas connues	0,0	0,0	0,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	5 000,0	5 000,0
3302	Expérimentation des qualités technologiques des nouvelles essences	0,0	0,0	0,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	7 000,0	7 000,0
34	APPUI A LA COMMERCIALISATION DU BOIS GABONAIS	0,0	0,0	0,0	0,0	2 900,0	2 900,0	0,0	3 500,0	3 500,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	8 400,0	8 400,0
3401	Identification des niches économiques et exploration de nouveaux marchés	0,0	0,0	0,0	0,0	900,0	900,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 400,0	3 400,0
3402	Appui à l'activité d'exportation des produits-bois gabonais	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	5 000,0	5 000,0

53 Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMÉS"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		2 000,0	119 002,2	121 002,2	10 175,0	114 033,0	124 208,6	8 607,5	107 500,9	116 278,3	11 172,0	107 944,8	119 117,3	30 065,0	1 329 599,1	339 604,1
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	110 597,7	110 597,7	0,0	86 393,8	86 393,6	0,0	84 774,9	84 774,9	0,0	85 567,3	85 567,3	0,0	256 735,7	256 735,7
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	107 762,5	107 762,5	0,0	82 625,2	82 625,2	0,0	81 649,1	81 649,1	0,0	82 504,1	82 504,1	0,0	246 839,3	246 839,3
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	5 363,8	5 363,8	0,0	5 363,8	5 363,8	0,0	5 363,8	5 363,8	0,0	5 363,8	5 363,8	0,0	17 093,9	17 093,9
1102	Gestion des ressources financières et matérielles du Cabinet	0,0	36 767,7	36 767,7	0,0	48 143,0	48 143,0	0,0	49 058,5	49 058,5	0,0	49 441,6	49 441,6	0,0	146 643,2	146 643,2
1103	Gestion des ressources financières et matérielles Services provinciaux du Commerce	0,0	159,6	159,6	0,0	196,9	196,9	0,0	210,1	210,1	0,0	196,9	196,9	0,0	603,9	603,9
1104	Gestion des ressources financières et matérielles des Délégations provinciales du Tourisme	0,0	98,8	98,8	0,0	106,9	106,9	0,0	106,5	106,5	0,0	109,7	109,7	0,0	325,2	325,2
1105	Gestion des ressources financières et matérielles Organismes sous tutelle	0,0	317,8	317,8	0,0	930,7	930,7	0,0	920,7	920,7	0,0	920,7	920,7	0,0	2 772,2	2 772,2
1106	Gestion des ressources financières et matérielles Direction de la Planification Générale	0,0	16,6	16,6	0,0	17,7	17,7	0,0	17,7	17,7	0,0	17,7	17,7	0,0	53,1	53,1
1107	Gestion des ressources financières et matérielles Direction Générale des Statistiques et des études économiques (DGSEE)	0,0	127,6	127,6	0,0	477,4	477,4	0,0	477,4	477,4	0,0	477,6	477,6	0,0	1 432,3	1 432,3
1108	Gestion des ressources financières et matérielles DGELF	0,0	655,7	655,7	0,0	1 851,8	1 851,8	0,0	1 762,8	1 762,8	0,0	1 762,8	1 762,8	0,0	5 377,4	5 377,4
1109	Gestion des ressources financières et matérielles DG Douanes	0,0	530,6	530,6	0,0	573,6	573,6	0,0	573,6	573,6	0,0	573,6	573,6	0,0	1 720,7	1 720,7
1110	Gestion des ressources financières et matérielles DG Inpôts	0,0	675,8	675,8	0,0	1 488,9	1 488,9	0,0	1 484,7	1 484,7	0,0	1 484,7	1 484,7	0,0	4 458,3	4 458,3
1111	Gestion des ressources financières et matérielles DGCRF	0,0	486,6	486,6	0,0	840,7	840,7	0,0	850,3	850,3	0,0	877,1	877,1	0,0	2 568,0	2 568,0
1112	Gestion des ressources financières et matérielles DGMP	0,0	194,9	194,9	0,0	348,0	348,0	0,0	354,0	354,0	0,0	351,9	351,9	0,0	1 054,0	1 054,0
1113	Gestion des ressources financières et matérielles DG COMMERCE	0,0	176,5	176,5	0,0	204,9	204,9	0,0	204,9	204,9	0,0	204,9	204,9	0,0	614,8	614,8
1114	Gestion des ressources financières et matérielles DGIC	0,0	151,7	151,7	0,0	334,7	334,7	0,0	334,7	334,7	0,0	334,7	334,7	0,0	1 004,0	1 004,0
1115	Gestion des ressources financières et matérielles DG TOURISME	0,0	172,9	172,9	0,0	180,7	180,7	0,0	180,7	180,7	0,0	180,7	180,7	0,0	542,0	542,0
1116	Gestion des ressources financières et matérielles DG HCH	0,0	175,5	175,5	0,0	346,0	346,0	0,0	346,0	346,0	0,0	346,0	346,0	0,0	1 037,9	1 037,9
1117	Gestion des ressources financières et matérielles DG IEF	0,0	487,9	487,9	0,0	555,6	555,6	0,0	555,6	555,6	0,0	555,6	555,6	0,0	1 666,7	1 666,7
1118	Gestion des ressources financières et matérielles CEPIC	0,0	237,8	237,8	0,0	292,5	292,5	0,0	292,5	292,5	0,0	292,5	292,5	0,0	877,5	877,5
1119	Gestion des ressources financières et matérielles ANIT	0,0	121,3	121,3	0,0	926,0	926,0	0,0	926,0	926,0	0,0	926,0	926,0	0,0	2 778,0	2 778,0
1120	Gestion des ressources financières et matérielles GABONTOUR	0,0	223,8	223,8	0,0	224,3	224,3	0,0	224,8	224,8	0,0	225,3	225,3	0,0	674,4	674,4
1121	Gestion des ressources financières et matérielles Direction du Centre de planification du plan d'information et de documentation	0,0	11,1	11,1	0,0	13,6	13,6	0,0	13,6	13,6	0,0	13,6	13,6	0,0	40,7	40,7
1122	Gestion des ressources financières et matérielles DCAF	0,0	1 031,1	1 031,1	0,0	1 004,4	1 004,4	0,0	746,8	746,8	0,0	206,9	206,9	0,0	1 958,2	1 958,2
1123	Comités et autres commissions rattachées au Cabinet	0,0	422,5	422,5	0,0	1 522,1	1 522,1	0,0	449,1	449,1	0,0	454,4	454,4	0,0	2 425,5	2 425,5
1124	Gestion des ressources financières et matérielles Structures de formations	0,0	208,0	208,0	0,0	28,9	28,9	0,0	34,4	34,4	0,0	34,4	34,4	0,0	97,8	97,8
1125	Gestion Centralisée des équipements	0,0	2 126,6	2 126,6	0,0	10 263,1	10 263,1	0,0	9 808,9	9 808,9	0,0	10 756,9	10 756,9	0,0	30 829,0	30 829,0
1126	Gestion des ressources financières et matérielles DNA	0,0	3 934,4	3 934,4	0,0	4 476,9	4 476,9	0,0	4 476,9	4 476,9	0,0	4 476,9	4 476,9	0,0	13 430,6	13 430,6
1127	Gestion des ressources financières et matérielles DG IEF	0,0	0,0	0,0	0,0	1 399,7	1 399,7	0,0	1 399,7	1 399,7	0,0	1 399,7	1 399,7	0,0	4 199,0	4 199,0
1128	Gestion des ressources financières et matérielles DCP	0,0	17,7	17,7	0,0	201,7	201,7	0,0	201,7	201,7	0,0	201,7	201,7	0,0	605,1	605,1
1129	Gestion des ressources financières et matérielles COMITE INTER MINISTRIEL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	15,0	15,0	0,0	20,0	20,0	0,0	45,0	45,0
1130	Gestion des ressources financières et matérielles DGIS	0,0	52 808,3	52 808,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	2 935,3	2 935,3	0,0	3 768,4	3 768,4	0,0	3 125,8	3 125,8	0,0	3 003,2	3 003,2	0,0	9 897,4	9 897,4
1201	Planification et programmation	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	600,0	600,0
1202	Coopération et partenariats	0,0	2 635,3	2 635,3	0,0	3 568,4	3 568,4	0,0	2 925,8	2 925,8	0,0	2 803,2	2 803,2	0,0	9 297,4	9 297,4
2	AMELIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	0,0	1 537,4	1 537,4	200,0	6 347,9	6 347,9	0,0	6 742,9	6 742,9	0,0	6 652,9	6 652,9	200,0	20 343,6	20 343,6
201	AMÉLIORATION DU RECOURS À DES RECETTES INTERNES	0,0	139,1	139,1	200,0	825,0	825,0	0,0	425,0	425,0	0,0	335,0	335,0	200,0	1 385,0	1 385,0
2101	Élargissement de l'assiette fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	200,0	200,0
2102	Amélioration du recouvrement	0,0	139,1	139,1	0,0	75,0	75,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	75,0
2103	Amélioration du contrôle fis	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	180,0	180,0
2104	Réorganisation du secteur foncier	0,0	0,0	0,0	200,0	230,0	230,0	0,0	180,0	180,0	0,0	100,0	100,0	200,0	510,0	710,0
2105	Reclassement des services douaniers	0,0	0,0	0,0	0,0	175,0	175,0	0,0	125,0	125,0	0,0	115,0	115,0	0,0	415,0	415,0
22	PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE	0,0	532,5	532,5	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	16 140,0	16 140,0
2201	Amélioration de la gestion des marchés publics	0,0	532,5	532,5	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	5 380,0	5 380,0	0,0	16 140,0	16 140,0
2202	Amélioration de la transparence dans la gestion des recettes pétrolières	0,0	380,0	380,0	0,0	380,0	380,0	0,0	380,0	380,0	0,0	380,0	380,0	0,0	1 140,0	1 140,0
2203	Subventions d'investissement	0,0	150,0	150,0	0,0	4 945,0	4 945,0	0,0	4 945,0	4 945,0	0,0	4 945,0	4 945,0	0,0	14 835,0	14 835,0
23	AMELIORATION DE LA GESTION DE LA DETTE	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	2 597,6	2 597,6
2301	Matières de service de la dette	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	865,9	865,9	0,0	2 597,6	2 597,6
24	STABILISATION ET PEREQUATION	0,0	0,0	0,0	0,0	77,0	77,0	0,0	72,0	72,0	0,0	72,0	72,0	0,0	221,0	221,0
2401	Contrôle du mécanisme de péréquation des produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	23,0	23,0	0,0	18,0	18,0	0,0	18,0	18,0	0,0	59,0	59,0
2402	Gestion de la stabilisation des prix des produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	36,0	36,0	0,0	36,0	36,0	0,0	36,0	36,0	0,0	108,0	108,0
2403	Rationalisation de la péréquation farine	0,0	0,0	0,0	0,0	18,0	18,0	0,0	18,0	18,0	0,0	18,0	18,0	0,0	54,0	54,0
3	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES TOURISTIQUES	0,0	25,0	25,0	2 125,0	845,0	2 670,0	2 190,0	315,0	2 505,0	1 315,0	315,0	1 630,0	5 630,0	1 175,0	6 805,0
31	ORGANISATION ET REGLEMENTATION DU SECTEUR TOURISTIQUE	0,0	25,0	25,0	2 125,0	445,0	2 570,0	2 190,0	215,0	2 405,0	1 315,0	215,0	1 530,0	5 630,0	875,0	6 505,0
3101	Mise en place d'un cadre juridique et réglementaire des activités touristiques	0,0	0,0	0,0	675,0	45,0	720,0	1 050,0	15,0	1 065,0	1 000,0	15,0	1 015,0	2 725,0	75,0	2 800,0
3102	Normalisation des infrastructures à caractère touristique	0,0	0,0	0,0	400,0	0,0	400,0	50,0	0,0	50,0	50,0					

82 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	27 480,4	27 480,4	0,0	115 377,0	115 377,0	0,0	132 734,7	132 734,7	0,0	153 354,6	153 354,6	0,0	401 466,3	401 466,3
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	9 104,0	9 104,0	0,0	59 523,6	59 523,6	0,0	69 657,0	69 657,0	0,0	78 514,0	78 514,0	0,0	207 694,6	207 694,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	120,0	120,0	0,0	4 165,1	4 165,1	0,0	4 269,7	4 269,7	0,0	4 394,0	4 394,0	0,0	12 828,9	12 828,9
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	33,3	33,3	0,0	260,0	260,0	0,0	262,7	262,7	0,0	280,9	280,9	0,0	803,5	803,5
1102	Gestion des ressources financières et matérielles	0,0	86,7	86,7	0,0	3 905,1	3 905,1	0,0	4 007,1	4 007,1	0,0	4 113,1	4 113,1	0,0	12 025,4	12 025,4
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	8 984,0	8 984,0	0,0	55 358,4	55 358,4	0,0	65 387,3	65 387,3	0,0	74 120,0	74 120,0	0,0	194 865,7	194 865,7
1201	Planification et programmation	0,0	396,7	396,7	0,0	47 811,4	47 811,4	0,0	57 672,3	57 672,3	0,0	66 275,0	66 275,0	0,0	171 758,7	171 758,7
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	8 587,3	8 587,3	0,0	7 547,0	7 547,0	0,0	7 715,0	7 715,0	0,0	7 845,0	7 845,0	0,0	23 107,0	23 107,0
2	DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	0,0	14 630,7	14 630,7	0,0	44 097,8	44 097,8	0,0	50 470,7	50 470,7	0,0	57 882,3	57 882,3	0,0	152 450,8	152 450,8
21	REINFORCEMENT DES CAPACITES D'ACCUEIL ET D'OFFRE D'ENSEIGNEMENT	0,0	13 119,3	13 119,3	0,0	40 165,7	40 165,7	0,0	46 154,0	46 154,0	0,0	52 747,8	52 747,8	0,0	139 067,5	139 067,5
2101	Développer les ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	150,0	150,0	0,0	200,0	200,0	0,0	450,0	450,0
2102	Réhabiliter les infrastructures existantes	0,0	1 890,0	1 890,0	0,0	3 750,0	3 750,0	0,0	5 050,0	5 050,0	0,0	6 050,0	6 050,0	0,0	14 850,0	14 850,0
2103	Construire les infrastructures	0,0	8 400,0	8 400,0	0,0	18 800,0	18 800,0	0,0	20 000,0	20 000,0	0,0	22 608,1	22 608,1	0,0	61 408,1	61 408,1
2104	Equiper les établissements scolaires	0,0	100,0	100,0	0,0	12 000,0	12 000,0	0,0	14 710,0	14 710,0	0,0	16 450,0	16 450,0	0,0	43 160,0	43 160,0
2105	Politiques d'accompagnement au secteur privé	0,0	0,0	0,0	0,0	550,0	550,0	0,0	600,0	600,0	0,0	800,0	800,0	0,0	1 950,0	1 950,0
2106	Diversifier l'offre de formation	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	1 200,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 700,0	1 700,0	0,0	4 400,0	4 400,0
2107	Appui à l'organisation des examens et concours	0,0	1 393,4	1 393,4	0,0	2 050,7	2 050,7	0,0	2 378,0	2 378,0	0,0	3 087,0	3 087,0	0,0	7 515,7	7 515,7
2108	Gestion des Etablissements	0,0	1 335,9	1 335,9	0,0	1 715,0	1 715,0	0,0	1 766,0	1 766,0	0,0	1 852,8	1 852,8	0,0	5 333,7	5 333,7
22	REINFORCEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE	0,0	1 511,3	1 511,3	0,0	3 382,1	3 382,1	0,0	3 616,8	3 616,8	0,0	4 234,5	4 234,5	0,0	11 233,4	11 233,4
2201	Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur les filières d'enseignement et leurs débouchés	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	210,0	210,0	0,0	270,0	270,0	0,0	680,0	680,0
2202	Renforcer l'encadrement pédagogique des enseignants	0,0	0,0	0,0	0,0	735,0	735,0	0,0	898,0	898,0	0,0	1 057,0	1 057,0	0,0	2 690,0	2 690,0
2203	Permettre l'accès aux manuels scolaires et matériels didactiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2204	Développer l'accès aux NTIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2205	Assurer la certification de l'enseignement	0,0	1 511,3	1 511,3	0,0	2 447,1	2 447,1	0,0	2 508,8	2 508,8	0,0	2 907,5	2 907,5	0,0	7 863,4	7 863,4
23	POLITIQUES TRANSVERSALES	0,0	0,0	0,0	0,0	550,0	550,0	0,0	700,0	700,0	0,0	900,0	900,0	0,0	2 150,0	2 150,0
2301	Assurer la sensibilisation sur les IST/VIH SIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	550,0	550,0	0,0	700,0	700,0	0,0	900,0	900,0	0,0	2 150,0	2 150,0
2302	Favoriser l'émulation dans le sport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2303	Favoriser l'émulation culturelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2304	Favoriser l'émulation dans la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2305	Promouvoir l'excellence dans les établissements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	0,0	3 745,8	3 745,8	0,0	11 335,7	11 335,7	0,0	12 096,9	12 096,9	0,0	16 438,3	16 438,3	0,0	39 871,0	39 871,0
31	REINFORCEMENT DES CAPACITES D'ACCUEIL ET D'OFFRE DE FORMATION	0,0	3 588,4	3 588,4	0,0	7 246,3	7 246,3	0,0	8 001,2	8 001,2	0,0	9 587,8	9 587,8	0,0	24 835,3	24 835,3
3101	Développer les ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	300,0	300,0
3102	Réhabiliter les infrastructures existantes	0,0	1 184,2	1 184,2	0,0	1 700,0	1 700,0	0,0	1 900,0	1 900,0	0,0	2 200,0	2 200,0	0,0	5 800,0	5 800,0
3103	Construire les infrastructures	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	2 900,0	2 900,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	3 600,0	3 600,0	0,0	9 500,0	9 500,0
3104	Equiper les établissements	0,0	100,0	100,0	0,0	800,0	800,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 600,0	1 600,0	0,0	3 500,0	3 500,0
3105	Mettre en place des politiques d'accompagnement au secteur privé	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0	400,0	0,0	500,0	500,0	0,0	620,0	620,0	0,0	1 520,0	1 520,0
3106	Appui à l'organisation des examens et concours	0,0	47,3	47,3	0,0	63,0	63,0	0,0	69,5	69,5	0,0	76,1	76,1	0,0	208,6	208,6
32	REINFORCEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE	0,0	157,4	157,4	0,0	3 830,2	3 830,2	0,0	3 836,2	3 836,2	0,0	6 599,5	6 599,5	0,0	14 265,9	14 265,9
3201	Mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur les filières de formation et leurs débouchés	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	400,0	400,0	0,0	800,0	800,0
3202	Renforcer l'encadrement pédagogique des formateurs	0,0	0,0	0,0	0,0	1 450,0	1 450,0	0,0	1 450,0	1 450,0	0,0	2 700,0	2 700,0	0,0	5 600,0	5 600,0
3203	Permettre l'accès aux manuels de formation et matériels didactiques	0,0	0,0	0,0	0,0	610,0	610,0	0,0	610,0	610,0	0,0	720,0	720,0	0,0	1 940,0	1 940,0
3204	Développer l'accès aux NTIC	0,0	0,0	0,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	2 200,0	2 200,0	0,0	4 400,0	4 400,0
3205	Assurer l'évaluation et la certification	0,0	157,4	157,4	0,0	460,2	460,2	0,0	466,2	466,2	0,0	559,5	559,5	0,0	1 485,9	1 485,9
3206	Valoriser l'esprit d'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	10,0	10,0	0,0	20,0	20,0	0,0	40,0	40,0
33	POLITIQUES TRANSVERSALES	0,0	0,0	0,0	0,0	259,2	259,2	0,0	259,5	259,5	0,0	251,0	251,0	0,0	769,7	769,7
3301	Assurer la sensibilisation sur les IST/VIH SIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	39,2	39,2	0,0	39,5	39,5	0,0	40,0	40,0	0,0	118,7	118,7
3302	Favoriser l'émulation dans le sport	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	90,0	90,0
3303	Favoriser l'émulation culturelle	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	21,0	21,0	0,0	81,0	81,0
3304	Favoriser l'émulation dans la production	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	180,0	180,0
3305	Promouvoir l'excellence dans les établissements	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	300,0	300,0
4	DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION ET DE LA REINSERTION	0,0	0,0	0,0	0,0	420,0	420,0	0,0	510,0	510,0	0,0	520,0	520,0	0,0	1 450,0	1 450,0
41	DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	390,0	390,0	0,0	400,0	400,0	0,0	1 090,0	1 090,0
4101	Identifier et former ponctuellement des jeunes descolarisés	0,0	0,0	0,0	0,0	240,0	240,0	0,0	330,0	330,0	0,0	340,0	340,0	0,0	910,0	910,0
4102	Mener des campagnes ponctuelles de sensibilisation des jeunes sur l'importance des petits métiers porteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	60,0	60,0	0,0	180,0	180,0
42	EMERGENCE D'UN SECTEUR D'ACTIVITES LOCALES DYNAMIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	360,0	360,0
4201	Définir des emplois protégés pouvant être réservés aux nationaux	0,0	0,0	0,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	360,0	360,0
4202	Mettre en place des mécanismes de pré-insertion professionnelle des apprenants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

65 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Ecologie et du Développement Durable

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	33 536,7	33 536,7	66 160,0	88 814,7	154 974,7	66 210,0	67 389,9	133 599,9	65 610,0	75 999,9	141 609,9	197 980,0	232 204,4	430 184,4
1 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES		0,0	33 436,7	33 436,7	0,0	33 991,2	33 991,2	0,0	34 214,9	34 214,9	0,0	35 855,9	35 855,9	0,0	104 061,9	104 061,9
11 GESTION DES RESSOURCES		0,0	33 436,7	33 436,7	0,0	33 869,2	33 869,2	0,0	34 091,9	34 091,9	0,0	35 737,9	35 737,9	0,0	103 698,9	103 698,9
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	60,0	0,0	72,0	72,0	0,0	75,0	75,0	0,0	207,0	207,0
1102	Gestion des ressources financières et matérielles des services centraux techniques	0,0	27 873,9	27 873,9	0,0	27 387,1	27 387,1	0,0	28 605,0	28 605,0	0,0	30 117,0	30 117,0	0,0	86 109,1	86 109,1
1103	Gestion des ressources financières et matérielles des services centraux administratifs	0,0	4 610,3	4 610,3	0,0	4 941,5	4 941,5	0,0	4 301,5	4 301,5	0,0	4 401,5	4 401,5	0,0	13 644,6	13 644,6
1104	Gestion des ressources financières et matérielles des services déconcentrés	0,0	787,6	787,6	0,0	885,0	885,0	0,0	903,8	903,8	0,0	943,9	943,9	0,0	2 732,7	2 732,7
1105	Gestion des ressources financières et matérielles des organismes sous-tutelle	0,0	164,8	164,8	0,0	595,5	595,5	0,0	209,5	209,5	0,0	200,5	200,5	0,0	1 005,5	1 005,5
12 GESTION STRATEGIQUE		0,0	0,0	0,0	0,0	122,0	122,0	0,0	123,0	123,0	0,0	118,0	118,0	0,0	363,0	363,0
1201	Planification et programmation	0,0	0,0	0,0	0,0	12,0	12,0	0,0	7,0	7,0	0,0	2,0	2,0	0,0	21,0	21,0
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	110,0	110,0	0,0	116,0	116,0	0,0	116,0	116,0	0,0	342,0	342,0
2 PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE		0,0	100,0	100,0	0,0	2 685,0	2 685,0	0,0	2 450,0	2 450,0	0,0	2 036,0	2 036,0	0,0	7 171,0	7 171,0
21 GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES		0,0	0,0	0,0	0,0	471,0	471,0	0,0	461,0	461,0	0,0	441,0	441,0	0,0	1 373,0	1 373,0
2101	Maintien et restauration de la biodiversité	0,0	0,0	0,0	0,0	391,0	391,0	0,0	441,0	441,0	0,0	421,0	421,0	0,0	1 253,0	1 253,0
2102	Mise en place des mécanismes de financement des activités environnementales	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0	0,0	20,0	20,0	0,0	20,0	20,0	0,0	120,0	120,0
22 VALORISATION DES BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX		0,0	100,0	100,0	0,0	769,0	769,0	0,0	664,0	664,0	0,0	555,0	555,0	0,0	1 988,0	1 988,0
2201	Identification de nouvelles sources génératrices de revenus	0,0	100,0	100,0	0,0	420,0	420,0	0,0	339,0	339,0	0,0	230,0	230,0	0,0	989,0	989,0
2202	Gestion de l'information environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	99,0	99,0	0,0	70,0	70,0	0,0	70,0	70,0	0,0	239,0	239,0
2203	Mise en œuvre du processus REDD+	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	0,0	255,0	255,0	0,0	255,0	255,0	0,0	760,0	760,0
23 AMELIORATION DU CADRE DE VIE DES POPULATIONS ET PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT		0,0	0,0	0,0	0,0	810,0	810,0	0,0	860,0	860,0	0,0	660,0	660,0	0,0	2 330,0	2 330,0
2301	Lutte contre l'habitat insalubre	0,0	0,0	0,0	0,0	600,0	600,0	0,0	650,0	650,0	0,0	560,0	560,0	0,0	1 810,0	1 810,0
2302	Assainissement urbain	0,0	0,0	0,0	0,0	210,0	210,0	0,0	210,0	210,0	0,0	100,0	100,0	0,0	520,0	520,0
2303	Lutte contre les pollutions et autres nuisances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24 RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL SUR L'ENVIRONNEMENT		0,0	0,0	0,0	0,0	635,0	635,0	0,0	465,0	465,0	0,0	380,0	380,0	0,0	1 480,0	1 480,0
2401	Internalisation des conventions et traités multilatéraux sur l'environnement	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0	400,0	0,0	300,0	300,0	0,0	260,0	260,0	0,0	960,0	960,0
2402	Elaboration des textes législatifs et réglementaires	0,0	0,0	0,0	0,0	105,0	105,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	345,0	345,0
2403	Renforcement des capacités de la Direction Générale de l'Environnement	0,0	0,0	0,0	0,0	130,0	130,0	0,0	45,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	175,0	175,0
3 GENERALISATION DE L'ACCES AUX LOGEMENTS		0,0	0,0	0,0	64 160,0	51 755,5	115 915,5	64 210,0	30 305,0	94 515,0	63 610,0	37 708,0	101 318,0	191 980,0	119 768,5	311 748,5
31 PLANIFICATION URBAINE		0,0	0,0	0,0	64 160,0	51 205,5	115 365,5	64 210,0	29 640,0	93 850,0	63 610,0	36 838,0	100 448,0	191 980,0	117 683,5	309 663,5
3101	Viabilisation des terrains	0,0	0,0	0,0	15 275,0	29 775,0	45 050,0	15 275,0	16 000,0	31 275,0	15 000,0	23 200,0	38 200,0	45 550,0	68 975,0	114 525,0
3102	Promotion de l'Habitat	0,0	0,0	0,0	22 725,0	21 399,5	44 124,5	23 300,0	13 610,0	36 910,0	23 100,0	13 610,0	36 710,0	69 125,0	48 619,5	117 744,5
3103	Normalisation et renforcement du cadre juridique de l'urbanisme et de l'habitat	0,0	0,0	0,0	26 160,0	31,0	26 191,0	25 635,0	30,0	25 665,0	25 510,0	28,0	25 538,0	77 305,0	89,0	77 394,0
32 PLANIFICATION DE L'ESPACE TERRITORIAL		0,0	0,0	0,0	0,0	550,0	550,0	0,0	665,0	665,0	0,0	870,0	870,0	0,0	2 085,0	2 085,0
3201	Cartographie du territoire national	0,0	0,0	0,0	0,0	400,0	400,0	0,0	450,0	450,0	0,0	600,0	600,0	0,0	1 450,0	1 450,0
3202	Extension et densification des réseaux de triangulation et de polygonation	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	215,0	215,0	0,0	270,0	270,0	0,0	635,0	635,0
4 PRESERVATION DES POPULATIONS CONTRE LES RISQUES DE CATASTROPHE		0,0	0,0	0,0	2 000,0	383,0	2 383,0	2 000,0	420,0	2 420,0	2 000,0	400,0	2 400,0	6 000,0	1 203,0	7 203,0
41 PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES		0,0	0,0	0,0	2 000,0	298,0	2 298,0	2 000,0	325,0	2 325,0	2 000,0	305,0	2 305,0	6 000,0	928,0	6 928,0
4101	Mise en place des plans d'urgence de lutte contre les catastrophes naturelles	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	80,0	80,0	0,0	80,0	80,0	0,0	230,0	230,0
4102	Cartographie des zones à risques	0,0	0,0	0,0	0,0	135,0	135,0	0,0	135,0	135,0	0,0	110,0	110,0	0,0	380,0	380,0
4103	Développement des activités de prévention contre les catastrophes	0,0	0,0	0,0	2 000,0	93,0	2 093,0	2 000,0	110,0	2 110,0	2 000,0	115,0	2 115,0	6 000,0	318,0	6 318,0
42 GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX		0,0	0,0	0,0	0,0	85,0	85,0	0,0	95,0	95,0	0,0	95,0	95,0	0,0	275,0	275,0
4201	Mise en place d'une plateforme multisectorielle de gestion des catastrophes	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	20,0	20,0	0,0	20,0	20,0	0,0	55,0	55,0
4202	Mise en place de mécanismes de financement de la gestion des sinistres	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	75,0	75,0	0,0	75,0	75,0	0,0	220,0	220,0

42 Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de l'Immigration et de la Décentralisation

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	54 961,7	54 961,7	3 000,0	292 643,1	295 643,1	9 000,0	294 837,3	303 837,3	0,0	327 554,2	327 554,2	12 000,0	915 034,7	927 034,7
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MINISTERE	0,0	42 645,5	42 645,5	0,0	42 834,4	42 834,4	0,0	42 824,9	42 824,9	0,0	42 815,4	42 815,4	0,0	128 474,6	128 474,6
11	Gestion stratégique	0,0	206,5	206,5	0,0	4 152,5	4 152,5	0,0	4 132,5	4 132,5	0,0	4 122,5	4 122,5	0,0	12 407,5	12 407,5
1101	Planification et programmation	0,0	200,7	200,7	0,0	3 900,0	3 900,0	0,0	3 880,0	3 880,0	0,0	3 870,0	3 870,0	0,0	11 650,0	11 650,0
1102	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	5,8	5,8	0,0	252,5	252,5	0,0	252,5	252,5	0,0	252,5	252,5	0,0	757,5	757,5
12	Gestion des ressources	0,0	42 439,0	42 439,0	0,0	38 681,9	38 681,9	0,0	38 692,4	38 692,4	0,0	38 692,9	38 692,9	0,0	116 067,1	116 067,1
1201	Gestion des ressources financières et matérielles des Structures Centrales	0,0	11 997,0	11 997,0	0,0	7 963,8	7 963,8	0,0	7 970,8	7 970,8	0,0	7 971,3	7 971,3	0,0	23 905,9	23 905,9
1202	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Estuaire	0,0	4 816,9	4 816,9	0,0	4 821,9	4 821,9	0,0	4 825,4	4 825,4	0,0	4 825,4	4 825,4	0,0	14 472,7	14 472,7
1203	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province du Haut-Ogooué	0,0	640,7	640,7	0,0	649,4	649,4	0,0	649,4	649,4	0,0	649,4	649,4	0,0	1 948,1	1 948,1
1204	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province du Moyen-Ogooué	0,0	194,7	194,7	0,0	153,5	153,5	0,0	153,5	153,5	0,0	153,5	153,5	0,0	460,5	460,5
1205	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de la Ngounié	0,0	542,4	542,4	0,0	379,1	379,1	0,0	379,1	379,1	0,0	379,1	379,1	0,0	1 137,3	1 137,3
1206	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de la Nyanga	0,0	338,7	338,7	0,0	295,5	295,5	0,0	295,5	295,5	0,0	295,5	295,5	0,0	886,6	886,6
1207	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Ogooué-Ivindo	0,0	313,7	313,7	0,0	317,7	317,7	0,0	317,7	317,7	0,0	317,7	317,7	0,0	953,1	953,1
1208	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Ogooué-Lolo	0,0	312,0	312,0	0,0	416,3	416,3	0,0	416,3	416,3	0,0	416,3	416,3	0,0	1 248,9	1 248,9
1209	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province de l'Ogooué-Maritime	0,0	1 364,3	1 364,3	0,0	1 347,6	1 347,6	0,0	1 347,6	1 347,6	0,0	1 347,6	1 347,6	0,0	4 042,8	4 042,8
1210	Gestion des ressources financières et matérielles de la Province du Woleu-Ntem	0,0	394,9	394,9	0,0	257,3	257,3	0,0	257,3	257,3	0,0	257,3	257,3	0,0	771,9	771,9
1211	Gestion des ressources financières et matérielles des Unités de Police 1	0,0	21 070,2	21 070,2	0,0	21 625,4	21 625,4	0,0	21 625,4	21 625,4	0,0	21 625,4	21 625,4	0,0	64 876,3	64 876,3
1212	Gestion des ressources financières et matérielles des Unités de Police de l'Immigration	0,0	453,4	453,4	0,0	454,3	454,3	0,0	454,3	454,3	0,0	454,3	454,3	0,0	1 362,9	1 362,9
2	GESTION OPERATIONNELLE DES UNITES DE POLICE	0,0	7 710,6	7 710,6	0,0	227 769,1	227 769,1	0,0	228 980,6	228 980,6	0,0	260 909,8	260 909,8	0,0	717 659,5	717 659,5
21	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,0	130,2	130,2	0,0	3 411,4	3 411,4	0,0	3 521,4	3 521,4	0,0	3 532,9	3 532,9	0,0	10 465,6	10 465,6
2101	Incorporation	0,0	0,0	0,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	3 300,0	3 300,0
2102	Formation	0,0	0,0	0,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	3 300,0	3 300,0
2103	Identification	0,0	130,2	130,2	0,0	1 211,4	1 211,4	0,0	1 321,4	1 321,4	0,0	1 332,9	1 332,9	0,0	3 865,6	3 865,6
22	GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES DES UNITES	0,0	7 580,5	7 580,5	0,0	224 357,7	224 357,7	0,0	225 459,2	225 459,2	0,0	257 376,9	257 376,9	0,0	707 193,9	707 193,9
2201	Logistique de police	0,0	1 166,4	1 166,4	0,0	7 805,2	7 805,2	0,0	7 806,2	7 806,2	0,0	7 906,2	7 906,2	0,0	23 517,7	23 517,7
2202	Vie du policier	0,0	5 414,1	5 414,1	0,0	213 182,5	213 182,5	0,0	214 233,0	214 233,0	0,0	244 818,5	244 818,5	0,0	672 234,1	672 234,1
2203	Gestion des flux migratoires	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 370,0	3 370,0	0,0	3 420,0	3 420,0	0,0	4 652,1	4 652,1	0,0	11 442,1	11 442,1
3	GESTION DES CAPACITES ET D'OFFRE DE SERVICES D'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0,0	4 605,6	4 605,6	3 000,0	22 039,6	25 039,6	9 000,0	23 031,9	32 031,9	0,0	23 829,1	23 829,1	12 000,0	68 900,6	80 900,6
31	SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0,0	0,0	0,0	3 000,0	7 696,4	10 696,4	9 000,0	7 701,9	16 701,9	0,0	7 712,4	7 712,4	12 000,0	23 110,6	35 110,6
3101	Conduite et pilotage des politiques en matière d'administration générale et du territoire	0,0	0,0	0,0	0,0	743,4	743,4	0,0	743,4	743,4	0,0	743,4	743,4	0,0	2 230,1	2 230,1
3102	Gestion de l'Etat-Civil	0,0	0,0	0,0	3 000,0	6 953,0	9 953,0	9 000,0	6 958,5	15 958,5	0,0	6 969,0	6 969,0	12 000,0	20 880,5	32 880,5
32	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	0,0	1 291,3	1 291,3	0,0	6 452,4	6 452,4	0,0	7 101,1	7 101,1	0,0	7 669,0	7 669,0	0,0	21 222,4	21 222,4
3201	Politique de la Décentralisation	0,0	0,0	0,0	0,0	2 815,0	2 815,0	0,0	2 815,0	2 815,0	0,0	2 815,0	2 815,0	0,0	8 445,0	8 445,0
3202	Gestion des services déconcentrés	0,0	369,6	369,6	0,0	1 189,4	1 189,4	0,0	1 625,3	1 625,3	0,0	1 981,4	1 981,4	0,0	4 796,0	4 796,0
3203	Gestion des frontières	0,0	108,2	108,2	0,0	821,5	821,5	0,0	826,9	826,9	0,0	878,6	878,6	0,0	2 526,9	2 526,9
3204	Accompagnement à la Vie politique, culturelle et associative	0,0	813,6	813,6	0,0	1 626,5	1 626,5	0,0	1 833,9	1 833,9	0,0	1 994,1	1 994,1	0,0	5 454,5	5 454,5
33	SECURITE CIVILE	0,0	50,0	50,0	0,0	3 076,1	3 076,1	0,0	3 338,5	3 338,5	0,0	3 568,5	3 568,5	0,0	9 983,1	9 983,1
3301	DGPR: Prévention des risques	0,0	50,0	50,0	0,0	1 031,1	1 031,1	0,0	1 293,5	1 293,5	0,0	1 503,5	1 503,5	0,0	3 828,1	3 828,1
3302	DGPC: Organisation des secours	0,0	0,0	0,0	0,0	2 045,0	2 045,0	0,0	2 045,0	2 045,0	0,0	2 065,0	2 065,0	0,0	6 155,0	6 155,0
34	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DES UNITES DE POLICE	0,0	3 264,3	3 264,3	0,0	4 814,8	4 814,8	0,0	4 890,4	4 890,4	0,0	4 879,3	4 879,3	0,0	14 584,5	14 584,5
3401	Gestion des Equipements	0,0	1 009,3	1 009,3	0,0	2 359,8	2 359,8	0,0	2 435,4	2 435,4	0,0	2 424,3	2 424,3	0,0	7 219,5	7 219,5
3402	Réhabilitation	0,0	150,0	150,0	0,0	250,0	250,0	0,0	250,0	250,0	0,0	250,0	250,0	0,0	750,0	750,0
3403	Etudes et mission de terrain, Unités de gestion, Evaluation de projets et Autres.....	0,0	2 105,0	2 105,0	0,0	2 205,0	2 205,0	0,0	2 205,0	2 205,0	0,0	2 205,0	2 205,0	0,0	6 615,0	6 615,0

83 Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	8 790,8	8 790,8	0,0	37 789,8	37 789,8	0,0	38 278,9	38 278,9	0,0	57 072,7	57 072,7	0,0	133 141,4	133 141,4
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	8 140,8	8 140,8	0,0	15 507,9	15 507,9	0,0	15 467,0	15 467,0	0,0	31 591,7	31 591,7	0,0	62 566,6	62 566,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	8 110,8	8 110,8	0,0	13 859,5	13 859,5	0,0	13 404,5	13 404,5	0,0	30 572,3	30 572,3	0,0	57 836,3	57 836,3
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	150,0	150,0	0,0	600,0	600,0	0,0	850,0	850,0
	1102 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Jeunesse)	0,0	92,0	92,0	0,0	110,5	110,5	0,0	114,5	114,5	0,0	118,5	118,5	0,0	343,5	343,5
	1103 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Sports)	0,0	94,0	94,0	0,0	98,3	98,3	0,0	123,0	123,0	0,0	137,5	137,5	0,0	358,8	358,8
	1104 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (loisirs)	0,0	10,5	10,5	0,0	21,5	21,5	0,0	21,5	21,5	0,0	21,5	21,5	0,0	64,5	64,5
	1105 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Services Centraux)	0,0	2 271,6	2 271,6	0,0	2 325,6	2 325,6	0,0	2 337,3	2 337,3	0,0	2 429,5	2 429,5	0,0	7 092,3	7 092,3
	1107 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Organismes Publics Personnalisés)	0,0	569,0	569,0	0,0	655,5	655,5	0,0	658,5	658,5	0,0	17 202,7	17 202,7	0,0	18 516,7	18 516,7
	1108 Gestion des Ressources Matérielles et Financières (Grandes activités)	0,0	4 910,9	4 910,9	0,0	10 365,0	10 365,0	0,0	9 780,5	9 780,5	0,0	9 780,5	9 780,5	0,0	29 926,0	29 926,0
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	30,0	30,0	0,0	1 648,4	1 648,4	0,0	2 062,5	2 062,5	0,0	1 019,5	1 019,5	0,0	4 730,3	4 730,3
	1201 Planification et programmation stratégiques	0,0	7,5	7,5	0,0	1 619,6	1 619,6	0,0	2 040,0	2 040,0	0,0	1 001,9	1 001,9	0,0	4 661,5	4 661,5
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	22,5	22,5	0,0	28,8	28,8	0,0	22,5	22,5	0,0	17,5	17,5	0,0	68,8	68,8
2	PROMOTION DES ACTIVITES DE LOISIRS	0,0	0,0	0,0	0,0	3 455,4	3 455,4	0,0	2 890,4	2 890,4	0,0	2 450,4	2 450,4	0,0	8 796,2	8 796,2
21	DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES DE LOISIRS	0,0	0,0	0,0	0,0	1 980,0	1 980,0	0,0	1 380,0	1 380,0	0,0	850,0	850,0	0,0	4 210,0	4 210,0
	2101 Construction des structures de loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	180,0	180,0	0,0	480,0	480,0	0,0	140,0	140,0	0,0	800,0	800,0
	2102 Aménagement des structures de loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	1 800,0	1 800,0	0,0	900,0	900,0	0,0	710,0	710,0	0,0	3 410,0	3 410,0
22	FORMATION AUX ACTIVITES DE LOISIRS	0,0	0,0	0,0	0,0	645,0	645,0	0,0	545,0	545,0	0,0	635,0	635,0	0,0	1 825,0	1 825,0
	2201 Formation des personnes ressources extérieures au Ministère	0,0	0,0	0,0	0,0	235,0	235,0	0,0	135,0	135,0	0,0	135,0	135,0	0,0	505,0	505,0
	2202 Sensibilisation des populations aux activités de Loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	410,0	410,0	0,0	410,0	410,0	0,0	500,0	500,0	0,0	1 320,0	1 320,0
23	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE LOISIRS	0,0	0,0	0,0	0,0	830,4	830,4	0,0	965,4	965,4	0,0	965,4	965,4	0,0	2 761,2	2 761,2
	2301 Développement des loisirs créatifs et compétitifs	0,0	0,0	0,0	0,0	572,0	572,0	0,0	572,0	572,0	0,0	572,0	572,0	0,0	1 716,0	1 716,0
	2302 Organisation des séjours thématiques	0,0	0,0	0,0	0,0	258,4	258,4	0,0	393,4	393,4	0,0	393,4	393,4	0,0	1 045,2	1 045,2
3	PROMOTION DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES ET ECONOMIQUES DE LA JEUNESSE	0,0	0,0	0,0	0,0	430,0	430,0	0,0	455,0	455,0	0,0	340,0	340,0	0,0	1 225,0	1 225,0
31	PROMOTION DE L'INSERTION ECONOMIQUE DES JEUNES	0,0	0,0	0,0	0,0	170,0	170,0	0,0	195,0	195,0	0,0	220,0	220,0	0,0	585,0	585,0
	3101 Promotion de l'entrepreneuriat	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	95,0	95,0	0,0	120,0	120,0	0,0	285,0	285,0
	3102 Appui au financement des projets économiques des jeunes	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	300,0	300,0
32	ENCADREMENT DU MOUVEMENT ASSOCIATIF DES JEUNES	0,0	0,0	0,0	0,0	220,0	220,0	0,0	220,0	220,0	0,0	120,0	120,0	0,0	560,0	560,0
	3201 Renforcement des capacités des organisations des jeunes	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	70,0	70,0	0,0	70,0	70,0	0,0	210,0	210,0
	3202 Suivi des activités pour les centres d'accueil des jeunes	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	50,0	50,0	0,0	350,0	350,0
33	APPUI AU DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIVES DES JEUNES	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	40,0	0,0	40,0	40,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0
	3301 Réhabilitation des centres d'accueil des jeunes	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	40,0	0,0	40,0	40,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0
	3302 Construction des centres d'accueil des jeunes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE	0,0	0,0	0,0	0,0	1 235,0	1 235,0	0,0	1 195,0	1 195,0	0,0	1 195,0	1 195,0	0,0	3 625,0	3 625,0
41	MISE EN PLACE D'UN CADRE INSITATIF A LA CREATION DES ACTEURS NON ETATIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	355,0	355,0	0,0	345,0	345,0	0,0	345,0	345,0	0,0	1 045,0	1 045,0
	4101 Renforcement du cadre réglementaire relatif aux mouvements associatifs	0,0	0,0	0,0	0,0	45,0	45,0	0,0	45,0	45,0	0,0	45,0	45,0	0,0	135,0	135,0
	4102 Sensibilisation à la mise en place des Acteurs Non Etatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	310,0	310,0	0,0	300,0	300,0	0,0	300,0	300,0	0,0	910,0	910,0
42	APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ACTIONS DES ACTEURS NON ETATIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	880,0	880,0	0,0	850,0	850,0	0,0	850,0	850,0	0,0	2 580,0	2 580,0
	4201 Renforcement de capacité des Acteurs Non Etatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	750,0	750,0	0,0	720,0	720,0	0,0	720,0	720,0	0,0	2 190,0	2 190,0
	4202 Suivi des activités des Acteurs Non Etatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	130,0	130,0	0,0	130,0	130,0	0,0	130,0	130,0	0,0	390,0	390,0
5	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT	0,0	650,0	650,0	0,0	17 161,5	17 161,5	0,0	18 271,5	18 271,5	0,0	21 495,6	21 495,6	0,0	56 928,6	56 928,6
51	ENCADREMENT DES SPORTIFS	0,0	0,0	0,0	0,0	511,5	511,5	0,0	511,5	511,5	0,0	660,9	660,9	0,0	1 683,9	1 683,9
	5101 Formation des encadreurs techniques	0,0	0,0	0,0	0,0	151,5	151,5	0,0	151,5	151,5	0,0	300,9	300,9	0,0	603,9	603,9
	5102 Mise en place du suivi médical des sportifs	0,0	0,0	0,0	0,0	360,0	360,0	0,0	360,0	360,0	0,0	360,0	360,0	0,0	1 080,0	1 080,0
52	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SPORTIFS	0,0	650,0	650,0	0,0	12 030,0	12 030,0	0,0	13 140,0	13 140,0	0,0	17 642,1	17 642,1	0,0	42 812,1	42 812,1
	5201 Constructions et équipement des infrastructures	0,0	650,0	650,0	0,0	12 030,0	12 030,0	0,0	13 140,0	13 140,0	0,0	17 642,1	17 642,1	0,0	42 812,1	42 812,1
	5202 Réhabilitation des infrastructures et équipements sportifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	5203 Entretien des infrastructures et équipements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
53	OGANISATION DES ACTIVITES SPORTIVES	0,0	0,0	0,0	0,0	4 620,0	4 620,0	0,0	4 620,0	4 620,0	0,0	3 192,6	3 192,6	0,0	12 432,6	12 432,6
	5301 Organisation sportives pour personnes handicapées	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	150,0	150,0
	5302 Organisation des Activités Physiques et Sportives	0,0	0,0	0,0	0,0	4 570,0	4 570,0	0,0	4 570,0	4 570,0	0,0	3 142,6	3 142,6	0,0	12 282,6	12 282,6

22 Ministère de la Justice, Garde des Sceaux

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	19 820,8	19 820,8	1 269,0	27 759,5	29 028,5	3 250,0	31 490,1	34 740,1	3 900,0	32 127,9	36 027,9	8 419,0	91 377,6	99 796,6
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	16 672,8	16 672,8	69,0	19 126,2	19 195,2	0,0	19 319,8	19 319,8	0,0	19 675,6	19 675,6	69,0	58 121,6	58 190,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	16 615,5	16 615,5	0,0	18 117,5	18 117,5	0,0	18 201,5	18 201,5	0,0	18 302,3	18 302,3	0,0	54 621,3	54 621,3
1101	Ressources Humaines	0,0	198,7	198,7	0,0	391,0	391,0	0,0	404,0	404,0	0,0	415,0	415,0	0,0	1 210,0	1 210,0
1102	Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Structures Centrales	0,0	15 109,1	15 109,1	0,0	16 085,1	16 085,1	0,0	16 129,2	16 129,2	0,0	16 194,8	16 194,8	0,0	48 409,1	48 409,1
1103	Gestion des Ressources Matérielles et Financières des Juridictions et Prisons	0,0	1 307,7	1 307,7	0,0	1 641,4	1 641,4	0,0	1 668,3	1 668,3	0,0	1 692,5	1 692,5	0,0	5 002,2	5 002,2
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	57,3	57,3	69,0	1 008,7	1 077,7	0,0	1 118,3	1 118,3	0,0	1 373,3	1 373,3	69,0	3 500,3	3 569,3
1201	Planification et Programmation	0,0	50,0	50,0	69,0	1 000,0	1 069,0	0,0	1 109,0	1 109,0	0,0	1 364,0	1 364,0	69,0	3 473,0	3 542,0
1202	Gestion de la Coopération et du Partenariat	0,0	7,3	7,3	0,0	8,7	8,7	0,0	9,3	9,3	0,0	9,3	9,3	0,0	27,3	27,3
2	RENFORCEMENT DES CAPACITES D'OFFRES DE SERVICES	0,0	3 148,0	3 148,0	600,0	8 140,0	8 740,0	3 250,0	11 950,0	15 200,0	3 900,0	12 150,0	16 050,0	7 750,0	32 240,0	39 990,0
21	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE JUSTICE	0,0	928,0	928,0	600,0	1 550,0	2 150,0	3 250,0	3 550,0	6 800,0	3 900,0	4 475,0	8 375,0	7 750,0	9 575,0	17 325,0
2101	Construction de Bâtiments	0,0	90,0	90,0	600,0	0,0	600,0	3 250,0	2 600,0	5 850,0	3 900,0	3 700,0	7 600,0	7 750,0	6 300,0	14 050,0
2102	Gestion des Equipements	0,0	588,0	588,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	150,0	150,0	0,0	375,0	375,0	0,0	1 525,0	1 525,0
2103	Réhabilitation des Tribunaux	0,0	200,0	200,0	0,0	450,0	450,0	0,0	800,0	800,0	0,0	400,0	400,0	0,0	1 650,0	1 650,0
2104	Réhabilitation des Cours	0,0	50,0	50,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
2105	Réhabilitation des Prisons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE LA SECURITE PENITENTIAIRE	0,0	2 220,0	2 220,0	0,0	6 590,0	6 590,0	0,0	8 400,0	8 400,0	0,0	7 675,0	7 675,0	0,0	22 665,0	22 665,0
2201	Construction de bâtiments	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	3 180,0	3 180,0	0,0	4 950,0	4 950,0	0,0	5 550,0	5 550,0	0,0	13 680,0	13 680,0
2202	Réhabilitation de bâtiments	0,0	150,0	150,0	0,0	1 350,0	1 350,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	1 400,0	1 400,0	0,0	4 750,0	4 750,0
2203	Gestion des équipements	0,0	70,0	70,0	0,0	2 060,0	2 060,0	0,0	1 450,0	1 450,0	0,0	725,0	725,0	0,0	4 235,0	4 235,0
3	PROMOTION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PENITENTIAIRE	0,0	0,0	0,0	600,0	493,3	1 093,3	0,0	220,3	220,3	0,0	302,3	302,3	600,0	1 016,0	1 616,0
31	GESTION DE LA REFORME JURIDIQUE, JUDICIAIRE ET PENITENTIAIRE	0,0	0,0	0,0	600,0	345,0	945,0	0,0	20,0	20,0	0,0	0,0	0,0	600,0	365,0	965,0
3101	Réforme, Divulgarion, Publication des Textes et Procédures	0,0	0,0	0,0	0,0	145,0	145,0	0,0	20,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	165,0	165,0
3102	Réforme de la Justice	0,0	0,0	0,0	600,0	200,0	800,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	600,0	200,0	800,0
3103	Réforme de la Sécurité Pénitentiaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	POLITIQUE TRANSVERSALE DE L'AMELIORATION DE LA QUALITE	0,0	0,0	0,0	0,0	148,3	148,3	0,0	200,3	200,3	0,0	302,3	302,3	0,0	651,0	651,0
3201	Appui à l'Administration Judiciaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3202	Appui à l'Administration Pénitentiaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3203	Appui à l'Amélioration de la Vie du Détenu	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	50,0	0,0	52,0	52,0	0,0	54,0	54,0	0,0	156,0	156,0
3204	Appui aux Droits de la Personne et Groupes Vulnérables (Veuves et Orphelins)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3205	Appui à l'Assistance aux Personnes Victimes des Violences Conjugales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3206	Appui à l'Assistance aux Justiciables	0,0	0,0	0,0	0,0	53,3	53,3	0,0	103,3	103,3	0,0	203,3	203,3	0,0	360,0	360,0
3207	renforcement de capacités opérationnelles Comité de lutte contre le SIDA	0,0	0,0	0,0	0,0	45,0	45,0	0,0	45,0	45,0	0,0	45,0	45,0	0,0	135,0	135,0

66 Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	9 035,8	9 035,8	2 800,0	10 651,1	13 451,1	3 080,0	11 715,8	14 795,8	3 449,6	13 120,5	16 570,1	9 329,6	35 487,4	44 817,0
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	4 799,8	4 799,8	800,0	5 701,1	6 501,1	880,0	6 270,8	7 150,8	985,6	7 022,1	8 007,7	2 665,6	18 994,0	21 659,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	4 799,8	4 799,8	0,0	5 701,1	5 701,1	0,0	6 270,8	6 270,8	0,0	7 022,1	7 022,1	0,0	18 994,0	18 994,0
	1101 Gestion des ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1102 Gestion des ressources financières et matérielles	0,0	4 799,8	4 799,8	0,0	5 701,1	5 701,1	0,0	6 270,8	6 270,8	0,0	7 022,1	7 022,1	0,0	18 994,0	18 994,0
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	0,0	0,0	800,0	0,0	800,0	880,0	0,0	880,0	985,6	0,0	985,6	2 665,6	0,0	2 665,6
	1201 Planification et programmation	0,0	0,0	0,0	300,0	0,0	300,0	330,0	0,0	330,0	369,6	0,0	369,6	999,6	0,0	999,6
	1202 Gestion de la Coopération et du partenariat	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	500,0	550,0	0,0	550,0	616,0	0,0	616,0	1 666,0	0,0	1 666,0
2	DEVELOPPEMENT ET MAITRISE DE LA CHAINE DES VALEURS DES MINES ET DE LA METALLURGIE	0,0	2 386,0	2 386,0	1 000,0	2 400,0	3 400,0	1 100,0	2 640,0	3 740,0	1 232,0	2 956,8	4 188,8	3 332,0	7 996,8	11 328,8
21	RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE	0,0	1 686,0	1 686,0	0,0	1 900,0	1 900,0	0,0	2 090,0	2 090,0	0,0	2 340,8	2 340,8	0,0	6 330,8	6 330,8
	2101 Amélioration de la connaissance du sol et du sous-sol	0,0	1 686,0	1 686,0	0,0	900,0	900,0	0,0	990,0	990,0	0,0	1 108,8	1 108,8	0,0	2 998,8	2 998,8
	2102 Centralisation et exploitation des données géologiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 232,0	1 232,0	0,0	3 332,0	3 332,0
	2103 Gestion et contrôle des activités minières et minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	GESTION DU SECTEUR ET DEVELOPPEMENT DURABLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2201 Gestion du volet social et environnemental du secteur minier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
23	ORGANISATION DE L'EXPLOITATION MINIERE	0,0	700,0	700,0	1 000,0	500,0	1 500,0	1 100,0	550,0	1 650,0	1 232,0	616,0	1 848,0	3 332,0	1 666,0	4 998,0
	2301 Organisation de l'exploitation minière artisanale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2302 Organisation de l'exploitation minière industrielle	0,0	700,0	700,0	0,0	500,0	500,0	0,0	550,0	550,0	0,0	616,0	616,0	0,0	1 666,0	1 666,0
	2303 Renforcement du cadre legal et réglementaire	0,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 232,0	0,0	1 232,0	3 332,0	0,0	3 332,0
3	DEVELOPPEMENT ET MAITRISE DE LA CHAINE DES VALEURS DES HYDROCARBURES	0,0	1 850,0	1 850,0	1 000,0	2 550,0	3 550,0	1 100,0	2 805,0	3 905,0	1 232,0	3 141,6	4 373,6	3 332,0	8 496,6	11 828,6
31	DEVELOPPEMENT DE L'AMONT PETROLIER	0,0	1 500,0	1 500,0	1 000,0	1 300,0	2 300,0	1 100,0	1 430,0	2 530,0	1 232,0	1 601,6	2 833,6	3 332,0	4 331,6	7 663,6
	3101 Pré-exploration des bassins sédimentaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3102 Exploration et production pétrolière et gazière	0,0	1 300,0	1 300,0	0,0	1 300,0	1 300,0	0,0	1 430,0	1 430,0	0,0	1 601,6	1 601,6	0,0	4 331,6	4 331,6
	3103 Renforcement des capacités techniques de l'amont pétrolier	0,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 100,0	0,0	1 100,0	1 232,0	0,0	1 232,0	3 332,0	0,0	3 332,0
	3104 Contrôle et suivi de l'amont pétrolier	0,0	200,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE TRANSFORMATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3201 Suivi de l'accroissement de la capacité de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3202 Valorisation des industries pétrochimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	DEVELOPPEMENT DE L'AVAL PETROLIER	0,0	350,0	350,0	0,0	1 250,0	1 250,0	0,0	1 375,0	1 375,0	0,0	1 540,0	1 540,0	0,0	4 165,0	4 165,0
	3301 Développement et modernisation des entreprises pétrolières et para-pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3302 Renforcement des capacités techniques des acteurs de l'aval pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3303 Amélioration du réseau de stockage, de transport et de distribution	0,0	50,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3304 Contrôle et suivi de l'aval pétrolier	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	3305 Optimisation du fonctionnement du secteur des hydrocarbures	0,0	200,0	200,0	0,0	1 250,0	1 250,0	0,0	1 375,0	1 375,0	0,0	1 540,0	1 540,0	0,0	4 165,0	4 165,0

15 Primature

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	10 710,7	10 710,7	5 655,0	17 283,2	22 938,2	300,0	17 180,6	17 480,6	300,0	19 803,8	20 103,8	6 255,0	54 267,6	60 522,6
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA PRIMATURE	0,0	10 615,1	10 615,1	0,0	12 415,4	12 415,4	0,0	12 603,1	12 603,1	0,0	13 226,3	13 226,3	0,0	38 244,9	38 244,9
11	GESTION ADMINISTRATIVE DE LA PRIMATURE	0,0	10 615,1	10 615,1	0,0	12 415,4	12 415,4	0,0	12 603,1	12 603,1	0,0	13 226,3	13 226,3	0,0	38 244,9	38 244,9
1101	Gestion des Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	60,5	60,5	0,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	160,5	160,5
1102	Gestion des Ressources de Fonctionnement des Services du Premier Ministre	0,0	8 338,9	8 338,9	0,0	9 075,1	9 075,1	0,0	10 537,6	10 537,6	0,0	11 160,8	11 160,8	0,0	30 773,5	30 773,5
1103	Gestion des ressources matérielles et financières	0,0	2 276,2	2 276,2	0,0	3 189,9	3 189,9	0,0	1 925,2	1 925,2	0,0	1 925,2	1 925,2	0,0	7 040,3	7 040,3
1104	Planification et programmation stratégique	0,0	0,0	0,0	0,0	90,0	90,0	0,0	90,3	90,3	0,0	90,3	90,3	0,0	270,6	270,6
2	PROMOTION DE L'EFFICACITE ET DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION PUBLIQUE	0,0	0,0	0,0	400,0	4 363,2	4 763,2	300,0	4 157,9	4 457,9	300,0	6 157,9	6 457,9	1 000,0	14 678,9	15 678,9
21	GENERALISATION DE LA COLLECTE ET DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	2 155,0	2 155,0	0,0	2 150,0	2 150,0	0,0	4 150,0	4 150,0	0,0	8 455,0	8 455,0
2101	Mise en place de structures déconcentrés de collecte et de diffusion de l'information	0,0	0,0	0,0	0,0	2 005,0	2 005,0	0,0	2 000,0	2 000,0	0,0	4 000,0	4 000,0	0,0	8 005,0	8 005,0
2102	Modernisation du fonctionnement des structures de l'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	450,0	450,0
22	RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES SERVICES PUBLICS	0,0	0,0	0,0	400,0	2 208,2	2 608,2	300,0	2 007,9	2 307,9	300,0	2 007,9	2 307,9	1 000,0	6 223,9	7 223,9
2201	Promotion de la bonne gouvernance et intensification de la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	308,2	308,2	0,0	308,2	308,2	0,0	308,2	308,2	0,0	924,6	924,6
2202	Renforcement du cadre législatif et réglementaire	0,0	0,0	0,0	400,0	0,0	400,0	300,0	0,0	300,0	300,0	0,0	300,0	1 000,0	0,0	1 000,0
2203	Communication gouvernementale	0,0	0,0	0,0	0,0	1 900,0	1 900,0	0,0	1 699,7	1 699,7	0,0	1 699,7	1 699,7	0,0	5 299,3	5 299,3
3	AMELIORATION DE LA CONCEPTION DES POLITIQUES DE LA VILLE	0,0	95,7	95,7	5 255,0	504,6	5 759,6	0,0	419,6	419,6	0,0	419,6	419,6	5 255,0	1 343,8	6 598,8
31	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DES ESPACES URBAINS	0,0	95,7	95,7	5 255,0	504,6	5 759,6	0,0	419,6	419,6	0,0	419,6	419,6	5 255,0	1 343,8	6 598,8
3101	Réforme du cadre juridique et réglementaire	0,0	0,0	0,0	505,0	0,0	505,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	505,0	0,0	505,0
3102	Renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans l'aménagement foncier	0,0	0,0	0,0	4 750,0	0,0	4 750,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 750,0	0,0	4 750,0
3103	Elaboration de la politique de développement de la ville	0,0	95,7	95,7	0,0	439,6	439,6	0,0	389,6	389,6	0,0	389,6	389,6	0,0	1 218,8	1 218,8
3104	Gestion de l'information urbaine	0,0	0,0	0,0	0,0	65,0	65,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	125,0	125,0

21 Ministère des Relations avec le Parlement & Institutions Constitutionnelles, Intégration régionale

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	2 278,6	2 278,6	0,0	4 857,4	4 857,4	0,0	5 281,3	5 281,3	0,0	6 150,0	6 150,0	0,0	16 288,7	16 288,7
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	2 278,6	2 278,6	0,0	3 504,2	3 504,2	0,0	4 674,1	4 674,1	0,0	5 613,3	5 613,3	0,0	13 791,6	13 791,6
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	2 278,6	2 278,6	0,0	3 434,3	3 434,3	0,0	4 614,1	4 614,1	0,0	5 543,4	5 543,4	0,0	13 591,7	13 591,7
	1101 Gestion des Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1102 Gestion des Ressources Financières et Matérielles	0,0	2 278,6	2 278,6	0,0	3 434,3	3 434,3	0,0	4 614,1	4 614,1	0,0	5 543,4	5 543,4	0,0	13 591,7	13 591,7
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	60,0	60,0	0,0	70,0	70,0	0,0	199,9	199,9
	1201 Planification et Programmation	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	70,0	0,0	60,0	60,0	0,0	70,0	70,0	0,0	199,9	199,9
	1202 Gestion de la Coopération et Partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES	0,0	0,0	0,0	0,0	65,5	65,5	0,0	53,0	53,0	0,0	63,0	63,0	0,0	181,5	181,5
21	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0	50,5	50,5	0,0	48,0	48,0	0,0	48,0	48,0	0,0	146,5	146,5
	2101 Renforcement des Capacités	0,0	0,0	0,0	0,0	14,5	14,5	0,0	14,5	14,5	0,0	14,5	14,5	0,0	43,5	43,5
	2102 Suivi des Travaux Parlementaires	0,0	0,0	0,0	0,0	26,0	26,0	0,0	23,5	23,5	0,0	23,5	23,5	0,0	73,0	73,0
	2103 Evaluation de la Politique Législative du Gouvernement	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	10,0	10,0	0,0	10,0	10,0	0,0	30,0	30,0
22	RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	5,0	5,0	0,0	15,0	15,0	0,0	35,0	35,0
	2201 Renforcement des Capacités	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	5,0	5,0	0,0	15,0	15,0	0,0	35,0	35,0
	2202 Suivi des Relations entre le Gouvernement et les Institutions Constitutionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2203 Suivi des Relations entre le Gouvernement et les autres Institutions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	PROMOTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0,0	0,0	0,0	0,0	1 072,4	1 072,4	0,0	328,4	328,4	0,0	318,4	318,4	0,0	1 719,2	1 719,2
31	INTEGRATION REGIONALE ET SOUS REGIONALE	0,0	0,0	0,0	0,0	1 072,4	1 072,4	0,0	328,4	328,4	0,0	318,4	318,4	0,0	1 719,2	1 719,2
	3101 Intégration Africaine	0,0	0,0	0,0	0,0	198,9	198,9	0,0	95,4	95,4	0,0	85,4	85,4	0,0	379,7	379,7
	3102 Intégration Sous Régionale	0,0	0,0	0,0	0,0	490,5	490,5	0,0	233,0	233,0	0,0	233,0	233,0	0,0	956,5	956,5
	3103 Promotion de l'image du pays	0,0	0,0	0,0	0,0	383,0	383,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	383,0	383,0
4	RENFORCEMENT DES DROITS DE L'HOMME	0,0	0,0	0,0	0,0	215,3	215,3	0,0	225,8	225,8	0,0	155,3	155,3	0,0	596,4	596,4
41	PROMOTION DE LA CULTURE DES DROITS DE L'HOMME	0,0	0,0	0,0	0,0	215,3	215,3	0,0	225,8	225,8	0,0	155,3	155,3	0,0	596,4	596,4
	4101 Promotion de la connaissance des Droits de l'Homme	0,0	0,0	0,0	0,0	75,8	75,8	0,0	75,8	75,8	0,0	75,8	75,8	0,0	227,4	227,4
	4102 Appui aux droits des personnes et groupes vulnérables (Femme, enfant, personne handicapé)	0,0	0,0	0,0	0,0	139,5	139,5	0,0	150,0	150,0	0,0	79,5	79,5	0,0	369,0	369,0

91 Ministère de la Santé, des Affaires sociales, de la Solidarité et de la Famille

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
1	REFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	56 838,5	56 838,5	34 475,1	42 286,2	76 761,2	24 971,6	40 389,7	65 361,3	20 393,3	40 348,9	60 742,2	79 840,0	123 024,7	202 864,7
11	Gestion des ressources humaines	0,0	56 564,3	56 564,3	25 164,7	46 432,1	71 564,2	17 271,6	20 225,5	37 947,1	13 173,3	20 134,6	33 307,9	56 059,6	61 627,5	117 687,1
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	34 607,4	34 607,4	10 271,5	3 238,3	13 509,8	9 300,0	2 759,1	12 059,1	8 700,0	2 841,5	11 541,5	28 271,5	8 838,8	37 110,3
1102	Gestion des ressources financières et matérielles des services de santé	0,0	14 030,7	14 030,7	14 893,2	9 950,0	24 843,2	8 421,6	9 391,7	17 813,3	4 473,3	9 277,8	13 751,1	27 788,1	28 619,5	56 407,6
1103	Gestion des ressources financières et matérielles des services sociaux	0,0	2 260,5	2 260,5	0,0	2 633,4	2 633,4	0,0	2 644,0	2 644,0	0,0	2 644,7	2 644,7	0,0	7 922,2	7 922,2
1104	Gestion des ressources financières et matérielles des services sociaux	0,0	5 340,7	5 340,7	0,0	5 445,7	5 445,7	0,0	5 430,7	5 430,7	0,0	5 370,7	5 370,7	0,0	16 247,0	16 247,0
1105	Gestion des ressources financières et matérielles des services de santé	0,0	325,0	325,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	Gestion stratégique	0,0	274,2	274,2	0,0	231,7	231,7	0,0	164,2	164,2	0,0	214,2	214,2	0,0	610,2	610,2
1201	Planification et programmation	0,0	0,0	0,0	0,0	107,5	107,5	0,0	50,0	50,0	0,0	100,0	100,0	0,0	257,5	257,5
1202	Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	274,2	274,2	0,0	124,2	124,2	0,0	114,2	114,2	0,0	114,2	114,2	0,0	352,7	352,7
13	Cadre juridique et Règlementaire	0,0	0,0	0,0	9 310,4	20 787,0	30 097,4	7 250,0	20 000,0	27 250,0	7 220,0	20 000,0	27 220,0	23 780,4	60 787,0	84 567,4
1301	Actualisation du cadre institutionnel et réglementaire du ministère	0,0	0,0	0,0	1 510,0	34,0	1 544,0	30,0	0,0	30,0	0,0	0,0	0,0	1 540,0	34,0	1 574,0
1302	Réforme du secteur pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	5 000,0	20 747,0	25 747,0	5 000,0	20 000,0	25 000,0	5 000,0	20 000,0	25 000,0	15 000,0	60 747,0	75 747,0
1303	Réforme du secteur hospitalier	0,0	0,0	0,0	2 800,4	6,0	2 806,4	2 220,0	0,0	2 220,0	2 220,0	0,0	2 220,0	7 240,4	6,0	7 246,4
2	AMELIORATION DE L'ETAT DE SANTE ET LE BIEN-ETRE DES POPULATIONS	0,0	53 199,6	53 199,6	171 142,4	203 283,8	374 426,2	231 045,9	109 654,8	340 700,2	76 498,8	89 546,4	166 045,2	478 687,2	402 484,4	881 171,6
21	l'Accès universel aux soins de santé des populations	0,0	39 676,9	39 676,9	120 990,5	150 441,3	271 431,8	189 106,8	63 707,8	252 814,5	36 848,6	45 942,4	82 791,1	346 945,9	260 091,5	607 037,4
2101	développement des soins de santé primaire	0,0	61,6	61,6	0,0	61,6	61,6	0,0	61,6	61,6	0,0	61,6	61,6	0,0	184,9	184,9
2102	opérationnalisation de la région sanitaire	0,0	13 772,3	13 772,3	100 193,5	16 942,6	117 136,1	157 471,8	15 234,9	172 706,6	30 798,4	15 256,5	46 054,8	288 463,8	47 433,9	335 897,5
2103	opérationnalisation du département sanitaire	0,0	4 960,8	4 960,8	975,0	2 324,7	3 299,7	487,5	2 327,8	2 815,3	243,8	2 312,1	2 555,9	1 706,3	6 964,5	8 670,8
2104	amélioration de la qualité des soins	0,0	0,0	0,0	222,0	82 405,0	82 627,0	55,5	9 450,0	9 505,5	55,5	6 266,6	6 322,1	333,0	98 121,6	98 454,6
2105	opération du département sanitaire (2)	0,0	0,0	0,0	11 075,5	13 391,2	24 466,7	12 117,0	13 391,2	26 508,2	3 306,3	2 365,8	5 672,0	26 489,3	37 736,8	64 226,0
2106	opérationnalisation du département sanitaire (3)	0,0	0,0	0,0	8 525,0	13 250,0	21 775,0	18 975,0	6 038,3	25 013,3	2 444,8	4 538,3	6 983,0	29 944,8	23 826,6	53 771,4
2107	renforcement de l'offre de soins de 3ème niveau de la pyramide	0,0	20 882,2	20 882,2	0,0	15 841,2	15 841,2	0,0	15 141,2	15 141,2	0,0	15 140,7	15 140,7	0,0	45 823,1	45 823,1
22	Disponibilité des médicaments et des services d'aide au diagnostic	0,0	3 174,3	3 174,3	7 600,0	27 881,7	35 481,7	4 500,0	23 527,1	28 027,1	2 000,0	21 235,6	23 235,6	14 100,0	72 644,4	86 744,4
2201	disponibilité permanente des médicaments	0,0	1 882,7	1 882,7	7 600,0	14 129,7	21 729,7	4 500,0	14 039,7	18 539,7	2 000,0	13 489,7	15 489,7	14 100,0	41 659,0	55 759,0
2202	disponibilité du sang sécurisé	0,0	1 007,1	1 007,1	0,0	3 260,4	3 260,4	0,0	3 260,4	3 260,4	0,0	2 460,4	2 460,4	0,0	8 981,2	8 981,2
2203	renforcement des capacités des laboratoires	0,0	258,3	258,3	0,0	1 993,2	1 993,2	0,0	1 293,3	1 293,3	0,0	1 284,2	1 284,2	0,0	4 570,4	4 570,4
2204	disponibilité des services d'imagerie médicale	0,0	0,0	0,0	0,0	2 957,3	2 957,3	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	5 957,3	5 957,3
2205	gestion des déchets biomédicaux	0,0	0,0	0,0	0,0	3 907,5	3 907,5	0,0	2 168,6	2 168,6	0,0	2 168,6	2 168,6	0,0	8 076,1	8 076,1
2206	renforcement des capacités de maintenance des équipements biomédicaux	0,0	26,3	26,3	0,0	1 633,8	1 633,8	0,0	1 265,1	1 265,1	0,0	501,3	501,3	0,0	3 400,1	3 400,1
23	Développement des mécanismes de financement et de la protection sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	10,5	0,0	5,0	5,0	0,0	5,0	5,0	0,0	20,5	20,5
2301	pérennisation du système de financement de la santé	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	10,5	0,0	5,0	5,0	0,0	5,0	5,0	0,0	20,5	20,5
24	Mise en place d'un système national d'information sanitaire et de recherche en santé	0,0	10,1	10,1	420,0	1 905,5	2 325,5	420,0	1 042,5	1 462,5	410,0	1 017,4	1 427,4	1 250,0	3 965,3	5 215,3
2401	réorganisation du système national d'information sanitaire	0,0	0,0	0,0	0,0	128,0	128,0	0,0	110,0	110,0	0,0	84,9	84,9	0,0	322,9	322,9
2402	renforcement du système de surveillance en santé publique	0,0	0,0	0,0	420,0	1 518,9	1 938,9	420,0	681,4	1 101,4	410,0	681,4	1 091,4	1 250,0	2 881,7	4 131,7
2403	développement de la recherche opérationnelle	0,0	0,0	0,0	0,0	245,0	245,0	0,0	237,5	237,5	0,0	237,5	237,5	0,0	720,0	720,0
2404	amélioration d'un système national d'information de g	0,0	10,1	10,1	0,0	13,6	13,6	0,0	13,6	13,6	0,0	13,6	13,6	0,0	40,7	40,7
25	Développement des politiques publiques et des plans d'actions contribuant à la création et à la gestion d'environnements favorables à la santé	0,0	270,3	270,3	617,6	643,5	1 261,1	154,4	434,2	588,6	154,4	416,9	571,3	926,3	1 494,7	2 421,0
2501	mise en œuvre du plan stratégique santé-environnement	0,0	0,0	0,0	617,6	0,0	617,6	154,4	0,0	154,4	154,4	0,0	154,4	926,3	0,0	926,3
2502	hygiène publique et assainissement	0,0	270,3	270,3	0,0	643,5	643,5	0,0	434,2	434,2	0,0	416,9	416,9	0,0	1 494,7	1 494,7
26	Amélioration de la santé de la mère et de l'enfant	0,0	987,8	987,8	18 958,1	8 203,3	27 178,3	14 950,6	7 861,3	22 811,9	14 941,6	7 579,3	22 811,9	48 850,3	23 361,3	72 211,6
2601	Réduction de la mortalité maternelle	0,0	91,7	91,7	16 272,3	6 389,3	22 661,5	13 660,0	6 389,6	20 049,6	13 651,0	6 407,6	20 058,6	43 583,3	19 186,5	62 769,8
2602	Réduction de la mortalité infanto-juvénile	0,0	896,1	896,1	2 685,8	1 831,6	4 517,4	1 290,6	1 177,2	2 462,2	1 290,6	1 177,2	2 462,2	5 266,9	4 174,9	9 441,9
27	Renforcement de la lutte contre la maladie	0,0	9 089,3	9 089,3	22 556,3	14 180,4	36 726,7	21 914,2	13 376,4	35 290,6	22 144,2	13 349,0	35 494,0	66 614,6	40 906,6	107 521,2
2701	Réduction de l'incidence du VIH/SIDA	0,0	2 372,9	2 372,9	11 503,5	9 718,8	21 222,3	11 503,5	9 718,8	21 222,3	11 503,5	9 718,8	21 222,3	34 010,4	29 156,4	63 666,8
2702	Réduction de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme	0,0	162,1	162,1	3 040,7	160,4	3 201,2	3 040,7	160,4	3 201,2	3 040,7	160,4	3 201,2	9 122,2	481,3	9 603,6
2703	Réduction de la morbidité et de la mortalité liées à la tuberculose	0,0	192,1	192,1	794,8	1 866,2	2 661,0	794,8	1 192,1	1 986,9	794,8	1 192,1	1 986,9	2 384,4	4 250,4	6 634,8
2704	Elimination de la trypanosomiose humaine africaine et prise en charge des maladies	0,0	158,8	158,8	0,0	392,8	392,8	0,0	272,8	272,8	0,0	246,3	246,3	0,0	911,9	911,9
2705	Réduction de l'incidence des maladies émergentes et réémergentes	0,0	531,4	531,4	1 886,5	1 171,4	3 057,9	1 886,5	1 161,4	3 047,9	1 886,5	1 161,4	3 047,9	5 659,5	3 494,3	9 153,8
2706	Réduction de la morbidité et mortalité liées aux maladies non transmissibles (hyper tension artérielle, diabète, drépanocytose, cancers et maladie mentale)	0,0	5 662,8	5 662,8	5 330,8	870,8	6 201,6	4 688,7	870,8	5 559,5	4 918,7	870,8	5 789,5	14 938,2	2 612,3	17 550,5
3	LUTTE CONTRE LA SANTE ET L'EXCLUSION SOCIALE	0,0	5 200,3	5 200,3	0,0	15 788,4	15 788,4	0,0	13 959,4	13 959,4	0,0	13 240,5	13 240,5	0,0	42 988,3	42 988,3
31	Lutte contre l'exclusion sociale	0,0	4 024,2	4 024,2	0,0	12 989,6	12 989,6	0,0	11 250,5	11 250,5	0,0	11 637,6	11 637,6	0,0	35 477,7	35 477,7
3101	couverture nationale en infrastructures sociales	0,0	50,0	50,0	0,0	4 021,8	4 021,8	0,0	2 781,8	2 781,8	0,0	2 427,0	2 427,0	0,0	9 230,5	9 230,5
3102	développement de la recherche en sciences sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	1 084,3	1 084,3	0,0	1 107,0	1 107,0	0,0	1 089,4	1 089,4	0,0	3 280,7	3 280,7
3103	promotion des personnes handicapées	0,0	325,9	325,9	0,0	327,2	327,2	0,0	328,7	328,7	0,0	330,2	330,2	0,0	986,2	986,2
3104	autonomisation des personnes économiquement faibles	0,0	1 564,5	1 564,5	0,0	1 199,4	1 199,4	0,0	1 200,0	1 200,0	0,0	1 320,0	1 320,0	0,0	3 719,4	3 719,4
3105	insertion et réinsertion des enfants et des jeunes dévotés	0,0	376,6	376,6	0,0	376,6	376,6	0,0	376,6	376,6	0,0	376,6				

64 Ministère de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMÉS"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	207 578,3	207 578,3	0,0	710 621,7	710 621,7	0,0	565 351,3	565 351,3	0,0	526 208,8	526 208,8	0,0	1 802 181,9	1 802 181,9
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	48 406,5	48 406,5	0,0	59 594,4	59 594,4	0,0	64 949,2	64 949,2	0,0	69 848,1	69 848,1	0,0	194 391,7	194 391,7
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	47 906,5	47 906,5	0,0	57 014,4	57 014,4	0,0	62 644,2	62 644,2	0,0	68 258,1	68 258,1	0,0	187 916,7	187 916,7
1101	Gestion des ressources humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	60,0	0,0	69,0	69,0	0,0	77,0	77,0	0,0	206,0	206,0
1102	Gestion des ressources financières et matérielles	0,0	47 906,5	47 906,5	0,0	56 954,4	56 954,4	0,0	62 575,2	62 575,2	0,0	68 181,1	68 181,1	0,0	187 710,7	187 710,7
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	500,0	500,0	0,0	2 580,0	2 580,0	0,0	2 305,0	2 305,0	0,0	1 590,0	1 590,0	0,0	6 475,0	6 475,0
1201	Plannification et programmation	0,0	500,0	500,0	0,0	2 080,0	2 080,0	0,0	1 805,0	1 805,0	0,0	1 090,0	1 090,0	0,0	4 975,0	4 975,0
1202	Gestion du partenariat et de la coopération	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	1 500,0	1 500,0
2	DEVELOPPEMENT ET ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER INTERURBAIN	0,0	128 527,9	128 527,9	0,0	531 010,7	531 010,7	0,0	399 982,7	399 982,7	0,0	380 460,7	380 460,7	0,0	1 311 454,2	1 311 454,2
21	ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2101	Entretien des routes bitumées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2102	Entretien des routes en terre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2103	Entretien des ouvrages de franchissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2104	Protection du patrimoine routier national	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2105	Fonctionnement du FER II	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER	0,0	12 458,4	12 458,4	0,0	2 150,0	2 150,0	0,0	1 600,0	1 600,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 750,0	3 750,0
2201	Réhabilitation des routes bitumées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2202	Réhabilitation des routes en terre	0,0	12 458,4	12 458,4	0,0	2 150,0	2 150,0	0,0	1 600,0	1 600,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 750,0	3 750,0
23	AMENAGEMENT DU RESEAU ROUTIER	0,0	116 069,5	116 069,5	0,0	528 860,7	528 860,7	0,0	398 382,7	398 382,7	0,0	380 460,7	380 460,7	0,0	1 307 704,2	1 307 704,2
2301	Bitumage du réseau routier	0,0	112 610,3	112 610,3	0,0	490 160,7	490 160,7	0,0	352 682,7	352 682,7	0,0	336 260,7	336 260,7	0,0	1 179 104,2	1 179 104,2
2302	Construction d'ouvrages de franchissement	0,0	3 459,2	3 459,2	0,0	38 700,0	38 700,0	0,0	45 700,0	45 700,0	0,0	44 200,0	44 200,0	0,0	128 600,0	128 600,0
3	DEVELOPPEMENT ET ENTRETIEN DES VOIRIES URBAINES	0,0	13 455,4	13 455,4	0,0	46 600,0	46 600,0	0,0	47 600,0	47 600,0	0,0	47 600,0	47 600,0	0,0	141 800,0	141 800,0
31	ENTRETIEN DES VOIRIES URBAINES	0,0	0,0	0,0	0,0	7 000,0	7 000,0	0,0	8 000,0	8 000,0	0,0	8 000,0	8 000,0	0,0	23 000,0	23 000,0
3101	Entretien des voiries bitumées	0,0	0,0	0,0	0,0	5 500,0	5 500,0	0,0	6 500,0	6 500,0	0,0	6 500,0	6 500,0	0,0	18 500,0	18 500,0
3102	Entretien des voiries en terre	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	4 500,0	4 500,0
32	REHABILITATION DES VOIRIES URBAINES	0,0	13 455,4	13 455,4	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	118 800,0	118 800,0
3201	Réhabilitation des voiries bitumées	0,0	13 455,4	13 455,4	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	39 600,0	39 600,0	0,0	118 800,0	118 800,0
33	AMENAGEMENT DES VOIRIES URBAINES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3301	Bitumage des voiries urbaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,0	0,0	0,0	0,0	36 100,0	36 100,0	0,0	22 500,0	22 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58 600,0	58 600,0
41	ENTRETIEN DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0
4101	Entretien des bâtiments ministériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4102	Entretien des équipements collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	150,0	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0
42	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,0	0,0	0,0	0,0	35 950,0	35 950,0	0,0	22 350,0	22 350,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58 300,0	58 300,0
4201	Construction de bâtiments ministériels	0,0	0,0	0,0	0,0	26 950,0	26 950,0	0,0	15 750,0	15 750,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42 700,0	42 700,0
4202	Construction d'équipements collectifs	0,0	0,0	0,0	0,0	9 000,0	9 000,0	0,0	6 600,0	6 600,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15 600,0	15 600,0
5	AMELIORATION DES CONDITIONS DE SALUBRITE EN MILIEU URBAIN	0,0	14 580,1	14 580,1	0,0	29 716,6	29 716,6	0,0	26 319,4	26 319,4	0,0	25 800,0	25 800,0	0,0	81 836,0	81 836,0
51	AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EVACUATION DES EAUX USEES	0,0	0,0	0,0	0,0	727,2	727,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	727,2	727,2
5101	Entretien des ouvrages d'évacuation et d'épuration des eaux usées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5102	Construction d'ouvrages d'évacuation et d'épuration des eaux usées	0,0	0,0	0,0	0,0	727,2	727,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	727,2	727,2
52	AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES	0,0	14 580,1	14 580,1	0,0	28 989,4	28 989,4	0,0	26 319,4	26 319,4	0,0	25 800,0	25 800,0	0,0	81 108,8	81 108,8
5201	Entretien des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales	0,0	0,0	0,0	0,0	1 700,0	1 700,0	0,0	1 750,0	1 750,0	0,0	1 750,0	1 750,0	0,0	5 200,0	5 200,0
5202	Construction d'ouvrages d'évacuation des eaux pluviales	0,0	14 580,1	14 580,1	0,0	27 289,4	27 289,4	0,0	24 569,4	24 569,4	0,0	24 050,0	24 050,0	0,0	75 908,8	75 908,8
53	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRAITEMENT DES ORDURES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5301	Entretien et réhabilitation du système de traitement des ordures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5302	Construction du système de traitement des ordures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	GESTION DE LA POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0,0	2 608,4	2 608,4	0,0	7 600,0	7 600,0	0,0	4 000,0	4 000,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	14 100,0	14 100,0
61	RESTRUCTURATION DE L'ESPACE NATIONAL	0,0	2 608,4	2 608,4	0,0	6 500,0	6 500,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	11 000,0	11 000,0
6101	Stratégie d'aménagement et de développement du territoire au niveau national et régional	0,0	500,0	500,0	0,0	6 000,0	6 000,0	0,0	2 500,0	2 500,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	9 500,0	9 500,0
6102	Stratégie d'aménagement et de développement du territoire au niveau local	0,0	2 108,4	2 108,4	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	500,0	500,0	0,0	1 500,0	1 500,0
62	RENFORCEMENT DU CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL	0,0	0,0	0,0	0,0	1 100,0	1 100,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 100,0	3 100,0
6201	Mise en place des organes de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
6202	Mise en place des instruments financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0

92 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		0,0	27 862,0	27 862,0	0,0	32 199,5	32 199,5	0,0	32 294,9	32 294,9	0,0	49 650,1	49 650,1	0,0	114 144,4	114 144,4
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	27 712,0	27 712,0	0,0	27 842,4	27 842,4	0,0	27 937,8	27 937,8	0,0	45 428,0	45 428,0	0,0	101 208,1	101 208,1
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	27 646,4	27 646,4	0,0	27 346,8	27 346,8	0,0	27 442,2	27 442,2	0,0	44 922,4	44 922,4	0,0	99 711,4	99 711,4
	1101 Ressources Humaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	1102 Ressources Matérielles et Financières	0,0	27 646,4	27 646,4	0,0	27 346,8	27 346,8	0,0	27 442,2	27 442,2	0,0	44 922,4	44 922,4	0,0	99 711,4	99 711,4
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	65,6	65,6	0,0	495,6	495,6	0,0	495,6	495,6	0,0	505,6	505,6	0,0	1 496,8	1 496,8
	1201 Planification et Programmation	0,0	30,0	30,0	0,0	440,0	440,0	0,0	440,0	440,0	0,0	450,0	450,0	0,0	1 330,0	1 330,0
	1202 Gestion de la Coopération et du Partenariat	0,0	35,6	35,6	0,0	55,6	55,6	0,0	55,6	55,6	0,0	55,6	55,6	0,0	166,8	166,8
2	RENFORCEMENT DES CAPACITES STRUCTURELLES EN MATIERE DE TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	0,0	150,0	150,0	0,0	4 357,1	4 357,1	0,0	4 357,1	4 357,1	0,0	4 222,1	4 222,1	0,0	12 936,3	12 936,3
21	PROMOTION DE L'EMPLOI	0,0	0,0	0,0	0,0	4 027,1	4 027,1	0,0	4 027,1	4 027,1	0,0	4 027,1	4 027,1	0,0	12 081,3	12 081,3
	2101 Insertion des groupes vulnérables	0,0	0,0	0,0	0,0	3 250,0	3 250,0	0,0	3 250,0	3 250,0	0,0	3 250,0	3 250,0	0,0	9 750,0	9 750,0
	2102 Mise en place d'un système d'information sur le marché	0,0	0,0	0,0	0,0	777,1	777,1	0,0	777,1	777,1	0,0	777,1	777,1	0,0	2 331,3	2 331,3
22	RENFORCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE	0,0	150,0	150,0	0,0	330,0	330,0	0,0	330,0	330,0	0,0	195,0	195,0	0,0	855,0	855,0
	2201 Extension de la protection sociale	0,0	150,0	150,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	30,0	30,0	0,0	90,0	90,0
	2202 Appui au système d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	2203 Amélioration de la gouvernance des structures de protection sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	300,0	300,0	0,0	165,0	165,0	0,0	765,0	765,0

52 Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		653,3	4 734,9	5 388,2	1 569,8	4 495,1	6 065,0	2 661,8	4 703,0	7 364,9	4 051,8	5 165,0	9 216,8	8 283,5	14 363,1	22 646,7
1	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	4 260,7	4 260,7	0,0	3 636,1	3 636,1	0,0	3 699,0	3 699,0	0,0	3 946,0	3 946,0	0,0	11 281,1	11 281,1
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	1 448,9	1 448,9	0,0	1 730,0	1 730,0	0,0	1 822,7	1 822,7	0,0	1 958,1	1 958,1	0,0	5 510,8	5 510,8
	1101 Gestion des ressources humaines	0,0	939,6	939,6	0,0	975,8	975,8	0,0	1 060,8	1 060,8	0,0	1 185,8	1 185,8	0,0	3 222,3	3 222,3
	1102 Gestion des ressources matérielles et financières	0,0	509,3	509,3	0,0	754,3	754,3	0,0	761,9	761,9	0,0	772,4	772,4	0,0	2 288,6	2 288,6
12	GESTION STRATEGIQUE	0,0	2 811,8	2 811,8	0,0	1 906,1	1 906,1	0,0	1 876,3	1 876,3	0,0	1 987,8	1 987,8	0,0	5 770,3	5 770,3
	1201 Planification et programmation	0,0	2 689,5	2 689,5	0,0	1 760,0	1 760,0	0,0	1 730,0	1 730,0	0,0	1 840,0	1 840,0	0,0	5 330,0	5 330,0
	1202 Gestion de la coopération et du partenariat	0,0	122,4	122,4	0,0	146,1	146,1	0,0	146,3	146,3	0,0	147,8	147,8	0,0	440,3	440,3
2	PROMOTION DES PME-PMI	653,3	63,7	717,0	1 339,8	107,0	1 446,8	1 631,8	97,0	1 728,8	2 021,8	132,0	2 153,8	4 993,5	336,0	5 329,5
21	PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL	536,9	63,7	600,6	1 129,8	107,0	1 236,8	1 411,8	97,0	1 508,8	1 771,8	132,0	1 903,8	4 313,5	336,0	4 649,5
	2101 Protection des PME-PMI nationales	0,0	0,0	0,0	90,0	0,0	90,0	115,0	0,0	115,0	130,0	0,0	130,0	335,0	0,0	335,0
	2102 Facilitation de l'accès au financement des activités des PME-PMI	19,0	0,0	19,0	19,0	0,0	19,0	19,0	0,0	19,0	19,0	0,0	19,0	56,9	0,0	56,9
	2103 Appui au développement local	166,9	7,0	173,9	127,5	57,0	184,5	167,5	57,0	224,5	287,5	57,0	344,5	582,5	171,0	753,5
	2104 Vulgarisation de l'entrepreneuriat	351,0	56,7	407,7	893,4	50,0	943,4	1 110,4	40,0	1 150,4	1 335,4	75,0	1 410,4	3 339,1	165,0	3 504,1
22	AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES PME-PMI	116,4	0,0	116,4	210,0	0,0	210,0	220,0	0,0	220,0	250,0	0,0	250,0	680,0	0,0	680,0
	2201 Amélioration de l'environnement des affaires	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	20,0	30,0	0,0	30,0	60,0	0,0	60,0	110,0	0,0	110,0
	2202 Appui au PME-PMI gabonaise	116,4	0,0	116,4	190,0	0,0	190,0	190,0	0,0	190,0	190,0	0,0	190,0	570,0	0,0	570,0
3	PROMOTION DES METIERS DE L'ARTISANAT GABONAIS	0,0	410,4	410,4	230,0	752,0	982,0	1 030,0	907,0	1 937,0	2 030,0	1 087,0	3 117,0	3 290,0	2 746,0	6 036,0
31	APPUI A LA PRODUCTION ARTISANALE	0,0	199,4	199,4	230,0	595,0	825,0	1 030,0	630,0	1 660,0	2 030,0	695,0	2 725,0	3 290,0	1 920,0	5 210,0
	3101 Promotion de l'artisanat gabonais	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	80,0	0,0	80,0	80,0	0,0	80,0	80,0	0,0	240,0	240,0
	3102 Création des villages artisanaux	0,0	135,0	135,0	230,0	310,0	540,0	1 030,0	310,0	1 340,0	2 030,0	310,0	2 340,0	3 290,0	930,0	4 220,0
	3103 Renforcement des équipements des unités de production	0,0	64,4	64,4	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	120,0	0,0	360,0	360,0
	3104 Vulgarisation des métiers de l'artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	55,0	55,0	0,0	55,0	55,0	0,0	85,0	85,0	0,0	195,0	195,0
	3105 Protection du secteur de l'artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	0,0	65,0	65,0	0,0	100,0	100,0	0,0	195,0	195,0
32	PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE	0,0	211,1	211,1	0,0	157,0	157,0	0,0	277,0	277,0	0,0	392,0	392,0	0,0	826,0	826,0
	3201 Renforcement des capacités des acteurs de l'économie sociale	0,0	124,0	124,0	0,0	79,0	79,0	0,0	199,0	199,0	0,0	314,0	314,0	0,0	592,0	592,0
	3202 Amélioration de l'accès au commerce équitable	0,0	87,1	87,1	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	0,0	78,0	78,0	0,0	234,0	234,0

67 Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques

BUDGET PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES : DEPENSES PSGE ET NON PSGE

SUR BASE DES "BESOINS EXPRIMES"

Montants en millions de FCFA

CODE	Description	2011			2012			2013			2014			Total triennal		
		PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total	PSGE	Non-PSGE	Total
Total		39 422,7	26 279,5	65 702,2	171 200,0	203 185,3	374 385,3	192 500,0	175 990,2	368 490,2	146 500,0	7 594 234,7	7 740 734,7	510 200,0	7 973 410,3	8 483 610,3
1	REINFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	0,0	3 147,5	3 147,5	0,0	12 923,7	12 923,7	0,0	4 837,2	4 837,2	0,0	4 251,7	4 251,7	0,0	22 012,7	22 012,7
11	GESTION DES RESSOURCES	0,0	1 360,1	1 360,1	0,0	2 301,2	2 301,2	0,0	1 682,7	1 682,7	0,0	1 601,7	1 601,7	0,0	5 585,7	5 585,7
1101	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0
1102	GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES	0,0	1 360,1	1 360,1	0,0	2 101,2	2 101,2	0,0	1 682,7	1 682,7	0,0	1 601,7	1 601,7	0,0	5 385,7	5 385,7
12	GESTION STRATEGIQUES	0,0	1 787,4	1 787,4	0,0	10 622,5	10 622,5	0,0	3 154,5	3 154,5	0,0	2 650,0	2 650,0	0,0	16 427,0	16 427,0
1201	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION	0,0	1 551,0	1 551,0	0,0	9 605,0	9 605,0	0,0	2 210,0	2 210,0	0,0	1 725,0	1 725,0	0,0	13 540,0	13 540,0
1202	GESTION DE LA COOPERATION ET DU PARTENARIAT	0,0	236,4	236,4	0,0	1 017,5	1 017,5	0,0	944,5	944,5	0,0	925,0	925,0	0,0	2 887,0	2 887,0
2	AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	0,0	20 686,0	20 686,0	0,0	75 714,6	75 714,6	0,0	56 653,0	56 653,0	0,0	27 483,0	27 483,0	0,0	159 850,6	159 850,6
21	FACILITATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE DANS LE DOMAINE CONCEDE A LA SEEG	0,0	3 958,0	3 958,0	0,0	19 948,0	19 948,0	0,0	9 798,0	9 798,0	0,0	7 998,0	7 998,0	0,0	37 744,0	37 744,0
2101	Adduction d'eau potable dans les centres urbains	0,0	3 510,0	3 510,0	0,0	8 800,0	8 800,0	0,0	5 100,0	5 100,0	0,0	4 600,0	4 600,0	0,0	18 500,0	18 500,0
2102	Densification des réseaux de distribution d'eau potable	0,0	400,0	400,0	0,0	8 100,0	8 100,0	0,0	1 650,0	1 650,0	0,0	350,0	350,0	0,0	10 100,0	10 100,0
2103	Adduction d'eau potable dans les Centres isolés du GABON	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	3 000,0	3 000,0	0,0	9 000,0	9 000,0
2104	Analyse de la qualité de l'eau potable et concession SEEG	0,0	48,0	48,0	0,0	48,0	48,0	0,0	48,0	48,0	0,0	48,0	48,0	0,0	144,0	144,0
22	REINFORCEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION ET STOCKAGE D'EAU POTABLE	0,0	12 757,0	12 757,0	0,0	32 857,0	32 857,0	0,0	30 100,0	30 100,0	0,0	10 000,0	10 000,0	0,0	72 957,0	72 957,0
2201	Construction de conduites d'eau	0,0	12 757,0	12 757,0	0,0	32 757,0	32 757,0	0,0	30 000,0	30 000,0	0,0	10 000,0	10 000,0	0,0	72 757,0	72 757,0
2202	Construction d'ouvrages de production d'eau potable	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2203	Recherche et évaluation des nouvelles sources d'approvisionnement en eau des Localités du Gabon (Toutes les Capitales provinciales et Moanda)	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0
23	AMELIORATION DE L'ACCES DES POPULATIONS RURALES A L'EAU POTABLE	0,0	1 051,0	1 051,0	0,0	19 739,6	19 739,6	0,0	16 555,0	16 555,0	0,0	9 285,0	9 285,0	0,0	45 579,6	45 579,6
2301	Création des réseaux d'AEP	0,0	451,0	451,0	0,0	9 925,0	9 925,0	0,0	8 170,0	8 170,0	0,0	2 250,0	2 250,0	0,0	20 345,0	20 345,0
2302	Entretien d'ouvrages d'hydrauliques villageoises (forages d'hydrauliques villageoises)	0,0	0,0	0,0	0,0	6 025,0	6 025,0	0,0	6 025,0	6 025,0	0,0	5 175,0	5 175,0	0,0	17 225,0	17 225,0
2303	Réhabilitation des réseaux d'AEP	0,0	600,0	600,0	0,0	3 789,6	3 789,6	0,0	2 360,0	2 360,0	0,0	1 860,0	1 860,0	0,0	8 009,6	8 009,6
24	ASSAINISSEMENT	0,0	2 920,0	2 920,0	0,0	3 170,0	3 170,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	3 570,0	3 570,0
2401	Collecte d'eaux pluviales et usées	0,0	1 800,0	1 800,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2402	Traitement des eaux usées	0,0	1 120,0	1 120,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2403	Programme d'Assainissement en Milieu Rural	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0
2404	Programme d'Assainissement en Milieu Urbain	0,0	0,0	0,0	0,0	800,0	800,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	800,0	800,0
2405	Programme de Collecte, d'Acheminement et de Traitement des Eaux Usées des Industries du Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	670,0	670,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	670,0	670,0
2406	Programme d'installation des dispositifs assainissement des sites touristiques du Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	200,0	200,0	0,0	600,0	600,0
3	AMELIORATION DE L'ACCES A L'ENERGIE ELECTRIQUE	39 122,7	2 446,0	41 568,7	170 200,0	111 947,0	282 147,0	188 900,0	112 500,0	301 400,0	142 900,0	7 562 500,0	7 705 400,0	502 000,0	7 786 947,0	8 288 947,0
31	CONSTRUCTION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES	39 122,7	843,0	39 965,7	170 200,0	89 000,0	259 200,0	188 900,0	93 000,0	281 900,0	142 900,0	7 553 500,0	7 696 400,0	502 000,0	7 735 500,0	8 237 500,0
3101	CONSTRUCTION DES BARRAGES HYDROELECTRIQUES	39 122,7	0,0	39 122,7	140 500,0	12 000,0	152 500,0	158 000,0	9 000,0	167 000,0	100 500,0	9 000,0	109 500,0	399 000,0	30 000,0	429 000,0
3102	CONSTRUCTION DE CENTRALES THERMIQUES	0,0	603,0	603,0	0,0	7 500,0	7 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 500,0	7 500,0
3103	CONSTRUCTION DE LIGNES DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE	0,0	240,0	240,0	29 700,0	69 500,0	99 200,0	30 900,0	84 000,0	114 900,0	42 400,0	7 544 500,0	7 586 900,0	103 000,0	7 698 000,0	7 801 000,0
32	RENOUVELLEMENT, ENTRETIEN ET SECURISATION DES RESEAUX DE DISTRIBUTION	0,0	1 603,0	1 603,0	0,0	22 947,0	22 947,0	0,0	19 500,0	19 500,0	0,0	9 000,0	9 000,0	0,0	51 447,0	51 447,0
3201	Extension des réseaux de distribution d'énergie électrique	0,0	1 603,0	1 603,0	0,0	22 247,0	22 247,0	0,0	19 500,0	19 500,0	0,0	9 000,0	9 000,0	0,0	50 747,0	50 747,0
3202	Sécurisation et entretien des réseaux de distribution	0,0	0,0	0,0	0,0	700,0	700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	700,0	700,0
3203	Réhabilitation des réseaux de distribution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	PROMOTION DE NOUVELLES ENERGIES	300,0	0,0	300,0	1 000,0	2 600,0	3 600,0	3 600,0	2 000,0	5 600,0	3 600,0	0,0	3 600,0	8 200,0	4 600,0	12 800,0
41	DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES PHOTOVOLTAIQUES	300,0	0,0	300,0	1 000,0	2 000,0	3 000,0	3 600,0	2 000,0	5 600,0	3 600,0	0,0	3 600,0	8 200,0	4 000,0	12 200,0
4101	PRE ELECTRIFICATION EN ZONE RURALE PAR PANNEAUX SOLAIRES	300,0	0,0	300,0	1 000,0	2 000,0	3 000,0	3 600,0	2 000,0	5 600,0	3 600,0	0,0	3 600,0	8 200,0	4 000,0	12 200,0
4102	GESTION ET REHABILITATION DES OUVRAGES SOLAIRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4103	APPUI A LA PRODUCTION D'EQUIPEMENTS SOLAIRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
42	PROMOTION DES TECHNIQUES NUCLEAIRES	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0
4201	R&D EN MATIERE NUCLEAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4202	PROMOTION DE L'UTILISATION DES TECHNIQUES NUCLEAIRES	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0
43	DEVELOPPEMENT DES ENERGIES EOLIENNES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4301	EVALUATION DU POTENTIEL EOLIEN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4302	CREATION DE PARCS EOLIENS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
44	APPUI A L'INDUSTRIALISATION DE LA BIOMASSE	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	300,0	300,0
4401	APPUI A LA MISE EN PLACE D'USINES DE BIO MASSE	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0
4402	APPUI A LA TRANSFORMATION DES RESIDUS DU BOIS POUR LA PRODUCTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	150,0	150,0
4403	APPUI A LA VALORISATION DES DECHETS URBAINS POUR LA PRODUCTION DES BIOGAZ	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

